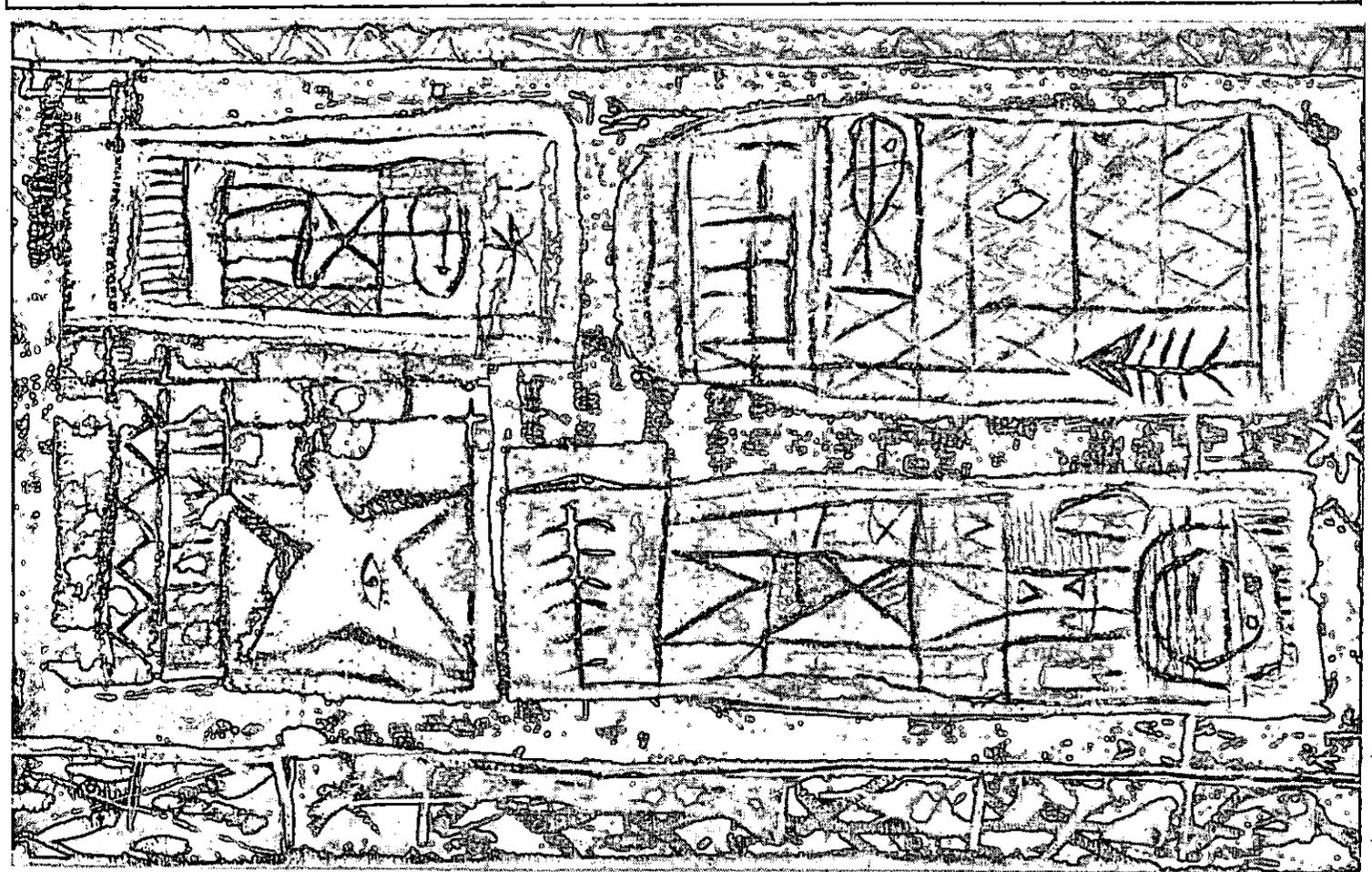


FRANCE FORUM

Novembre 1969 — N° 98-99 — 5 F

Crise de l'Eglise, crise de civilisation ? — La France : sa
diplomatie, ses finances, son industrie — Une étrange
saison — Le Communisme italien — Les Comores —
Destin de l'entreprise — More — Zola — Gilles Vigneault



François FEJTO

**Histoire
des
démocraties
populaires**

T. I. L'ère de Staline
T. II. Après Staline

Le Seuil

René LAURENTIN

**Enjeu du deuxième synode
et contestation
dans l'Eglise**

Le Seuil

Lucien RIOUX

«**Poésies et chansons**»

Gilles Vigneault

Seghers

Dmitris N. CHORAFAS

La fuite des cerveaux

ou

Les U.S.A.

à la conquête

des savants européens

Fayard

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 n^o par an 20 F

Abonnement de soutien 30 F

OCTOBRE-NOVEMBRE 1969

Photos : Giraudon - A.F.P. - Billein - Reporters
Associés - Michel Simonet - Agip - Europress
Bulloz

Sommaire 98-99

PROPOS DU TEMPS

- DES DERNIERS JOURS AUX NOUVELLES SAISONS,**
PAR ETIENNE BORNE 2
- DESTIN DE L'ENTREPRISE,**
PAR MAURICE BLIN 62

FORUM

- CRISE DE L'EGLISE, CRISE DE CIVILISATION,**
AVEC ANDRE MANDOUZE, LUC BARESTA, ROBERT
DE MONTVALON, RENE PUCHEU, ETIENNE BORNE 5

ÉTUDE

- LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE,**
PAR GUY DE CARMOY 19

ENQUÊTE

- UN ARCHIPEL OUBLIÉ : LES COMORES,**
PAR GEORGES LE BRUN KERIS 24

PROBLÈMES

- REDRESSEMENT DES FINANCES OU REDRESSEMENT
DU « MORAL »** PAR CHARLES DELAMARE 27

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

- UNE SAISON BIEN ÉTRANGE,**
PAR RENE PASCAL 30

ÉTUDE

- LES PARADOXES DU COMMUNISME ITALIEN,**
PAR K.J. HAHN 34

DOSSIER

- LA FRANCE ET SON INDUSTRIE : UN EXAMEN DE
CONSCIENCE ET UN PROGRAMME,**
PAR JEAN FLASSANS 39

CHRONIQUE

- LA VRAIE GLOIRE : NAPOLEON OU REMBRANDT ?,**
PAR GEORGES LE BRUN KERIS 44

ARTS

- MORE,**
PAR HENRI BOURBON 46
- DÉCOUVERTE DE GILLES VIGNEAULT,**
PAR LUCIEN RIOUX 47
- LE VENTRE DE PARIS, D'ÉMILE ZOLA,**
PAR PIERRE COGNY 50

NOTES DE LECTURE

- LA NOUVELLE SOCIÉTÉ, SOCIÉTÉ EN TOC ? SOCIÉTÉ
EN GUERRE ?**
PAR GENEVIEVE M. PASCAUD 55
- LA REVOLTE CONTRE LE PÈRE, DE G. MENDEL
ET VERS LA SOCIÉTÉ SANS PÈRES,**
DE A. MITSCHERLICH,
PAR JEAN-CLAUDE SIEBAUER 57
- PRINTEMPS AU PARKING, DE CHRISTIANE ROCHEFORT,**
PAR DOMINIQUE BAUDIS 58
- LE CONTRAT SOCIALISTE, DE ROBERT FOSSAERT,**
PAR CHARLES DELAMARE 59

Des derniers jours aux nouvelles saisons

par Etienne Borne

De juillet à octobre, le train du monde ne s'est pas immobilisé et l'actualité politique n'a pas pris de vacances. Bousculade d'événements dont la mémoire allant du lointain au plus proche peu d'abord reproduire en l'accélération le film hétéroclite.

Deux hommes sur la lune en juillet, renforcement du prestige des Etats-Unis d'Amérique et pas en avant dans le développement de l'aventure cosmique de notre espèce. Mais en bas dans notre plus immédiat univers qui reste ce monde sublunaire dont les Anciens parlaient avec tant de mélancolie, la violence sanglante continue à nourrir les mêmes incendies : guerre de religions en Irlande du Nord et au Moyen Orient où se déchirent catholiques et protestants, héritiers du même évangile, ou Israël et Israël, c'est-à-dire la double descendance d'Abraham ; au Viet-Nam n'en finissant pas d'être en train de finir, guerre, par delà l'affrontement des intérêts politiques, des deux idéologies qui se disputent le monde à travers l'interminable souffrance d'un peuple divisé et martyrisé. Mort là-bas du vieil Ho-Chi-Minh, qui plus encore qu'un révolutionnaire professionnel de type léniniste, aura été le représentant peut-être le plus typique de ce national-communisme qui est l'une des grandes forces du monde contemporain. Au centre de l'Europe, en ce quadrilatère de Bohême qui fut toujours l'un des nœuds de l'histoire militaire, politique et religieuse de l'Occident, la tyrannie idéologique et l'impérialisme étranger font s'appesantir chaque jour davantage la chape de plomb et ferment les portes de la nuit sur un admirable peuple capable d'avoir donné le scandale public d'un amour et d'une quasi possession de la liberté, amour d'autant plus indécent qu'il avait été furtivement heureux. En Allemagne fédérale, les récentes élections apportent une chance imprévue à cette social-démocratie, que les marxistes durs et purs exposent depuis des décennies aux gémonies, la vouant au mépris public des esprits avancés, en même temps qu'en Grande-Bretagne, le gouvernement travailliste, autre avatar de l'indignité social-démocrate et qui paraissait à bout de course, est en train de reprendre un deuxième souffle : que voilà deux bonnes cibles pour ces gauchistes qui ne se sentent exister qu'en vitupérant des trahisons ; occasion aussi de se demander quelle sorte d'action réelle et non pas seulement verbale peu avoir dans une société industrielle moderne une gauche réformatrice. Et enfin cette sorte de gauche étant comme gommée en France, surtout parce

qu'elle a honte d'avouer ce qu'elle est, inauguration sans tragédie d'un nouveau cours ; passage comme eût dit Péguy de l'époque à la période, manifesté par le congé donné au sublime et le souci d'adapter les fins aux ressources réelles ; encore que quelques-uns qui ont l'oreille bonne ou bienveillante entendent comme un écho assourdi des grandes fanfares du gaullisme de la haute époque dans la « nouvelle société » que se propose de mettre en chantier notre nouveau Premier Ministre.

* *

Avoir la lune

Un symbole de l'impossible devenu en un bref espace de temps possible et aussitôt réalisé. L'événement du 21 juillet est d'abord un fait politique : la course à l'espace en train d'être gagnée par une Amérique qu'avait imprudemment défiée le mot de Khrouchtchev « un carburant nommé socialisme », et qui, encore que son opinion publique n'ait guère manifestement de « chauvinisme spatial », impose sa supériorité dans les ordres conjoints des ressources matérielles et de l'intelligence organisatrice et technicienne. S'agit-il en outre d'un événement capable de changer à ce point l'histoire des hommes qu'une ère nouvelle pourrait être comptée à partir du premier pas que fit Armstrong sur le sol lunaire ? Faut-il faire écho au propos d'un lyrisme inattendu dans sa bouche, par lequel Richard Nixon saluait à bord de l'« Hornet », le retour heureux des vainqueurs de la lune — propos qui faisait un singulier contraste avec les paroles toujours modestes et mesurées des astronautes eux-mêmes : « En vivant votre exploit, s'écriait le président des Etats-Unis, nous avons vécu la plus grande semaine du monde depuis la Création. » Semblablement de nombreux commentateurs, empoignés par on ne sait quel délire prophétique, apercevaient, vue de la lune ou de quelque planète conquise, une humanité enfin rassemblée, convaincue de la vanité de ses misérables querelles intestines, râturant toutes les frontières comme si l'homme, à l'appel de ce grand souffle venu des espaces cosmiques allait devenir autre et vaincre les limites de sa condition, dès lors qu'il lui est possible de s'échapper d'une terre qui ne le retient plus prisonnier.

Grande illusion qu'il faut durement dénoncer. Les astronautes, iraient-ils commodément d'astre en astre, n'atteindront jamais un autre monde, la rive si absolument étrangère que l'homme y découvrirait des vérités insolites,

bourdonnante d'informations salvatrices qu'il recueille dans ses écouteurs ou qui s'inscrivent sur ses cadrans. Par ses itinéraires rigoureusement prévus à travers un système solaire qui n'est au surplus qu'un mince recoin d'univers, l'homme, en poursuivant l'aventure, ne cessera de constituer la terre non pas en centre matériel, mais d'une manière plus centrale encore au centre psychique du monde. Loin de dépasser ou de faire éclater les limites d'une condition faite de contradictions éprouvantes et exaltantes, l'homme expérimente ces limites et ces contradictions d'une manière plus vive encore lorsque le progrès continu de ses techniques, lui permet de devenir le navigateur des espaces interplanétaires, car s'il se sait, depuis qu'il se connaît pensant, le citoyen de tous les mondes réels et possibles, il reste enraciné dans la terre-mère sans pouvoir trancher jamais le lien ombilical. D'un voyage dans la lune (et la leçon était déjà dans Jules Verne), l'homme n'apprendra pas qu'il est un surhomme, mais peut y trouver l'occasion de mieux savoir qu'il est Homme.

Teilhard de Chardin, qui avait l'imagination cosmique, qui inclinait à penser que dans d'autres systèmes solaires accrochés à quelque étoile perdue dans une lointaine galaxie, pouvait aussi se trouver vie et pensée et qui aurait pu attendre beaucoup pour le progrès humain d'une aventure spatiale qu'il pressentait imminente, avait cependant assez de bon sens et de sens spirituel pour se garder d'un prophétisme contaminé de science fiction :

« Notre noosphère, écrit-il dans les dernières pages du « Phénomène humain » est destinée à se clore sur elle-même, et c'est dans une direction, non pas spatiale, mais psychique, qu'elle trouvera sans avoir à quitter ou déborder la terre, la ligne de son évaison. »

Lorsque l'homme conquiert ou colonise la lune, il en fait un prolongement de la terre, il ne quitte ni ne débordé la terre, il poursuit sa vocation terrestre et mondaine de manipulateur de la matière par sa connaissance des structures de cette matière. Il ne s'évade pas du monde ; il est de ce monde. Mais une autre lune, entre les cyprès, le soir, au fond du jardin, reste toujours capable de parler à l'homme d'un autre monde, et elle s'inscrit comme signe mystérieux de l'ailleurs dans un ciel impossédable dont l'espace parcouru par les astronautes ne sera jamais que la décevante et nostalgique image.

♦♦

Les vieilles histoires

On n'a diminué en rien la vaillance des astronautes en restituant leur exploit à sa vérité qui se situe à la rencontre d'une prouesse de précision technique et d'un acte de la vertu humaine la moins usée et la plus constante depuis des millénaires, le courage. Mais la technique et le courage en tant que tels, restent terriblement ambigus et ils auraient besoin eux-mêmes d'une reconversion pour être mis au service de l'universalité et de l'unité humaines, puisqu'ils servent cette technique et ce courage d'aliments aux partialités, aux nationalismes, aux bellicismes. A l'heure de la conquête de la lune, la vieille histoire ne s'est pas interrompue.

Au Moyen-Orient et au Viet-Nam se sont multipliés, cet été, les épisodes de deux guerres absurdes et qui se prolongent de connivence pour poursuivre le jeu tragique (c'est le cas des Israéliens et des Arabes), que lorsque les antagonistes — les gouvernements des U.S.A. et du Nord Viet-Nam — dans l'impuissance où ils sont de se vaincre — se trouvent objectivement d'accord pour tenter d'arrêter le massacre. Comme si les dialect-

Dubcek est liquidé par les conservateurs prosoviétiques, mais le souvenir du printemps de Prague n'est pas effacé.

jusque là inaccessibles et susceptibles de changer l'idée qu'il se faisait de lui-même et du sens de son existence. Ce que l'homme explore dans l'espace, c'est exactement cette sorte de vide et de silence dont parlait Pascal, silence plus silencieux encore lorsque des hommes débarquant sur un astre mort (on pressent, à mesure qu'on est capable de l'approcher davantage, que la planète Mars est aussi stérilement lunaire que la lune), où règne ce silence de l'inerte et de la matière, dont les astronautes ont su parler avec une si admirable simplicité. Quel contraste, d'une part, entre cette conscience contemplative et interrogative que l'homme apporte avec lui où qu'il aille, et, d'autre part, cette vertigineuse inconscience des choses qui ne sont que matérialité brute. Mystère ou paradoxe que cette rencontre entre l'esprit et le néant d'esprit, que nous révélerait déjà, s'il était suffisamment métaphysique, le moindre regard jeté sur le caillou du désert, mais auquel le voyage sur une lune qui n'est qu'une pierre donne, sans le supprimer ni l'éclairer, un insolite relief.

Aussi ne faut-il pas imaginer que nous sommes devenus comme des dieux, que notre espèce, affranchie de la terre pour ainsi dire surhumanisée, pourrait nager un jour, libre et légère, dans des cieux extra et supra-terrestres. L'homme n'explore le cosmos qu'en se faisant terrestre plus que jamais. Cette terre, patrie impossible à renier et même à quitter, il l'emporte avec lui à la semelle de ses scaphandres, et elle l'accompagne toute

ques du destin et des passions étaient plus fortes que les raisons du cœur et les raisons de la raison.

Disparition cet été encore à Hanoï, du chef, symbolique ou réel, du Nord Viet-Nam et dont la figure, légendaire de son vivant, porte au-delà des frontières de son pays. L'homme qui avait Lénine pour maître à penser et à agir, était, en dépit de ce qu'ont écrit des plumes légères, le contraire d'un Gandhi, puisque dès le Congrès de Tours, à la ligne historique du partage entre deux socialismes, il avait choisi le côté de la violence révolutionnaire. Son propos initial, lorsqu'il combattait le colonialisme des Français, était de mettre le nationalisme au service du communisme — et comme d'autres qui n'étaient peut-être de moindre taille mais qui ont régné sur de plus vastes empires à Moscou et à Pékin — il a fait des procédures et de l'idéologie communistes des instruments efficaces pour unifier une nation et vitaliser un nationalisme. Renversement de la fin en moyen et du moyen en fin qui domine toute l'histoire du communisme depuis que la révolution d'octobre a mis entre ses mains pour la première fois un appareil d'Etat.

Cette sorte de renversement des finalités est aussi une vieille histoire. 1969 a été une année napoléonienne qui devait avoir son apogée au 15 août dernier dans le rendez-vous qu'avait pris à Ajaccio avec Napoléon Bonaparte le général de Gaulle pour le bicentenaire de la naissance de l'autre héros. Que Georges Pompidou ait été amené à remplacer son irremplaçable prédécesseur et à faire manquer une rencontre historique, ce phénomène de substitution ne manque pas d'une certaine saveur et illustre bien le style du nouveau cours. Cette parenthèse fermée, il convient de remarquer que le bonapartisme lui aussi donne beaucoup à penser sur la dialectique des révolutions qui, dès qu'elles s'incarnent dans la chair de l'histoire, on vient de le rappeler à propos du communisme, se prêtent trop bien à d'imprévues ou trop prévisibles transpositions de finalités : les idées de 89 n'avaient pas tardé à être mises au service d'un nationalisme et d'un impérialisme français avec les comités révolutionnaires de 93 et 94, plus encore, avec le Directoire, et d'une manière générale et décisive, avec le Consulat de l'Empire. Echange et mélange des fins et des moyens, dans lesquelles il est possible de déceler une équivoque majeure du bonapartisme. Le sujet mérite une plus ample analyse, on y reviendra.

Cet été ramenait au 21 août en Tchécoslovaquie, l'anniversaire de l'invasion et de l'occupation soviétiques. Le peuple tchécoslovaque l'a célébré en manifestant sa résistance à l'oppression, dans la douleur et dans la dignité. Dernier message peut-être d'un navire aux trois-quarts englouti et que risque de recouvrir bientôt le silence de la mer. Les acclamations dont les Roumains, peu de temps après, saluaient la visite d'un président des Etats-Unis ne laissent aucun doute sur l'orientation du sentiment public dans ce qu'on appelle, et c'est un langage d'humour noir, les démocraties populaires. Ainsi est devenu éclatant cet été l'affligeant paradoxe d'une Russie, qui s'est crue et dans laquelle beaucoup ont vu la grande nation missionnaire d'une espérance universaliste de libération, et qui répète la vieille histoire des plus anciens Empires, elle qui est en butte sur ses frontières asiatiques à l'hostilité d'un autre Empire, communiste lui aussi, qu'il lui faut intimider pour qu'il en vienne à baisser le ton et qui dans ses marches occidentales, supporte l'affront que lui inflige à la face du monde le désaveu des peuples satellisés. Que des

Tchèques, un demi-siècle après la révolution d'octobre, aient osé proclamer que le « socialisme à visage humain » était encore à inventer, c'était un défi injurieux auquel on ne pouvait répondre qu'en mettant en mouvement des colonnes blindées décidées à venger l'honneur du socialisme outragé. Ainsi le communisme n'a cessé depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de tuer de ses propres mains, l'espoir de libération dont il était porteur.

Dans un monde qui bouge de toutes parts, ce conservatisme de soi-même dans lequel s'immobilise la Russie a quelque chose de stupéfiant. Ainsi coexistent à notre époque l'ultra-modernité de l'astronautique et du voyage dans la lune et les archaïsmes de domination et de servitude qui sont la reprise, parfois en pire, de la plus antique histoire. Ce qu'on n'avait jamais vu et, côté à côté, ce qu'on n'a que trop vu. Comme si tous les temps se donnaient rendez-vous en notre temps dans une sorte de bric à brac historique, dont la confusion déconcerte toutes les simplifications idéologiques et qui semble annoncer une manière d'âge baroque dont la signification est encore brouillée.

Etienne BORNE.

Un symbole de l'impossible devenu possible

Crise de l'église, crise de civilisation ?

avec *André Mandouze*

Luc Baresta

Robert de Montvalon

René Pucheu

Etienne Borne

Henri Bourbon. — Dire que l'Eglise est en crise, que notre civilisation est en crise, ce n'est pas porter un jugement aventureux ni avancer un propos polémique, c'est constater une situation de fait. Crise de l'Eglise, crise de civilisation ? Qu'il y ait crise de civilisation, la formule ne serait pas devenue un lieu commun si elle ne répondait pas à une incontestable et inquiétante réalité dont les phénomènes révélateurs ne sont pas tous négatifs. Qu'il y ait crise dans l'Eglise, l'Eglise en convient elle-même, il n'est que de se souvenir des multiples interrogations posées et pas toujours résolues depuis Vatican II jusqu'à l'actuel Synode. Sujet d'une ampleur d'avance décourageante, mais qu'il faudrait tenter de délimiter quelque peu en le dédoublant, par exemple, selon deux questions mieux déterminées :

1^o — La crise de l'Eglise est-elle révélatrice des dimensions particulières de la crise de la civilisation occidentale ?

2^o — L'Eglise doit-elle désormais renoncer à toute fonction civilisatrice ou bien de quelle manière l'Eglise peut-elle aider à surmonter la crise de la civilisation occidentale ?

« France-Forum » a réuni quelques amis dont les expériences, les perspectives sont différentes et qui vont ainsi avoir l'occasion d'éprouver leurs impressions, leurs thèses, leurs jugements en les confrontant les uns avec les autres : André Mandouze, co-fondateur sous l'occupation avec le Père Chaillet de « Témoignage Chrétien » clandestin, auteur d'un ouvrage important sur saint Augustin ; Robert de Montvalon, rédacteur en chef de « Terre Entière » ; Luc Baresta, rédacteur en chef de « la France Catholique » ; René Pucheu, colla-

borateur des revues « Esprit » et « Vie Nouvelle » ; Etienne Borne, auteur notamment de « Dieu n'est pas mort » et « Passion de la Vérité ».

Je demande à Philippe Farine, membre de l'équipe dirigeante des Secrétariats Sociaux, de situer le problème par rapport à l'opinion.

Philippe Farine. — Nombreux effectivement sont aujourd'hui les non-chrétiens qui posent des questions et qui s'interrogent sur la crise de l'Eglise, et pas simplement comme un objet de curiosité, mais parce que d'une certaine manière ils se sentent concernés. Il y a deux éléments qui m'ont frappé ces temps-ci, c'est, d'une part, la publication de ce numéro spécial de « Après-Demain », organe de la Ligue des Droits de l'Homme, consacré aux « Catholiques français en 1969 », et, d'autre part, d'après ce que l'on m'a raconté, certains rapports de préfets donnant une très grande place à la crise de l'Eglise. Je me souviens d'avoir eu une conversation avec un de mes amis, athée j'imagine, franc-maçon je crois, et qui me disait : « Ce qui m'inquiète énormément, c'est de découvrir que chez vous, catholiques, il se passe quelque chose d'insolite, d'absolument inattendu, il n'y a plus de sécurité parce qu'il n'y a plus de point fixe. » Un certain nombre de gens qui se tiennent à l'extérieur de l'Eglise ont l'impression de voir disparaître un point fixe, ce qui représentait, d'une certaine manière à leur yeux : l'Absolu. C'est cela pour eux la crise de l'Eglise ; il y a quelque chose qui disparaît et qui s'effondre ; il n'y a plus rien sur quoi s'appuyer même pour le combattre. Ils se croyaient étrangers et ils se sentent touchés. Que peut bien signifier cette sorte d'anxiété ?

Etienne Borne. — Vous nous dites au fond, et l'information est passablement savoureuse, que les préfets — dépositaires de l'autorité gouvernementale et intéressés au maintien de l'ordre public — s'inquiètent fort qu'il y ait dans l'Eglise une crise de l'absolu. Faudrait-il citer Dostoïevski : « S'il n'y a pas de Dieu, je ne suis plus préfet » après avoir remplacé « capitaine » par « préfet » ? Mais peut-être faut-il aller plus loin en remarquant l'équivoque de cette notion ou plutôt de cette image de « point fixe », car l'ambiguïté même d'un absolu et notamment d'un absolu religieux c'est qu'il peut aussi bien, dans la conscience des hommes, fonder qu'ébranler l'autorité et l'ordre.

André Mandouze. — Je reviendrai sur ce problème du point fixe. J'ai peur que ce qui ait intéressé un certain nombre de gens, qui par ailleurs ne s'intéressent pas à la vie interne des chrétiens, ce soit la fixité et même, l'immobilisme de l'Eglise catholique, c'est-à-dire ce qui est probablement le plus opposé à ce qui fait le fond d'une vie intérieure, individuelle ou collective. Or, si loin qu'on puisse remonter dans l'histoire de l'Eglise, on s'aperçoit que celle-ci a toujours été en crise. Par conséquent, ce qui pour des gens de l'extérieur apparaîtrait fixe n'a toujours été qu'en équilibre très instable aux yeux des gens qui vivent l'Eglise. C'est ce que je voudrais faire remarquer au départ.

L'ABSOLU EST-IL L'IMMOBILE ?

René Pucheu. — J'introduirai une brève remarque. Il est légitime et normal que la dislocation de l'image de l'Eglise — point fixe — nous réjouisse quand nous pensons en chrétien ou en tant que chrétiens. Encore que de ce point de vue, nous devons imaginer ce que pouvait être une *Eglise en itinérance* et que nous ne puissions nous résigner à une *Eglise chaotique*.

En revanche, quand nous pensons en *citoyens* — et il me semble qu'ici, à « France-Forum », nous devrions raisonner systématiquement dans cette perspective ; d'ailleurs cet éclairage est seul susceptible de nous faire découvrir des aspects nouveaux ou moins mis en lumière de la crise de l'Eglise — l'ébranlement radical de tous les « points fixes » fait question. La vie quotidienne et même la vie tout simplement — à quelque niveau qu'on la considère — est condamnée à la stérilité et devient vite insupportable si elle ne prend appui sur certains points fixes.

Jusqu'ici, en France, sociologues et technocrates ont célébré et célèbrent le culte du *changement*, des *mutations*, comme on dit, et redit. Je ne suis pas certain qu'ils aient suffisamment discerné que le dynamisme social requiert une délicate régulation de la dialectique *déracinement/enracinement*. Depuis Mai 1968, le déracinement s'amplifie — et les transformations de l'Eglise comme celles de l'école en sont la cause et le symptôme à la fois — il reste une question posée : qui, quelle institution dans la société en devenir accéléré *enracinera* ?

Luc Baresta. — Cette expression de « point fixe » appliquée à l'Eglise par les interlocuteurs de Philippe Farine retient évidemment l'attention. Et pour savoir ce qu'elle vaut, ne faudrait-il pas d'abord savoir ce qu'elle recouvre exactement, et ce que signifie l'effacement annoncé ? Veut-elle désigner les « adhérences sociologiques » dont parlait Mounier, c'est-à-dire la collusion avec un certain ordre ou désordre établi, avec

Un sacré de chrétienté

telles ou telles catégories sociales, tel ou tel aspect du monde ? Il ne faudrait pas s'étonner alors que le « point fixe » soit en effet inflexible : d'une part, le monde change, d'autre part l'Eglise possède en elle-même le principe d'une contestation permanente des attaches qui la « mondanisent ».

Ou bien, plus profondément, le « point fixe » est-il, selon l'expression de Philippe Farine, l'Absolu ? Voilà tout autre chose. Car l'Absolu n'est dans la poche de personne, et ce n'est pas parce qu'on change d'habit qu'on va l'effacer.

Finalement, l'expression de « point fixe » appliquée à l'Eglise me paraît très ambiguë, mais non pas dénuée d'intérêt. D'une part, elle ne rend pas compte du mouvement interne de l'Eglise déployée dans le temps. « Quelle chose merveilleuse que le temps », disait le cardinal Newman. Merveilleuse et dramatique, puisque s'y développent à la fois les fructifications et les corrup-

tions ; l'histoire est le séjour des risques humains et, pourrait-on dire, des risques divins. Contre l'idée de « point fixe », il y a que l'Eglise connaît en ses profondeurs un mouvement de conversion sans cesse repris en des formes diverses et nouvelles : il concerne la relation des hommes au Christ, à Dieu, au prochain ; donc la vie interne des êtres et leurs comportements extérieurs. Un mouvement apparaît également dans la connaissance de foi qu'elle propose : le « dépôt » de la Révélation ne doit pas être entendu comme une formulation inerte. Il s'est explicité, au cours des temps, par un « désenveloppement » qui dégageait les certitudes à croire. Et celles-ci n'épuisent jamais le champ de la recherche théologique. Un mouvement existe également au niveau de l'adaptation liturgique pastorale et missionnaire : c'est celui de la pédagogie de l'Eglise, attentive aux besoins et aux situations, donc attentive aux besoins et aux situations d'aujourd'hui. Cette adaptation vise une meilleure présence dans le monde, non pas en vue de ce qui le flatte, mais en vue de ce qui le sauve.

Cependant, l'idée de « point fixe » ne reprend-elle pas sa valeur si elle nous incite à considérer, à l'intérieur même de ce mouvement, le mystère d'une permanence, d'une continuité, d'une cohérence historique ? On peut se souvenir ici du texte d'Isaïe : « l'herbe sèche, la fleur se fane, mais la parole de Dieu demeure éternellement ». S'il faut redouter un fixisme aberrant qui refuse la loi du temps, peut-être et même certainement faut-il redouter la chronolâtrie qui est adoration du temps, dissolution dans les modes d'être successifs du monde. La crise actuelle de l'Eglise vient peut-être pour une part du conflit de ces manières de vivre le temps, devant cette pression psychologique qu'exerce aujourd'hui « l'accélération de l'histoire » : une difficulté pratique et spéciale surgit pour elle ou plutôt pour la manière authentique dont elle doit vivre sa condition temporelle.

Robert de Montvalon. — Qu'il y ait une fidélité dans l'Eglise, c'est vrai. Que l'Eglise ait toujours été en crise, c'est vrai aussi. Que l'on ait tort de lui faire jouer le rôle de la borne-fontaine où l'on boit un peu d'eau et à laquelle on s'amarre (il faut donc qu'elle ne bouge pas), c'est également vrai. Mais allons plus loin : le changement devient la règle de notre société. Certes, le changement n'est pas nouveau. Cependant, il était jadis plus toléré que compris ; l'humanité était partagée à son sujet ; tantôt elle le considérait comme un accident ou une altération qu'il fallait refuser ; tantôt elle s'y jetait avec une frénésie puérile. Il prenait donc la forme de crises paroxystiques, suivies de restaurations manquées et de nouvelles crises.

Or nous entrons (par une crise tout à fait originale) dans une nouvelle période de l'histoire de l'humanité. Celle-ci échappe à la pesanteur. Il va nous falloir apprendre à ordonner le changement, après que nous ayons appris à nous en défendre. Il va nous falloir comprendre que notre nature consiste à changer la nature, que tout savoir est caduc, que tout homme est relatif. Il va nous falloir refaire place au mystère. Il va nous falloir être cet homme dont « on ne sait ni d'où il vient, ni où il va » parce qu'il participe à la liberté et à l'infinitude de l'Esprit, — mais qui ne doute pas d'être un homme parce qu'il accepte sa condition et lui donne un sens. Il était hier convenable et sensé de respecter l'immobilité et les traditions ; il faudra comprendre, respecter l'invention, le mouvement perpétuel, le changement.

Ceci est un diagnostic portant sur la civilisation. Est-ce que l'Eglise le fait sien ? Ma réponse est : non. L'Eglise, massivement, ne comprend pas cela. Il y a un certain nombre de gens dans l'Eglise qui le comprennent, le « mouvement de l'Esprit » pousse l'Eglise à le comprendre (1), quelques textes du Concile semblent le comprendre ; mais, dans l'ensemble, le peuple chrétien, répandu à la surface de la terre, a l'habitude de considérer que sa foi en Dieu est liée à une pseudo-foi en l'immobilité et en l'immuabilité de l'homme. De là vient la violence de certaines contestations. Lorsqu'une société tient le changement pour un mal, le changement y prend des formes paroxystiques.

Il faudrait non pas, certes, adorer le temps présent, mais en faire une lecture spirituelle et théologique.

Ainsi nous avons le droit, jadis, de connaître Dieu comme le Très-Haut, « immobile » dans les cieux pendant que nous restions « immobiles » sur la terre : c'était là un chemin vers Dieu ; ce n'est plus le nôtre. Nous avons à connaître Dieu comme Celui qui ne cesse de nous enseigner le sens toujours nouveau de sa Révélation, pourvu que nous cheminions fidèlement avec Lui et avec les hommes (en commençant par accepter d'être l'homme que nous sommes). Parce qu'il est « avant » nous, Dieu est « devant » nous sans être le moins du monde un rêve futuriste. « Il nous précède en Galilée ».

René Pucheu. — Assurément, Robert de Montvalon a raison. A une nuance près, cependant, il me semble. La « lecture spirituelle et théologique » à laquelle il nous invite ne doit pas, ne peut pas prendre en compte le seul *changement*. Elle doit discerner comment se développe présentement la sempiternelle dialectique de *l'immuable et du changement*. Il y a à faire une *prospectivité des pérennités* qui est tout aussi importante qu'une prospectivité des mutations. L'humanité échappe à la pesanteur. A la pesanteur de l'univers des sciences, c'est incontestable. Echappe-t-elle aux pesanteurs de la sociologie et de la politique ? Pour ma part, j'en doute.

Etienne Borne. — Trois remarques d'abord sur ces notions de mobilité et de nouveauté : *premièrement*, un changement radical sans référence à quelque chose qui ne change pas est proprement impensable ; dire que tout change ou que rien ne change, propositions équivalentes ; le mouvant se situe par rapport à l'immobile à la manière dont le temps ne cesse de passer en restant le temps et la nouveauté ne s'affirme comme nouveauté qu'en soulignant avec éclat ce qui demeure : ainsi un poète génial est un créateur qui en même temps réinvente l'éternelle poésie ; *deuxièmement*, il ne suffit pas de parler de changement en général, il importe aussi de nommer et de décrire ce qui décline et ce qui naît, et plus précisément, en ce débat, quelles formes culturelles et religieuses défont et s'effacent, quelles autres tentent d'exister ; *troisièmement*, non seulement rien n'est moins neuf que l'antique problème du mouvant et de l'immobile, mais l'histoire montre que les civilisations ne cessent de changer et de se mettre en question, et que, comme le rappelait André Mandouze, l'Eglise a toujours été en état de crise depuis ses origines. La vraie question est celle de savoir en quoi la crise d'aujourd'hui est spécifique et si elle est radicalement différente des crises du passé.

(1) Non parce que l'Esprit est progressiste (il échappe à de telles catégories), mais parce que l'Esprit, comme l'air et l'eau, ne cesse de chercher à pénétrer tout ce qui est.

CRISE DE LA VERITE ?

Je dirais quant à moi, et en première approximation, que nous sommes en présence aujourd'hui moins d'une crise de telle ou telle certitude jusqu'ici acquise, mais d'une crise de l'idée même de vérité et que cette crise apparaît à la fois comme une crise religieuse et comme une crise de civilisation. Il n'y a pas de civilisation si ses valeurs, si les certitudes morales pratiques dont elle a besoin pour durer et se développer sont pensées comme des mythes et des conventions, même s'il y a inévitablement en elles une part de mythe et de convention, et si elles ne participent pas à quelque vérité au moins d'une manière vécue et informulée. Il n'y a pas, c'est encore plus évident, de religion sans vérité — une vérité à vivre et une vie qui s'exprime en termes de vérité — et même si le christianisme, suivant la thèse de quelques-uns aujourd'hui, est plus et autre chose qu'une religion, s'il est une attitude de foi pure, c'est-à-dire purifiée de toute image, de toute représentation, de toute référence forcément limitatives à des cultures déterminées, cette foi, si dénudée soit-elle, ne peut être son propre objet sans se mentir à elle-même et elle est liée et dédiée à un absolu mystérieux, qui est vérité. Au fond, le sens ne vient à la vie « temporelle » ou « spirituelle » ou à la fois temporelle et spirituelle que par la vérité, et une vérité qui ne donne pas sens est une vérité mineure, ne répond pas à l'idée que les hommes se font de la vérité comme absolu et comme totalité. Or, et ici se situe l'exceptionnelle gravité de la crise actuelle, à beaucoup de nos contemporains, et notamment dans de jeunes générations, proposer, évoquer ou invoquer une vérité c'est se livrer à une opération suspecte à la fois répressive et mystificatrice : aussi beaucoup de révoltés se veulent-ils en état d'insurrection contre les institutions politiques et religieuses parce qu'ils perçoivent fort clairement que si toute vérité est abolie en tant que vérité, il n'est pas de structure établie ou à établir qui ne devienne du coup opaque et artificielle.

Or considérée aussi bien du dehors que du dedans et plus encore peut-être du dehors que du dedans, l'Eglise apparaît ou apparaissait comme le haut lieu, le grand espace sacré dans lesquels se trouvent honorées des vérités importantes, et des vérités capables de fonder et d'animer un ensemble de devoirs et un certain type d'ordre, lequel était tenu comme exemplaire même par beaucoup de ceux qui se gardaient d'y adhérer. Si l'Eglise donne elle-même l'impression qu'elle ne sait plus où est la vérité, c'est qu'elle est atteinte, elle qui devait être le donjon, le roc inentamable, par la grande crise du siècle, qui est, je le répète, plus profonde qu'une crise de l'autorité, une crise de la vérité. C'est ainsi que la crise de l'Eglise peut légitimement jeter dans le désarroi des esprits qui ne sont pas d'Eglise, et même des agnostiques ou des athées.

Réaction très ambiguë — comme l'est la crise de l'Eglise. Cette crise est parfaitement saine si elle met en question des survivances archaïques, des scléroses conservatrices, des abus d'autorité entreprenant sur la liberté des consciences, des majorations dogmatiques insupportables de thèmes doctrinaux secondaires et dont la signification doit rester ouverte et en suspens. Ainsi sont justement ébranlées bien des représentations et des langages, mais au nom d'une vérité que compromettaient ces représentations et ces langages et qu'il s'agit de penser et de vivre plus purement. Que Dieu — pour reprendre l'exemple de tout à l'heure — ne soit

pas le Très-Haut installé immobile dans un ciel dont la gloire serait d'étiquette et de cérémonie, qu'il faille en finir avec cette représentation et ce langage fixistes et gâtés de contaminations imaginatives, c'est certain, mais cette révision critique n'a de sens que si elle dénonce une dégradation de la vérité au nom d'une exigence de vérité : que la vie divine transcende l'alternative de l'immobilité et du mouvement, c'est une vérité qu'il convient d'approfondir sans cesse, mais c'est une vérité indubitable à laquelle nous devons ajuster nos langages et nos représentations. Mais si la crise de l'Eglise signifiait que les chrétiens les plus éclairés et les plus courageux ne sont pas animés par la passion de la vérité, mais qu'ils sont convaincus par les philosophies ou les antiphilosophies à la mode que la cidevant vérité n'est rien en dehors de représentations et de langages adaptés à des moments historiques ou à des intérêts culturels, que dès lors le christianisme — en dépit du IV^e Evangile — n'est pas fondamentalement un témoignage à rendre à la vérité, mais une entreprise mondaine, historique, horizontale comme on dit, soucieuse exclusivement de changer les conditions de la vie des hommes en ce monde et qu'en conséquence tout langage et toute représentation sont bons lorsqu'ils servent une sorte de pragmatisme révolutionnaire, délié de toute référence à l'absolu du vrai — alors la crise de l'Eglise ainsi interprétée serait une catastrophe pour le christianisme et pour la civilisation. Si donc des non-chrétiens s'émeuvent de la crise de l'Eglise, il est vraisemblable, certes, qu'ils sont atteints dans un certain besoin de sécurité (et aussi bien chez ceux pour lesquels l'Eglise, étrangère et même ennemie, doit conserver même visage afin qu'ils ne soient pas troublés dans leur confort intellectuel) mais il est possible que quelques-uns d'entre eux craignent légitimement pour une certaine conception de l'homme, pour une certaine façon (dont le christianisme a eu l'initiative et donné l'exemple) de fonder dans la vérité les notions d'ordre et de progrès. L'idée de civilisation doit survivre aux civilisations qui passent, et le problème n'est pas de telle civilisation ou de telle autre mais de la civilisation au plein sens du mot. S'il n'y a plus de vérité, comment parler de civilisation ?

André Mandouze. — Il me semble qu'il faudrait préciser un certain nombre de choses à la lumière même de ce qu'Etienne Borne vient de dire. Est-ce que, sous-jacent à tout ce que nous débattons, il n'y a pas ce vieux problème qui touche à la « civilisation chrétienne » ? Est-ce que nous débattons d'une crise de civilisation ou de cette crise de civilisation précise qui prend des reliefs très nets pour des Occidentaux, à la fois géographiquement et historiquement ? Autrement dit, est-ce que nous n'assistons pas à la fin de quelque chose qui a été en mouvement, qui apparaît maintenant arrêté et qui serait ce que certains appellent la civilisation chrétienne, d'autres la civilisation occidentale. Si oui, je pense qu'il faut que nous sortions au plus vite de cette équivoque.

Si j'admets en effet que, comme historien de l'Eglise, comme sociologue, ou simplement comme homme, je puisse me poser des questions au sujet de la transformation ou de la mort de cette civilisation ambiguë, j'affirme en même temps que, comme chrétien, et chrétien du XX^e siècle, je ne me sens guère « concerné ». Cela ne veut pas dire simplement que, pour prendre un exemple de crise présent à l'esprit de tous, il importe de ne pas confondre les difficultés éprouvées parallè-

Etienne Borne. — Nous sommes en effet au cœur du problème. On peut distinguer deux niveaux différents de la crise, dont chacun peut appeler une analyse et un diagnostic également spécifiques. Crise de ce qu'on appelle civilisation occidentale, je le veux bien. Dans la mesure où cette civilisation ne forme pas une totalité systématique au point que sa cohérence ne cesse de faire question : elle comporte, cette civilisation, des éléments universels et universalisables et au premier rang une rationalité technique pensable et praticable dans toute l'étendue du monde moderne, tiers-monde compris, qui met en question partout les cultures traditionnelles et qui peut se retourner aussi bien contre d'autres éléments particuliers, déterminés de cette même civilisation occidentale, par exemple une tradition d'humanisme classique ou un christianisme considéré comme culture. De cette rationalité technique on peut penser soit qu'elle est principe de subversion pour tout ordre institué sur des valeurs irrationnelles et pour toute conception sacrale de l'existence collective ou individuelle ; mais il est également possible que cette rationalité technique pour laquelle l'intelligible se ramène au conceptuel, et le conceptuel se réduit à la maniabilité soit elle-même durement contestée comme complice des pouvoirs établis et provocatrice d'absurdité et de non-sens, et cette deuxième hypothèse fait comprendre bien des aspects de la révolte des jeunes, notamment ceux que Marcuse a tenté de mettre philosophiquement en forme.

Admettons, ce qui semble être la pensée d'André Mandouze, que le plus profond et le plus vrai du christianisme se situe dans une intériorité ou un au-delà invulnérables à toutes les crises de civilisation — lesquelles appartiendraient à l'ordre, inférieur et extérieur, du temps et de la culture. Il resterait que le chrétien non seulement en tant qu'homme mais aussi en tant que chrétien ne saurait être indifférent à l'actuelle crise de civilisation : car, pour utiliser le schéma que je viens de sommairement dessiner, le statut de la foi en elle-même, et non seulement dans telle ou telle de ses expressions culturelles contingentes, se trouve gravement affecté selon que le rationalisme planificateur et techniciste, qui est un aspect fondamental de la civilisation moderne, se confond ou non avec la spécificité ou l'essence de l'homme. A plus forte raison ce statut de la foi sera-t-il directement mis en cause si cette crise est une crise de la vérité elle-même. Si bien que se trouve quelque peu justifiée la grande peur des croyants devant une crise de la civilisation qui rejeterait dans l'impensable ou le rêve éveillé du mythe ce qui les constitue comme croyants — et justifiée également la grande peur des non-croyants devant une crise de l'Eglise qui se manifeste comme une crise de la vérité et une crise du sens : car si le sens est une illusion poétique, non seulement il n'y a aucune sorte de raison d'affirmer Dieu, mais la société, comme communauté des hommes, en perd toute espèce de consistance et se trouve aussi vaine qu'un tas de pierres qui n'a d'autre signification que sa géométrie d'inertie et de hasard.

NE PAS PERDRE LE SENS

Luc Baresta. — Oui, entre la crise de civilisation et la crise de l'Eglise apparaît, comme le montre justement Etienne Borne, un « nœud » qui est commun.

Du côté de la « civilisation », nous assistons à une modification assez profonde de l'existence humaine sous l'effet d'une dominante scientifique et technicienne. Cela touche à la fois le domaine de la connaissance,

Paul VI à Bombay Un style nouveau

lement par les clercs de l'Eglise et les clercs de l'Université, même si, cher Borne, il se trouve que certains d'entre nous sont doublement dans le bain. Il convient d'aller plus loin et considérant l'Eglise, de reconnaître qu'il ne faut pas confondre en elle ce qui peut être crise sociologique et ce qui peut être crise spirituelle. Ainsi le mouvement de contestation dans l'Eglise lui aura-t-il fait faire un progrès réel dès l'instant qu'il aura réussi à bien distinguer ces deux types de crise.

Et voilà qui nous ramène au problème de vérité, au problème de la vérité posé par Borne. Je crois que le christianisme — et c'est là que je me séparerais peut-être légèrement de Borne — a une façon de poser le problème de la vérité autrement que les civilisations ne se le posent par rapport aux vérités dont elles peuvent avoir besoin.

celui de l'action, des solidarités, des pouvoirs. Par exemple, lorsque Jacques Monod affirme comme résultat de la science que l'homme n'a aucune importance dans l'univers, qu'il n'y pèse aucun poids et que même s'il a émergé, c'est par hasard, n'est-ce point le symptôme d'une crise touchant les niveaux de connaissance, et l'utilisation hâtive du donné scientifique pour une métaphysique désespérée? De même, lorsque Jean Rostand écrit que nous avons désormais le pouvoir de transformer l'homme alors que nous ne savons pas ce qu'est l'homme, n'exprime-t-il pas un aspect profond de la crise actuelle?

Celle-ci apparaît aussi bien dans la « consommation » que dans la « révolution », dans la politique « fonctionnelle » à tendance technocratique que dans la flambée de romantisme révolutionnaire qui s'y est opposée en Mai 1968. Partout surgit la question du sens et des finalités. Dans sa poussée extrême la crise prend la forme d'un nihilisme que Malraux après Nietzsche appelle « la fécondité du chaos à l'état pur ». André Malraux dont on sait que par certains aspects de son œuvre, il a nourri ce nihilisme, propose aujourd'hui aux jeunes d'en sortir par « la foi dans la fécondité de l'action ». Mais cette action n'implique-t-elle pas une conscience de la fin recherchée, des biens à défendre, de ce pour quoi il faut vivre? L'action elle-même exprime un appel, elle demande le dévoilement d'une métaphysique qui lui est implicite. La question du sens prime donc, de quelque côté qu'on aborde la crise.

Voici bien des années déjà qu'Ernst Jünger s'interrogeait sur le vide d'un « nihilisme européen » qu'il voyait d'ailleurs s'étendre en nihilisme planétaire. Le développement d'un scientisme et d'un technicisme qui détruisent les valeurs traditionnelles de civilisation sans pouvoir les remplacer peut en effet conduire à ces déserts intérieurs. Un grand nombre d'hommes parviendraient, disait Jünger, à un « méridien nul », celui de l'insignifiance humaine. Leur problème serait alors de franchir ce méridien, d'aller vers un sens. Il nommait ce passage le « recours aux forêts » par allusion au refuge que certains rebelles, au Moyen Age, trouvaient dans les forêts de l'Europe du Nord, la coutume étant de les y laisser vivre. L'homme de demain, qui devra franchir le « méridien nul », quelle forêt l'hébergera?

Ces phénomènes atteignent évidemment les chrétiens et l'Eglise comme autant d'appels, de questions, de défis. Ils les atteignent dans le témoignage qu'ils ont à donner de leur foi, dans la manière qu'ils ont de la confesser, dans leur réflexion théologique, dans leur comportement et leur langage. Ils ne peuvent faire l'économie d'un mouvement de recherche. Mais cette recherche, si elle doit les conduire vers les hommes d'aujourd'hui, doit en même temps résister à la tentation d'une déperdition de sens, d'une sorte d'évanouissement dans les déserts de ce temps et leurs mirages idéologiques. On l'a justement remarqué : le monde n'a pas besoin d'une Eglise qui ne lui révélerait que lui-même. Il attend d'elle la révélation du Dieu unique, qui vient d'Ailleurs, a pris chair dans le Christ, donne son sens et son chemin à l'aventure humaine. A l'égard du « recours aux forêts » dont parlait Jünger, au regard de la quête d'un sens de la vie, l'Eglise n'a de raison d'être que si elle reste le mystérieux Arbre de vie, dans sa continuité vivante qui est celle de la semence à l'arbre éployé. C'est par cette présence qu'elle a quelque chance de retenir le regard et le cœur. Non par quelque versant déboisé où buissonnent le relativisme et la désacralisation.

Robert de Montvalon. — Qu'est-ce qui se passe actuellement dans nos têtes, dans nos cœurs?

L'homme ne sait plus qui il est ni où il va. La question traditionnelle de l'être (*qui suis-je?*) devient une question de sens (*où vais-je?*). On est emporté par un changement qu'on ne maîtrise pas; on voit se multiplier nos relations avec les gens et les choses sans pouvoir les ordonner; on est fourmi dans la fourmière, caillou dévalant une pente. Voilà ce qu'expriment des jeunes, des moins jeunes, des citoyens de la société industrielle, des citoyens de sociétés afro-asiatiques bousculées par une modernisation désordonnée. Voilà ce qu'expriment l'homme de la rue, le cinéma, le théâtre...

Quand l'incroyant, quand le croyant, se tournent vers l'Eglise, ce n'est donc pas toujours la vérité de l'Eglise (cette vérité nommée Dieu) qui les intéresse; c'est l'Eglise en tant qu'elle est solidaire d'une culture dépassée, parce que, représentant le passé, elle rassure. L'Eglise est alors fixée sur place par des milliers de gens qui lui demandent de signifier publiquement que la question « *qui suis-je?* » a été résolue une fois pour toutes — qu'il est donc inutile de bouger, de chercher, de changer, de coexister avec les autres. On exige de l'Eglise qu'elle dispense l'homme de vivre, ou, du moins, lui offre le symbole d'une vie hors de la vie. De telles exigences étant dictées par la peur, ceux qui les formulent deviennent furieux si on montre. Par la parole ou par les actes, que la foi n'est pas liée aux anciennes cultures, aux humanismes traditionnels.

Il faudrait rassurer les inquiets, sans s'immobiliser avec eux, en faisant un diagnostic précis de la crise de civilisation — en faisant en sorte que l'homme reprenne espoir en trouvant le moyen de donner un sens à sa vie. Si le peuple chrétien et la pensée chrétienne osaient affronter la crise de civilisation dans laquelle nous sommes, ils seraient délivrés et la foi avec eux. Ils auraient des tâches. Ils cesseraient de balancer entre des nostalgies malades et la dénonciation superflue des évidentes faiblesses du premier monde moderne (celui qui va de la Renaissance à la cybernétique). Ils comprendraient que la rationalité scientifique et technique est arrivée au bout de son rouleau *parce qu'elle a réussi* et que l'homme redevient le centre du monde.

Nous entrons dans un âge anthropocentrique qui ne sera plus l'âge de la suffisance.

LA REVENDICATION DU CITOYEN

René Pucheu. — Me permettez-vous de jouer le mauvais esprit? Donc, je vais vous avouer que le déroulement de notre débat me déconcerte. Il m'inquiète même. J'éprouve l'impression que nous sommes enfermés dans un ghetto, le ghetto chrétien. Nous discutons, avec volupté, de ce que signifie la crise de l'Eglise pour les catholiques et pour des catholiques. Je me demande si, quand nous lirons nos propos, nous ne découvrirons pas que nous sommes incapables de regarder, d'analyser les transformations de l'Eglise, en citoyens. En citoyen de la terre. Une fois de plus le chrétien est en train, en nous, d'asphyxier le citoyen.

Pourtant, ce serait fichtrement intéressant de dégager la signification de la crise de l'Eglise pour la vie sociale. Son importance et ses implications sur la vie quotidienne et la vie politique. Je ne sais pas très bien si « comme chrétien » j'ai ou je n'ai pas à me sentir concerné par la transformation ou « la mort de cette

civilisation ambiguë ». André Mandouze prétendait qu'il ne se sentait guère concerné. L'affirmation me paraît contestable. Peu importe. Y répliquer nous ferait rentrer dans le ghetto. En revanche, je suis sûr qu'en tant que citoyen je ne puis négliger — que ce soit d'un point de vue politicologique ou stratégique ou tactique — l'événement que constitue le désarroi des catholiques. Cela d'autant moins que la crise de l'Eglise — pour parler commodément — est un excellent révélateur de quelques-unes des dimensions les plus essentielles de ce que nous appelons la crise de la civilisation. Que nous révèle donc la crise de l'Eglise de la crise de la civilisation ?

A mon sens, elle en met en lumière trois aspects capitaux.

En premier lieu, à travers la crise de l'Eglise nous saisissons que nous sommes en présence d'une *crise de la rationalité*. Certes, il est paradoxal que les difficultés de la « religion » nous révèlent la mise en question de la rationalité. Cependant, l'étrangeté n'est que superficielle puisque le catholicisme est une des religions dont la dogmatique et l'institutionnalisation sont les plus systématisées. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que les catholiques soient conscients de cette crise de la rationalité, ou, en tous cas, de son sens, puisque toutes les réformes vont vers une rationalisation plus stricte alors que les sociétés industrielles délirent de « religions sauvages » qui se heurtent à des religions chrétiennes auxquelles leur hyper-rationalisme empêche de jouer le rôle de structure d'accueil.

En second lieu, à travers la crise de l'Eglise, nous saisissons que nous sommes en présence d'une *crise de pouvoir*, et même d'une *crise de l'autorité*. Plus largement, d'ailleurs, les difficultés de l'Eglise montrent qu'il s'agit d'une *crise des organisations*, des « machines » sociétaires, pour parler à la manière des politicologues. C'est pourquoi, évidemment, la crise de l'Eglise correspond à une crise de l'Etat, à une crise de l'idée même d'Etat. Il n'est pas utile d'insister sur ce point. « France-Forum » l'a déjà abordé (2).

En troisième lieu, la crise de l'Eglise conduit à se demander si nous ne nous dirigeons pas, bel et bien, vers une *crise de la société*, du principe même de la société. Ne serait-ce pas le type de *lien social* qui constitue la trame des sociétés occidentales, des « grandes » sociétés qui serait en question ? J'éprouve, sur ce point, quelque difficulté à exprimer mon hypothèse. Je veux dire qu'il me semble que certaines tendances amènent à un éclatement des sociétés « multimillionnaires » (quant au nombre des membres) et à une parcellisation en communautés restreintes. Il est notable que, voici plusieurs années, Jean Duvignaud sonnait le glas du socialisme par groupes, par communautés, et que nous rencontrons les mêmes tendances dans l'Eglise aujourd'hui. Il est malaisé d'énumérer les multiples et formidables questions que ces tendances posent aussi bien aux sociétés politiques qu'aux sociétés « religieuses ». Des questions qui constituent des *désirs*. Je n'en citerai, présentement, que deux. Le premier concerne la *notion de peuple*. A la limite on peut se demander si la notion de « peuple » — aussi bien celle de Jules Michelet que la notion de « peuple de Dieu » si importante dans la théologie actuelle et dans les textes conciliaires — n'est pas atteinte. Ce serait une catastrophe. Elle est riche, en effet, cette notion de peuple dont l'essence est le rassemblement d'êtres et de groupes

dissemblables. On ne peut sans frémir entendre des chrétiens refuser d'assister à l'Eucharistie avec celles et ceux qu'ils considèrent comme des salauds. Certes, on comprend leur attitude. On voudrait, presque, avoir leur intransigeance. Je ne suis pas sûr pourtant qu'ils soient conscients de la formidable portée de leur attitude. A bien considérer, il y a du *racisme* là-dedans. Ce qui est ruiné ce n'est pas seulement l'idée de peuple de Dieu, c'est l'idée de peuple tout court. Ce qui est liquidé c'est la politique même puisque la politique est l'art de *nouer* ensemble les colériques et les doux, disait Platon. Les grands et les petits *salauds*, dirions-nous. Véritablement, il faut sauver l'idée de peuple partout. Hors de l'Eglise et dans l'Eglise.

Le second défi porte sur les modes et le concept d'unité. On peut tenir qu'il faut définir ce que signifie et ce qu'exige le *concept d'unité* — que ce soit unité nationale ou unité de l'Eglise — et découvrir les voies et moyens d'une unité dans la pluralité. C'est facile à énoncer. « Il faut le faire », comme on dit. Cela soulève de nombreux problèmes. Notamment celui des limites de la pluralité. A partir de quel seuil la pluralité détruit-elle l'unité ? En tous cas, la marche vers la pluralité est un « progrès ».

Ronchamp : un sacré du XX^e siècle

(2) L'Homme nu (in « France-Forum » n° 93).

Robert de Montvalon. — Deux démarches distinctes paraissent possibles après l'exposé de René Pucheu. La première démarche est celle-ci : il y a peut-être une crise de la civilisation, ce n'est pas sûr ; on ne sait pas ce qu'elle est ; d'ailleurs, il y a toujours eu des crises de la civilisation ; une civilisation, c'est la crise permanente ; dans tous les cas, l'étude de la crise de la civilisation est hors de notre sujet car notre sujet c'est l'Eglise dans ce qu'elle a de spécifique, c'est-à-dire de transcendant, de distinct des « civilisations ».

En prenant l'exemple de la crise de l'idée de peuple, René Pucheu a mis en lumière une deuxième démarche fort différente, qui est celle-ci : les changements « culturels » sont réels ; si l'on participe à ces changements, on comprend les questions posées à l'Eglise ; ainsi, l'idée de peuple fait question dans la société où nous vivons et il faudra trouver une nouvelle forme de pluralisme ; si nous nous plaçons au point de vue de ce changement nous comprenons que l'Eglise doit donc reconsidérer sa conception du peuple chrétien et sa conception de l'unité (l'Eglise n'étant pas seulement celle qui répond à des questions nées parmi les hommes, mais aussi celle qui interroge la société et la met, enfin prophétiquement, en question).

Ce sont là deux démarches distinctes. Or, s'il est vrai que le changement de civilisation est profond, la deuxième démarche s'impose car la première, qui prétend affirmer la transcendance du fait chrétien, se fonde ou bien sur l'idée que l'Eglise est étrangère au monde, ou bien sur l'idée que les changements de civilisation sont inexistantes ou condamnables.

Que serait-il advenu de l'Evangile si Augustin, Thomas, Ignace et même Léon XIII avaient prétendu ignorer que l'histoire bougeait ?

André Mandouze. — Les propos de René Pucheu ont montré, à mon sens, à quel point il est nécessaire de ne pas s'en tenir à des sentiers battus pour aborder ce problème et à quel point aussi il est difficile de dire concrètement en quoi la crise de l'Eglise est, selon ses excellentes expressions, révélateur de la crise de la civilisation. Ce qui est sûr, c'est que la crise, puisque crise il y a, atteint l'Eglise et les églises, étant bien entendu qu'à côté des églises proprement religieuses, il y a les églises politiques qui se sont constituées au cours du XX^e siècle en face des premières et dont l'espèce de cléricisme s'est trouvé lui aussi contesté par les jeunes, notamment les jeunes marxistes. En fait, tout en évitant d'employer le terme équivoque de structuralisme, on peut tout de même dire que s'est posé un problème de structure dans la mesure où un certain type de cohérence et de rationalité s'est trouvé remis en bloc en question.

Il y a cependant un point où je ne serai pas tout à fait d'accord avec Pucheu, mais ce n'est peut-être qu'un problème de terminologie. C'est lorsqu'il parle de la mise en question du *peuple de Dieu*. Je suis d'accord s'il dit qu'est mis en question un certain type de société et en particulier de société hiérarchisée, comme par exemple cette société hiérarchique avec laquelle on a fort longtemps confondu l'Eglise (le terme de Hiérarchie, qu'on utilise moins, n'était-il pas significatif ?). Mais la *société* et le *peuple*, je crois que ce n'est pas tout à fait et, parfois même, que ce n'est pas du tout la même chose ! Ainsi je pense que dans la mesure où, mêlant leurs idéologies, les jeunes de Mai 68 se sont dressés d'une façon souvent violente, c'est que dans ce coude à coude, ils se sentaient appartenir à un *peuple* en contradiction avec cette *société* qui se figeait ou qui

était en quelque sorte devenue une caricature. Mais pour en revenir à l'Eglise, je crois qu'il y a dans la notion de peuple de Dieu une chose importante, et René Pucheu me l'a concédé d'avance dans la mesure où il suggérerait que certains, de peur de commettre ce qu'ils considèrent comme un sacrilège, refusent de communier à côté de, c'est-à-dire finalement avec tel représentant ou tel mainteneur avéré d'un certain type de société et d'exploitation de l'homme. Par conséquent, cela veut dire qu'il y a un type de société ecclésiale qui est ici refusé, mais précisément dans l'espoir et la volonté de trouver avec d'autres quelque chose de plus authentique et de plus évangélique. Et c'est là, je crois, que cette notion de *peuple* se retrouve. Et déjà un certain nombre d'entre nous l'avait trouvée, dès le temps de la Résistance, en posant un certain nombre d'actes pour lesquels nous n'avons pas cru bon de demander la permission à la hiérarchie et, allant plus loin, en nous séparant de fait d'un certain nombre de « ceux qui croyaient au Ciel » pour trouver ou retrouver un certain nombre d'autres qui « n'y croyaient pas ». Il reste que l'action de ce peuple qui se cherche ne peut être évidemment qu'en devenir et même si ce peuple oscille autour d'un point fixe, marquant sa référence à l'absolu, la Révélation ne peut être pour les hommes que progressive.

AU NŒUD DES DEUX CRISES

Luc Baresta. — Le propos de René Pucheu nous a conduits à un aspect important de ce « nœud » qui existe entre la crise de civilisation et la crise de l'Eglise. Aux courants contraires qui déchirent un monde en quête d'un sens correspond en effet une contestation de l'Eglise comme peuple, même si cette notion connaît dans la perspective ecclésiale une véritable redéfinition. Les solidarités éprouvées par exemple dans le combat social et politique semblent aux yeux de certains l'emporter sur les liens qui pourraient constituer, dans l'Eglise, un peuple spécifique, le « peuple de Dieu » : ces liens risqueraient de n'être qu'un camouflage de situations insupportables. Et nous avons vu assez souvent, surtout pendant et après la Révolution de Mai 1968, des jugements sur l'Eglise réapparaître brutalement par référence à l'opposition monde bourgeois-monde socialiste. Comme le remarquait le cardinal Daniélou, le moment semble parfois très proche où certains chrétiens diront à d'autres : vous représentez l'Eglise bourgeoise, nous représentons l'Eglise socialiste, ou inversement.

Mais en même temps, une légitime contestation de cette alternative apparaît. Tout d'abord parce que l'analyse décèle sous les vocables « bourgeois » ou « socialiste » des réalités complexes que les idéologies n'expriment pas ; et que réduire les réalités à ces deux modes d'être suppose un laminage considérable de diversités vivantes. Mais c'est surtout, comme le cardinal Daniélou aime à le rappeler, qu'il y a des références ultimes par lesquelles le politico-social est lui-même jugé. Un monde où les références ultimes seraient celles des collectivités politiques deviendrait un monde étouffant. C'est la référence à Dieu, à son dessein sur l'homme qui est ultime ; et c'est par elle qu'il est possible de faire appel contre la pression des collectivités politiques ; c'est à son niveau que peut se constituer un « peuple » dans un sens nouveau qui est celui de « peuple de Dieu ».

Or, cette référence ultime appartient à l'adhésion de foi ; et c'est finalement au niveau de la foi que se

pose le problème de la consistance du « peuple de Dieu ». Une foi ébranlée dans sa certitude ou trahie dans sa primauté, dépouillée de l'assistance autorisée du Magistère, subordonnée au monde, tirée en tous sens par des « prophétismes » politisés, devient un obstacle à la construction de l'unité, alors que la vraie foi, même considérée dans la diversité infinie des personnes, devrait être source de convergences.

On déclare assez souvent aujourd'hui à ce sujet que l'unité ne peut se situer que dans le futur, et que présentement elle est seulement un appel à aller au-delà. Et sans doute le corps ecclésial du Christ est-il toujours à construire, en nous et par nous, donc l'unité toujours à faire. Mais il y a aussi que le Christ est déjà donné, en lui-même, pour nous, ainsi que l'unité ensemencée par lui dans l'Eglise. N'est-ce pas notre devoir présent que de prendre davantage conscience des principes de communion qui font que le Christ rassemble ceux qui sont divisés, Juifs et païens, Grecs et barbares, esclaves et hommes libres. La portée civilisatrice de ce rassemblement n'est-elle pas de constituer, à la manière d'un ferment, les conditions spirituelles qui feront avancer pour tous de véritables libertés concrètes et une justice mieux incarnée ? Sans doute cette portée civilisatrice nous apparaît-elle terriblement encombrée et même durement trahie dans les épaisseurs de l'histoire. Mais il y a aussi dans l'histoire comme un appel constant aux ressourcements, un désir permanent du levain, une sorte de commencement sans fin à toujours reprendre.

Etienne Borne. — Je voudrais tenter de situer ce que j'essaie de penser par rapport à un certain nombre d'affirmations avec lesquelles je ne me sens pas tout à fait d'accord :

— Crise de l'Eglise située au-dedans d'une plus large et englobante crise de civilisation ? Approche tout à fait valable, puisqu'il y a, dans l'Eglise comme ailleurs, contestation de l'autorité et des structures institutionnellement ou dogmatiquement établies. Mais je me demande si l'approche inverse n'aurait pas non plus quelque validité : c'est dans les civilisations où s'est manifesté et où a opéré le ferment chrétien que se sont parcellément développées des dynamiques de crise — si bien qu'en un certain sens et dans une histoire qui se continue, c'est l'Eglise qui a mis les civilisations en état de crise — pour beaucoup de raisons et peut-être d'abord par ce qu'on pourrait appeler le caractère dialectique de son message — lequel est à la fois vertigineusement optimiste (le salut est déjà réalisé) et profondément pessimiste (le mal irréparable comme acte de la liberté et blessure infligée à Dieu). Le christianisme ne peut que fortifier et pousser même jusqu'à une sorte d'absolu aussi bien les valeurs d'adhésion à ce qui est que les valeurs de contestation de ce qui est : d'où suit l'inévitable partage entre une droite et une gauche au-dedans du christianisme et dans les sphères culturelles influencées, sollicitées ou imprégnées par le christianisme. Le christianisme est donc une étonnante machine à fabriquer aussi bien des conservateurs que des contestataires, lesquels ne manqueront pas une occasion d'entrer en conflit aussi bien au-dedans qu'au-dedans de l'Eglise ; mais c'est du dedans qu'est venue l'impulsion initiale.

— Indépendance du citoyen en tant que tel, qui se gardera de brouiller cléricallement les ordres et qui cherchera aux crises temporelles des solutions temporelles ? Certes — mais je me méfie d'un civisme sans métaphysique qui refuserait les questions fondamen-

tales : qu'est-ce que l'homme ? où va-t-il ? pourquoi la société ? car alors ce civisme se perdrait dans un empirisme bas et un pragmatisme vulgaire et il ne serait plus un civisme. Et cette métaphysique, il faut bien constater qu'elle est — par analogie avec le message chrétien — plus dialectique que dogmatique : le civisme est personneliste et communautaire, démocratique et social ou socialiste, il invite à être citoyen d'une patrie et citoyen du monde — autant de convictions et de sollicitations qui se contrarient et qui, par cette contrariété même, se situent à un niveau métaphysique, entre-deux qui a fonction médiatrice entre le temporel et le pur spirituel. Et parce que la mode est de massacrer les médiations, ce qui nous reste d'intelligence est livré au confusionnisme ou aux fanatismes affrontés sans issue possible.

— Enfin, l'un des problèmes du monde moderne est celui du pluralisme : faire vivre ensemble, en leur donnant un projet commun, des hommes divers par leurs croyances ou leurs non-croyances, ce qui fait une possibilité permanente de crise. Or, sur ce point, l'Eglise — dont la foi certes porte au-delà du temps et des civilisations — a été si mêlée à la vie du monde et des cités qu'elle nous propose une sorte de modèle de civilisation dont on s'aperçoit en fin de compte qu'il est pluraliste. L'Eglise tente de faire cohabiter en son sein les types d'hommes et les peuples les plus différents, et malgré des moments d'inquisitions et d'excommunications où elle cédait à la tentation du monolithisme et donnait aux politiques les pires exemples, elle a toujours en fin de compte admis plusieurs demeures en sa maison, non sans heurts ni tension, et cette pluralité vivante pourrait bien avoir par surcroît valeur d'exemple politique. Les anciens disaient que la lance d'Achille guérissait les blessures qu'elle avait faites. Le christianisme a contribué à mettre les civilisations en état de crise — mais l'expérience ecclésiale propose une sorte de modèle, séculièrement transposable et capable d'inspirer quelque solution ouverte et vivante pour les crises de civilisation.

Robert de Montvalon. — Voilà des années que l'on nous parle de « l'échec » de l'Eglise : elle n'a pas su porter des responsabilités dans la société industrielle. Nous sommes nés dans une Eglise qui déclarait être en difficulté, dans une Eglise assiégée, dans une Eglise qui avait le sentiment de ne pas être tout ce qu'elle devait être et pouvait être. Là-dessus, après bien des évolutions, des mouvements, des transformations, des initiatives, des contestations, certains groupes de la base posent des questions radicales. Je suis bien loin de penser que, étant radicales, les questions sont forcément bonnes. Mais la violence de ces questions ne répond-elle pas au sentiment « d'échec » que l'Eglise avouait hier ? Pourquoi l'Eglise a-t-elle tant de peine à concevoir que, si elle n'était pas tout ce qu'elle devait être, elle a beaucoup à faire pour le devenir — que, pour accomplir sa mission, elle doit accepter des mises en question profondes, des initiatives audacieuses ?

Il faudrait que l'Eglise devienne poétique, au lieu d'être écrasée par le formalisme. Où est l'esprit de poésie dans l'Eglise, aujourd'hui ?

André Mandouze. — Je crois, pour ma part, que la difficulté de ce débat tient d'abord à notre âge. Nous sommes peut-être tous trop vieux pour que les arêtes du débat soient très nettes. Je serai aussi un peu méchant en disant que peut-être, dans cette maison, il y a encore des miasmes de démocratie chrétienne.

Tout à l'heure, malgré toute l'affection que j'ai pour Etienne Borne, j'ai tout de même grincé des dents quand sa réflexion sur la notion de crise l'a amené à rapprocher dans une proportion qui me semble abusive *église et société*. Certes, le philosophe pourrait me renvoyer à mon cher saint Augustin en me rétorquant que, dans la *Cité de Dieu*, celui-ci dit que les deux cités, la céleste et la terrestre, seront inextricablement mêlées jusqu'à la fin des temps. A quoi je répondrai qu'Augustin n'est amené à souligner les interférences que dans la mesure où il a commencé par fonder radicalement, c'est-à-dire ontologiquement, la distinction. Ce qui veut dire finalement qu'à mon sens, la société en tant que telle, n'a pas nécessairement à se situer par rapport au christianisme, ni que l'Eglise en tant que telle n'a pas nécessairement à se situer par rapport à la société.

L'EGLISE EXPERTE EN HUMANITE ?

Etienne Borne. — Le dramatique dans la crise actuelle de l'Eglise tient en ceci que c'est au moment où le catholicisme tend à devenir de plus en plus chrétien (formule qui pourrait passablement définir l'aggiornamento) que l'Eglise se trouve en proie à l'une des plus grandes et des plus graves crises de son histoire. Sans doute parce que la percée apostolique, l'ouverture pratique sont allées plus vite que l'effort de renouvellement théologique et de réflexion philosophique. Bref, l'Eglise n'a pas la théorie de sa praxis, d'où une assez effrayante confusion intellectuelle. La crise, commune à l'Eglise et à la civilisation, est une crise de pensée.

Laissons de côté la pensée proprement théologique. La pensée politique est aussi en crise parce que, surprise comme la pensée religieuse par l'accélération

Méditer n'est pas être séparé

du train du monde et la radicalité des questions, elle ne sait plus à quels principes et à quelles valeurs, c'est-à-dire à quelle métaphysique, se vouer. Que l'inspiration chrétienne puisse et doive éclairer et animer la pensée politique, cette thèse n'est ni un attentat contre la transcendance du christianisme ni une manière indiscrète d'infléchir cléricallement l'action politique. Le christianisme propose des moyens de salut au-delà de toute politique, mais il a été par surcroît et il doit rester un puissant agent de civilisation dans la mesure où apportant, en corollaire ou en préalable de la foi, le sens du sacré, le sens de la parole et le sens de la personne, il ne cesse de renouveler l'idée que l'homme se fait de l'homme : c'est en ce sens que l'Eglise ou les Eglises, qui ont d'abord à tenir et à faire fructifier le message chrétien, sont en outre « expertes en humanité » — expression que je tiens, quant à moi, pour parfaitement authentique.

René Pucheu. — L'Eglise « experte en humanité ». Vous faites donc votre cette expression. Vous avez quelque mérite puisqu'aujourd'hui il est de bon ton de la dénoncer véhémentement et que même les essayistes et les journalistes qui se pamèrent d'émotion quand Paul VI la lança sont les plus sévères pour la dénoncer. A l'âge des *masses-media*, la vérité devient saisonnière ! Malgré tout, bien qu'il me fasse horreur de paraître succomber à la mode, j'avoue ne pas pouvoir l'accepter. D'ailleurs, elle m'a choqué dès son audition. Pourquoi ?

Parce que j'incline de plus en plus à croire que l'Eglise n'a rien à nous dire sur l'homme. Rien ? J'exagère. En effet, l'Eglise nous dit l'essentiel puisqu'elle nous annonce qu'en la mort et en la résurrection de Jésus-Christ chaque homme est appelé au salut. Mais ce *tout* qui nous est dit n'est-il pas si extraordinaire, si long, si large, si profond qu'il est plus désorientant que polarisant ? Pour le citoyen n'ouvre-t-il pas, pour les civilisations, un espace irremplaçable à l'intérieur duquel elles sont condamnées à flotter dans l'incertitude ?

Pour parler autrement, *l'événement chrétien* n'est-il pas si lourd d'une foulditude d'humanismes et de philosophies de l'histoire et de politiques que l'on peut douter que la révélation chrétienne soit d'un secours quelconque au citoyen. Nous sommes ainsi ramenés, Etienne Borne, à notre vieux débat sur l'existence ou l'inexistence d'une politique chrétienne (3) et au remarquable livre d'André Manaranche « Y a-t-il une éthique sociale chrétienne ? » (Ed. du Seuil, 1969). Pour ma part, je confesse que si l'on me demandait sommairement : la parole chrétienne peut-elle contribuer à surmonter la crise de la civilisation ? j'inclinerais à répondre négativement. L'Eglise ne peut être experte en humanité puisqu'elle fait de l'homme un mystère infini. L'essentiel de la crise de l'Eglise consiste, même, en ceci, peut-être, que nous, les chrétiens, n'avons plus rien à proposer aux civilisations non seulement *en tant que chrétiens* mais même *en chrétiens*. Certes, pour nous, l'homme n'est pas mort. Mais il est infini. *Todo y nada*.

C'est pourquoi, je crois que l'heure de la modestie est venue pour l'Eglise. L'Eglise ne peut plus prétendre parler sur tout et de tout. Elle doit être *discrète* même quand les hommes appellent de leurs vœux qu'elle tranche. Cette prudence doit être le fait du magistère suprême, évidemment. Le temps où le Pape définissait une doctrine englobant tout — même la signification

(3) « France-Forum » n° 84.

LA CONTESTATION DANS L'EGLISE

... Depuis une décennie, il a semblé se passer dans l'Eglise des choses extraordinaires : la réconciliation de la foi avec la science tentée par le Père Teilhard de Chardin n'a pas retenu l'attention des seuls croyants. Surtout le prestige de Jean XXIII et le déballage conciliaire ont impressionné. Tout s'est passé comme si, considérant qu'était fini le temps où la « société moderne » lui livrait assaut et l'assiégeait, l'Eglise avait résolu de reprendre l'initiative, de devenir autre. Paul VI, sortant du Vatican pour aller, notamment, prendre la parole à l'O.N.U., ne posait pas un acte seulement, il accomplissait un geste symbolique. Tant et si bien que, récemment, il n'était pas ridicule de se demander si le catholicisme n'était pas la religion de demain.

Et voici qu'au moment où l'Eglise paraissait être sur le point de maîtriser un destin malheureux, elle donne l'impression d'exploser. Spécialement, depuis l'été 1968, depuis la publication de l'encyclique « *Humanae Vitæ* », l'Eglise Catholique semble éclater. Elle n'est plus contestée par les autres, elle est contestée par les siens et ouvertement, bruyamment, tapageusement même. Les nouvelles fracassantes se multiplient à la grande joie de la machine informative qui ne fonctionne bien qu'à coups de sensationnel. Partout c'est l'ébranlement. En Amérique Latine, des chrétiens revendiquent le droit de recourir à la violence, prônent la révolution comme devoir. Aux Etats-Unis, l'assemblée des évêques a été quasiment assiégée et le plus important journal catholique, « *The National Catholic Reporter* », a été condamné. En Hollande, le plus grand théologien, le Père Schillebeeckx, est soupçonné d'hérésie et il en est de même du nouveau catéchisme approuvé par l'épiscopat. En Allemagne, la condamnation d'un théologien — le professeur Hallgas — soulève un tollé de protestation ; un père abbé bénédictin — Dom Heising — démissionne avec éclat et, parmi les jeunes, se répand le mouvement pour un « catholicisme critique ». En Italie, le conflit entre le Cardinal Florit et Dom Mazzi, curé de l'Isolotto, à Florence, entraîne occupation d'églises ou désertion des offices, voire vacarme pendant les célébrations. En France, cent vingt prêtres (qui deviennent 526) adressent à l'épiscopat une lettre ouverte mettant en question le statut du clergé ; sept cent cinquante chrétiens publient une lettre « en direct » au Pape, qui se veut une « Encyclique des laïcs » ; ce texte dénonce non seulement le goût de l'Eglise pour la richesse matérielle et pour la domination politique, mais aussi sa volonté de magistère intellectuel. En réplique, seize personnalités envoient à Paul VI une lettre exprimant leur fidélité angoissée. Pendant que j'écris ces lignes, une assemblée des « prêtres contestataires » est en train de se tenir. Comme il se doit, elle est dûment épiée par reporters, photographes et caméramen. Assurément, selon les paroles mêmes de Paul VI, on peut se demander si l'autocritique n'est pas sur le point de virer à l'autodestruction. On en est là...

René PASCAL.

(Extrait du numéro de février 1969
d'« *Après-Demain* » consacré
aux catholiques français.)

chrétienne de la bicyclette — est fini. Du moins on l'espère. L'Eglise ne peut plus être une cathédrale. Elle devient ce qu'elle est : pèlerin en marche.

Mais je voudrais ajouter qu'il ne faut pas tirer toujours sur le Pape seulement. Certains sermons flamboyants de vicaires dynamiques et sans nuances pèchent par la même intempérance. La tentation de faire chaque dimanche une lecture politique de l'Evangile tourne à une sacralisation sommaire de la politique — qui pourtant n'est grande que désacralisée — et à une désacralisation du mystère révélé.

En tout état de cause voici l'heure où la parole de Dieu ne peut être vraie que si elle accepte de paraître pauvre. L'Eglise n'a qu'une certitude à exprimer : que Jésus-Christ est mort et ressuscité.

Etienne Borne. — Jésus-Christ mort et ressuscité, centre et objet de la foi de l'Eglise, certes. Mais pour que cette foi soit pensable, communicable de proche en proche aux esprits, elle doit s'exprimer en propositions ayant un contenu et un sens : pour croire en l'Homme-Dieu il faut se faire une certaine idée de Dieu et une certaine idée de l'homme — lesquelles ne seront pas sans incidences philosophiques et sans conséquences politiques.

Incidences philosophiques qui ne sont pas sans rapport avec une culture déterminée — car il peut y avoir des cultures qui se font une idée de l'homme et une idée de Dieu incompatibles avec l'Incarnation. Et la foi en l'Homme-Dieu peut indirectement animer et inspirer des recherches sur l'homme et sur Dieu capables de renouveler une culture.

Incidences politiques. Si l'Incarnation en elle-même mystère non pas clair, mais éclairant, peut orienter la pensée philosophique — à plus forte raison la foi en l'Homme-Dieu a-t-elle des conséquences claires. S'il y a des raisons naturelles de respecter en l'homme la personne et d'affirmer la réalité de l'humanité, combien ces raisons sont-elles plus pressantes si la personne humaine est divinisable et si le tout de l'humanité est virtuellement intégrable à l'Homme-Dieu. Si des politiques ne respectent pas la personne et nient l'humanité comme réalités, ou traitent comme des absolus la nation et la race, elles ne sont pas compatibles avec la foi dans l'Incarnation ou plus exactement avec la philosophie morale qui en est le corollaire immédiat. Et les incroyants ne sont pas les derniers à se scandaliser lorsque l'Eglise ou ses représentants se taisent devant les injustices du siècle, car ils pensent que les chrétiens devraient avoir plus de raisons que les autres de s'indigner des attentats contre l'humanité. Nul ne pense alors à l'autonomie du politique.

Henri Bourbon. — C'est ainsi que pour des chrétiens, la Résistance à l'hitlérisme et le combat contre les hitlériens avaient des raisons politiques et des raisons chrétiennes, et certaines de ces raisons politiques étaient immédiatement liées aux raisons et aux valeurs proprement chrétiennes.

Luc Baresta. — J'avoue ma grande surprise lorsque j'entends René Pucheu déclarer que l'Eglise n'a rien à dire sur l'homme. Il me semble au contraire qu'elle a beaucoup à dire sur lui, qu'elle le fait et qu'elle a raison de le faire. Car la Révélation dont elle témoigne prend en charge le salut de l'homme ; et prenant en charge le salut de l'homme, qui transcende le temps, elle dit aussi à l'homme ce qu'il est, et ce qu'il doit être dès maintenant pour tendre à ce salut ; en lui

disant sa destinée supranaturelle, elle éclaire grandement sa destinée naturelle. Mais voilà un vocabulaire qui ouvrirait un autre débat, et non pas des plus minces ! Toujours est-il qu'après la Révélation, et lorsqu'elles sont touchées par elle, les civilisations ne peuvent s'installer dans l'indifférence à son égard, précisément en raison de ce qu'elle dit de l'homme, et qui est source de civilisation nouvelle, qu'on peut appeler chrétienne, en rappelant qu'elle est loin de coïncider avec l'Occident. Car enfin, l'histoire du christianisme ne se réduit pas absolument à l'histoire des trahisons qu'il a subies du fait des volontés de puissance laïques ou cléricales, ou de l'infirmité des hommes. Il a été, il est toujours, pour les civilisations qu'il touche dans sa visée universaliste un ferment de remise en question et de crise, comme l'a souligné Etienne Borne, et aussi un système de référence et un facteur d'influence positive.

Il faudrait ici considérer ce qu'on pourrait appeler les « idées séminales » qu'il a infusées à l'histoire, et avec lesquelles, pendant vingt siècles, celle-ci a été en dialogue. Ce serait, par exemple, l'idée de personne humaine évoquée tout à l'heure, personne créée à l'image de Dieu et élevée à une participation de la vie divine ; centre d'échange direct et de responsabilité avec un Dieu lui-même personnel. L'écrasement de cette idée séminale, on en a vu les conséquences : le mépris du droit, la montée des totalitarismes. Ou les idées chrétiennes de création et de finalité, qui ont stimulé la réflexion philosophique ; ou la notion chrétienne de liberté, selon laquelle le péché n'est pas un poids irrévocable, à la manière du « destin » des Grecs et des Latins. Ou l'idée que l'univers issu de l'intention créatrice de Dieu et lieu de l'Incarnation n'est pas impénétrable à l'intelligence humaine elle-même créée : elle peut le connaître, elle peut s'y repérer. Ou encore, dans les données socio-politiques, la distinction de Dieu et de César : elle relativise la politique, contribue pour ainsi dire à cette humilité sociologique où peuvent se former les libertés civiques et religieuses. Elle fut trahie par les chrétiens eux-mêmes ? Mais elle est là pour juger ces trahisons. Elle fut nouvelle par rapport aux paganismes anciens, elle est nouvelle par rapport aux paganismes modernes. Et la conception du droit, l'idée que l'Etat ne peut en être la source unique, l'idée qu'il existe une loi supérieure des consciences, cette loi non écrite qu'Antigone avait pressentie, et qui est devenue la loi écrite du peuple de Dieu ?

Comment prétendre que tout ceci soit aujourd'hui dépassé ? J'en verrai plutôt la poignante actualité dans ce monde qui développe prodigieusement, d'une manière brutale ou insidieuse, ses pouvoirs sur l'homme, et se demande ce qu'est l'homme ; dans ce monde où la conjuration de l'ordinateur, de la bombe atomique et de la pilule contraceptive pose les questions ultimes.

SAVOIR CE QU'EST CESAR

André Mandouze. — J'aimerais bien savoir si l'Eglise a des moyens de définir en termes idoines — c'est-à-dire politiques — ce qui est à César. S'il est vrai de plus que l'Eglise devrait savoir ce qui est à Dieu, l'histoire prouve que, bien souvent, elle a hésité, qu'elle a eu tendance à jouer elle-même au César et par conséquent à confondre un petit peu les deux choses. Personnellement, ce qui me paraît être essentiel, c'est que l'Eglise se défasse d'un certain nombre de mauvaises habitudes qu'elle a prises, notamment de cette espèce de suffisance, de cette façon de parler à tort et à travers

d'un certain nombre de choses desquelles elle n'a pas à parler, de cette façon de s'imposer parfois indiscrètement sur une série de choses comme si elle n'admettait pas que les hommes puissent être intéressés par d'autres choses que ce qu'elle raconte. J'aimerais que l'on bavarde moins dans l'Eglise, qu'on ne s'arrogue pas des droits que l'on n'a pas et, de ce fait, que l'on soit un petit peu plus chatouilleux sur les limites du sacré. Au lieu de faire l'investigation de ce qui est vraiment le sacré on a, au cours de l'histoire, *sacralisé* à tour de bras. A ce jeu, je crois que l'Eglise a tout à perdre et la civilisation aussi. A chacun le sien. Mais je ne suis pas sûr que ceux que l'on appelle les « hommes d'Eglise » aient encore admis cela, et ce, en dépit des efforts d'un certain nombre de prêtres plus près de la base et d'un certain nombre de laïques compétents en matière politique. Bref, il me semble que pour l'Eglise actuelle, il y a quelque chose de plus grave que le triomphalisme ; c'est une espèce de façon de parler comme si elle était Dieu alors qu'elle est la servante de Dieu, ce qui est tout à fait différent ; c'est une façon de se mettre à la place de Jésus-Christ, alors que Jésus-Christ est sa tête, ce qui est tout à fait différent. Tant qu'il y aura de ces abus de pouvoir, de ces passages de frontières, je crois que l'Eglise ne servira ni la cause de Dieu, ni la cause de la civilisation. Et de toute façon ce ne sera jamais à l'avantage de l'Eglise qu'on puisse l'accuser d'avoir voulu prendre trop de place en faisant comme si elle n'avait pas été tout à fait sûre que Dieu tout seul pouvait la prendre.

Robert de Montvalon. — Deux choses me semblent très importantes : l'Eglise paraît éclater de l'intérieur au moment où elle se réinsère dans le monde ; la pratique de l'Eglise est en avance sur sa théorie. L'Eglise est, en effet, incapable d'expliquer dans un langage cohérent ce qu'elle vit. Alors, elle fait ce qu'elle appelle de la pastorale. La pastorale (une certaine pastorale) consiste à dire des choses vagues de manière gentille, à déguiser l'imprécision des moyens et des fins sous la tolérance du comportement. Je pourrais donner des exemples. Cette tolérance n'est pas sans mérites. Mais elle n'a pas réponse à tout et l'incertitude de la pensée est lourde de conséquences.

L'Eglise a conscience de vivre une expérience qu'elle ne sait pas interpréter ; comme elle ne veut ni ne peut ignorer l'expérience (c'est tout à son honneur), sa parole devient floue. Nous tournons en rond. Nous rabâchons des problèmes abstraits. Par exemple celui-ci : l'Eglise peut-elle être « présente au monde » sans être politicienne et garder sa « pureté » sans se détacher de la civilisation ?

Comment se fait-il que nous ne sortions pas de ce débat lassant ? On croit le trancher en disant que le discours chrétien est, de soi, paradoxal et que l'existence chrétienne se vit dans la contradiction. C'est vrai. Est-ce suffisant ? Il doit être possible de dépasser cet écartèlement entre le christianisme politicien et le christianisme idéaliste, qu'on exprime actuellement par l'alternative : horizontalisme ou verticalisme. Ne faudrait-il pas en venir, pour cela, à des choses très simples ?

Le chrétien, qu'est-ce que c'est ? Un homme qui accepte d'être l'homme qu'il est et qui vit son humanité dans la conversion, c'est-à-dire dans l'aveu de son insuffisance radicale. Dans la pratique, cet aveu se traduit par le fait qu'il essaie d'être le serviteur des autres. C'est ce que nous disent la parabole de la Brebis perdue, ou le signe du Lavement des pieds, ou le mystère même de l'Incarnation. Voilà l'essentiel. Il ne doit tout de

MALAISE DES CATHOLIQUES

Pendant des centaines d'années, chaque dimanche matin, dans des églises refuges, des hommes et des femmes se sont rassemblés pour défier en commun la grêle, les loups, la nuit, le mal et la mort. A chaque Noël, ils ont chanté l'espoir d'une résurrection par l'enfance et la pauvreté; à chaque Pâques, ils ont fêté la victoire sur la mort et affirmé que leur existence avait un sens.

Aujourd'hui, ils ne le savent plus. Ils ont quitté les campagnes et se sont enfermés dans le béton, l'acier et le verre. Ils osent à peine dire encore qu'ils croient en Dieu. En tous cas, ils glissent complètement sur la résurrection des corps. Ils ont presque abandonné tout prosélytisme. Ils subissent simplement celui des autres: les idéologies, les modes, les slogans. Lorsqu'ils se tournent vers leurs prêtres, ils découvrent des hommes hantés par l'idée d'accéder à ce monde du travail qu'eux, laïcs, connaissent bien. Et qu'ils jugent monotone. Ils se comprennent mal.

Pourtant, ils ont le sentiment de garder dans le secret de leur cœur un jeu de valeurs, une explication du monde plus solides qu'on ne le croit.

(Extrait de « l'Express » - n° 953.)
Jacques DUQUESNE

Rejoindre le divin sur les chemins du monde

même pas être impossible de tenter de vivre cet essentiel. Même si c'est une expérience qui passe par la mort, c'est une expérience humaine. On doit pouvoir la vivre, en vivre, sans être tiraillé entre les extrêmes que je disais. Or, nous doutons que ce soit possible. Pourquoi ?

Sommes-nous absolument sûrs que, ayant passé des siècles à se battre contre la modernité, l'Eglise (dans sa réalité psychosociologique) n'est pas devenue un système du refus de la réalité historique, du refus par l'homme de sa propre réalité. Est-ce que l'Eglise n'est pas un endroit où l'on désapprend à être un homme ? Cette question peut sembler absurde au moment où l'Eglise est souvent jugée politicienne. Mais pensons à tels pays non français; pensons à tant de nos communautés chrétiennes où l'on éprouve presque physiquement que les gens sont réunis au nom de la foi, certes, et pour entendre la parole de Dieu, mais à condition que leur communauté soit un lieu où rien ne bouge, où les responsabilités concrètes sont mises de côté. On dépose son humanité à la porte. Dans de telles conditions, l'existence chrétienne devient impossible. La plupart tombent dans l'idéalisme, cependant que quelques-uns, par réaction, nient que la foi, l'espérance et la charité de l'Eglise aient une réalité.

Vivre réellement la vie privée et publique ne conduit pas le chrétien à ce que certains appellent l'horizontalisme. La vivre à la manière chrétienne, cela veut dire, en effet, la vivre sous le signe du « service ». Le « service » n'est pas facile à définir. Reste que vivre l'expérience de l'homme privé, de l'homme public, vivre l'expérience de l'histoire, du sexe, de la politique dans l'attitude de conversion radicale qui est celle du chrétien, c'est vivre un mystère de mort et de résurrection qui a un sens original. Ceux qui en doutent, ou bien ne sont pas convertis à la foi en Jésus-Christ, ou bien refusent leur humanité. Si je ne fais pas l'expérience de mon humanité, de ses contradictions, je serai sans doute un chrétien vertical, c'est-à-dire un chrétien qui croit se posséder et avoir réponse à tout. Si je n'ai aucune foi en Jésus-Christ, je pourrai devenir un chrétien politicien, un chrétien horizontal. Si je suis tout simplement l'homme que je suis, un homme qui croit en Jésus-Christ, un homme qui prend son inspira-

tion dans la parabole de la Brebis perdue, dans le Lavement des pieds, je serai sûrement éprouvé, mais je ne serai nullement obligé de choisir entre le verticalisme et l'horizontalisme !

Un homme peut vivre son humanité dans une conversion inspirée par la foi et débouchant sur ce que l'Écriture appelle le royaume de Dieu. C'est parce que les hommes demandent à l'Eglise de leur permettre de ne pas vivre leur humanité, qu'ils ne peuvent pas vivre cette humanité telle que l'Évangile le voudrait. Cet échec n'a rien à voir avec la Croix. Ne confondons pas la Croix de Jésus avec des contradictions byzantines que notre impuissance entretient à plaisir.

ASSUMER LA SOCIÉTÉ DES HOMMES

André Mandouze. — Il me semble que, dans ce que vient de dire Robert de Montvalon, il y a un précieux élément de convergence. Non que nous ayons à nous féliciter d'avoir abouti à quelque chose. Mais je crois qu'effectivement il y a là des perspectives qui, à la fois, respectent l'indépendance de la cité des hommes et constituent une tâche possible pour l'Eglise, essentiellement une tâche de conversion. D'autre part, dans la mesure où, comme le disait Robert de Montvalon, nous ne croyons pas que le fait d'écouter les paroles de la Vie Éternelle et de participer au repas eucharistique nous met au-dessus des autres et nous simplifie la vie politique, dans cette mesure où, démunis comme les autres, nous acceptons cette société des hommes, je crois qu'il y a un certain nombre de problèmes qui, au lieu de se poser trop dramatiquement, se posent enfin normalement à ces citoyens à part entière, mais non à part supérieure ou inférieure, que sont les chrétiens.

Il importe alors — et c'est un corollaire évident — que, dans la mesure où nous sommes des chrétiens, nous ne nous laissions pas et que nous ne laissions pas l'Eglise empiéter sur une société qui est la Communauté de tous les hommes.

Luc Baresta. — Cette question des « empiètements » de l'Eglise, acceptons-la. Mais alors je me demande si je ne dois pas accepter aussi la question que posent, pour les chrétiens, de nouveaux et révolutionnaires blocages. Ils consistent, par exemple, en cette confusion qui n'est pas si rare aujourd'hui, entre l'Evangile et la contestation marxiste, qui fait du Sauveur du monde un militant pro-zélate et un bénisseur de sicaires. Faire cet amalgame reviendrait, me semble-t-il, à se tromper de messianisme. Malheureusement, comme l'écrit André Manaranche, notre époque est marquée par une « pendulation » intense et rapide : à trois ans d'intervalle, une théologie qui court après le siècle a tiré de l'Evangile un Jésus objecteur de conscience puis un Jésus guérillero. Sans parler d'une partialité surprenante : car l'Esprit Saint, selon ces vues, a paru moins affairé dans les rues de Prague révoltée que sur les barricades de la rue Gay-Lussac à Paris. Faut-il penser que le constantinisme tant décrié deviendrait bon à condition que Constantin se profile sur un pieux horizon d'extrême-gauche ?

René Pucheu. — Je ne suis pas certain d'être accordé à l'euphorie qui nous envahit en cette fin de débat. Robert de Montvalon nous parle de contradictions « byzantines ». Et quoi ? N'y aurait-il donc point de contradictions « fondamentales ». André Mandouze nous parle d'un certain nombre de problèmes qui « se posent enfin normalement ». Je ne parviens pas à partager cette sérénité. Je crois que l'avenir est aventureux parce que la quête humaine aborde son épreuve suprême : la lucidité. Par ailleurs, la quête chrétienne, pour la première fois, peut-être, débouche collectivement sur la découverte du tragique. Or, l'histoire ne nous donne l'exemple d'aucunes civilisations qui soient nées et aient été capables de surmonter lucidement le tragique de l'homme. Voilà pourquoi je crois que la crise de l'Eglise porte à son comble la crise de la civilisation. En moi, le chrétien est fort incapable de rassurer le citoyen. Une civilisation est-elle encore possible ? Une civilisation, c'est-à-dire une vie sociale *sensée*...

Henri Bourbon. — Au moment de clôturer la discussion, il n'est pas inopportun de souligner, me semble-t-il, que le vaste thème de notre entretien n'est pas épuisé, lorsque l'on traite, comme vous venez de le faire, des

problèmes d'ordre politique, intellectuel et spirituel. Car la crise de l'Eglise et la crise de la civilisation s'étendent, bien sûr, jusqu'au domaine des mœurs et des comportements moraux concrets.

Tout ce que l'on constate et que l'on décrit aujourd'hui sous le nom de Libération ou Révolution Sexuelle avec ses phénomènes les plus divers (hippies, psychédéisme, drogue, vulgarisation de l'érotisme) ne déborderait pas au grand jour si n'avaient craqué un certain nombre de digues traditionnelles. On peut se demander si la question qui est de civilisation intéresse aussi l'Eglise. S'il fut une époque où la civilisation ne paraissait pas en crise, c'est peut-être parce que tout ce qui était instinct, spontanéité, désir — bon ou mauvais — se trouvait pêle-mêle réprimé, contraint, refoulé autoritairement. Est-ce que l'Eglise, au moins considérée sociologiquement et culturellement, n'a pas, dans le passé, été par un certain rigorisme en accord avec des « convenances sociales » qui sont aujourd'hui dénoncées comme répressives. Quelques-uns inclineraient à penser — et même dans l'Eglise — que ce que l'on prenait pour un retranchement du mal n'était en fait qu'un refoulement dangereux qui, pour rappeler une expression de Pascal, chère à Etienne Borne, « n'était pas le mal qu'il couvrait ».

D'où une hypothèse à examiner : la crise des mœurs tiendrait-elle à une explosion à la lumière d'un monde obscur peut-être contenu mais jamais supprimé ?

L'Eglise — et c'est un aspect de ce qu'on appelle crise de l'Eglise — paraît alors vulnérable à deux types de reproches en apparence contradictoires :

— D'une part, l'ascétisme sur lequel elle mettait l'accent dans le passé est soupçonné d'avoir été l'instrument d'une morale répressive, aliénante.

— D'autre part, aujourd'hui, devant des revendications faites au nom de la nature, beaucoup s'étonnent que l'Eglise soit tellement lente et paraisse avoir tant de peine à dire où est le bien et où est le mal.

Ce commencement d'analyse ne fait qu'effleurer la question de la crise des mœurs, sur laquelle « France-Forum » se propose de revenir plus longuement. Mais nous ne ferons que continuer l'entreprise d'aujourd'hui puisque, après tout, à travers tous les problèmes de mœurs se trouvent mis en question ce qu'on appelle nature et ce qu'on appelle esprit.

BIBLIOGRAPHIE

— *EVANGILE ET POLITIQUE* par René Coste. (Editions Aubier Montaigne).

L'Evangile contient-il un enseignement qui puisse — ou doive — orienter l'engagement politique ?

A cette question grave, les chrétiens donnent des réponses différentes et même opposées. Le débat est ancien, il demeure actuel. L'auteur, théologien, juriste, politologue, estime que le message évangélique ne contient aucune technique politique mais qu'il est animé d'un esprit qui doit imprégner toute la politique.

— *LA FOI DE TOUJOURS ET L'HOMME D'AUJOURD'HUI* par Jean Daniélou (Editions Beauchesne).

La sécularisation dans laquelle est entrée la société moderne n'est pas inéluctable, estime le Cardinal Daniélou. La foi de toujours répond aux attentes du présent.

— *Y A-T-IL UNE ETHIQUE SOCIALE CHRETIENNE ?* par André Manaranche (Editions du Seuil).

Un livre qui invite à la recherche et qui accroît certaines perplexités. « La réflexion chrétienne cherche désespérément le point d'impact de la foi sur les réalités terrestres. » Il y a une crise de l'éthique sociale chrétienne aujourd'hui. Mais

il n'en demeure pas moins, pour l'auteur, qu'une éthique sociale chrétienne est nécessaire, si difficile soit-elle à fonder et à articuler. Une Eglise « plus critique et davantage pluraliste » aidera les recherches en ce sens.

— *ENJEU DU DEUXIEME SYNODE ET CONTESTATION DANS L'EGLISE* par René Laurentin (Editions du Seuil).

Une description des contestations qui ont surgi dans l'Eglise depuis quelques années et une analyse de la crise, mise en lumière par certains problèmes tels que le contrôle des naissances, le célibat des prêtres, les divorcés, l'autorité et la collégialité, l'intercommunion. Un exposé du programme du Synode et de ses relations avec les structures de l'Eglise. La question capitale, par delà l'organisation de l'Eglise, est celle de la formulation de la foi dans le monde moderne.

— *TEMPETE SUR L'EGLISE* par Robert Serrou (Editions Fayard).

Sous la forme vivante d'un reportage, un journaliste passe en revue les « points chauds » du monde catholique. Une description des manifestations et des remous qui secouent actuellement l'Eglise.

Etude

La politique étrangère de la France à l'épreuve des faits

De Charles de Gaulle à Georges Pompidou

Mai 1968 -
Septembre 1969

par *Guy de Carmoy*

DEPUIS 1958, et bien que la Constitution n'en fasse pas mention, la politique étrangère fait partie du « domaine réservé » du Président de la République. Elle n'est pas conçue par le ministre responsable, débattue en Conseil des Ministres et soumise, quant à ses grandes options, à l'approbation du Parlement. De Gaulle mène seul sa politique extérieure.

LE POINT DE DEPART

Les bases doctrinales en sont simples. L'indépendance est l'objectif offert à l'ambition nationale. Les alliances sont précaires, la France sera « une nation aux mains libres, qui ne doit s'interdire aucune possibilité ». Pour accéder à la puissance, elle doit lutter contre les hégémonies des deux Grands et prévenir toute collusion entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, notamment en Europe. Ce sont les Etats-Unis surtout qu'il convient d'affaiblir, sauf danger immédiat provenant de l'Union Soviétique. Enfin la France doit être la puissance dominante sur le continent européen, ce qui la conduit à écarter l'Angleterre et à s'appuyer d'abord sur l'Allemagne de l'Ouest puis sur l'Union Soviétique, en rejetant toute conception fédérale de l'Europe occidentale.

En mai 1968, la France appartenait nominalement à l'Alliance Atlantique, mais avait établi des relations privilégiées avec l'Union Soviétique. Elle pouvait être considérée comme neutre et la question se posait de savoir si, après s'être retirée de l'OTAN en 1966, elle ne se retirerait pas de l'Alliance en 1969. Elle menait une sorte de guerre froide contre les Etats-Unis sur plusieurs fronts d'une diplomatie planétaire. Au Moyen-Orient, elle avait pris parti contre Israël et pratiquait une politique pro-arabe basée sur des relations étroites avec l'Algérie. En Europe, elle s'opposait à tout progrès institutionnel comme à toute extension géographique de la Communauté Economique Européenne.

A la surprise du Général de Gaulle, la crise économique et sociale française de mai 1968 ébranlait les institutions au point que le Président envisageait, à cette époque, de résilier ses fonctions. A la surprise de beaucoup d'observateurs, un vote massif en faveur du parti au pouvoir consolidait pour un temps la V^e République. Mais le régime était sur son déclin. La crise monétaire de novembre 1968 lui portait un nouveau

coup. Le Général de Gaulle engageait alors un pari risqué sur une réforme, utile certes, mais mal conçue. Il le perdait en avril 1969, commettant, selon le mot de Sirius, « une sorte de suicide politique par un coup de roulette russe ».

Comment la politique étrangère gaulliste a-t-elle résisté à l'épreuve des événements internes et externes pendant la dernière année du règne du Général? On examinera successivement les grands chapitres de cette politique — la défense et les alliances, les relations avec les deux grandes puissances, les relations avec l'Algérie et avec le Moyen-Orient, les problèmes européens — avant de tenter de dresser un bilan et d'analyser les perspectives ouvertes par la récente élection présidentielle.

LA DEFENSE ET LES ALLIANCES

En janvier 1968, le Général de Gaulle avait donné son approbation publique à la thèse du Général Ailleret, chef d'état-major des armées, sur la défense « tous azimuts ». Selon cette conception, la force stratégique française ne serait plus orientée dans une seule direction, mais serait capable d'intervenir partout. Ainsi la défense « tous azimuts » se substituerait à la défense « dirigée » par le grand allié. La France paraissait avoir choisi la voie du neutralisme, de la défense sans alliance. Comme prévu, elle ne signe pas en juillet 1968 le Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

L'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union Soviétique provoque une révision, à pas comptés, de la politique de défense française. A la réunion ministérielle du 16 novembre 1968, tenue à Bruxelles, le Conseil de l'Atlantique adopte un communiqué, aux termes duquel « toute intervention soviétique ayant une influence directe ou indirecte sur la situation en Europe ou en Méditerranée provoquerait une crise internationale aux conséquences graves ». La France s'associe à ce texte énergique alors qu'à la réunion de juin 1968 tenue à Reykjavik, elle refusait d'avaliser une résolution beaucoup moins ferme sur les activités soviétiques en Méditerranée. Dès l'automne, les unités de reconnaissance maritime et aérienne françaises coopèrent avec le nouveau commandement subordonné MARAIRMED chargé d'exercer une surveillance constante sur la flotte soviétique en Méditerranée.

Le 5 décembre 1968, devant l'Assemblée nationale, le

ministre français de la Défense affirme : « Nous sommes dans l'Alliance Atlantique et nous y restons. » Force lui est de constater, à propos du budget militaire, qu'en matière d'armement atomique, les réalisations ont un retard de deux à trois ans par rapport à la loi-programme pour 1965-1970. Tel est le cas pour les missiles enfouis sous silos, pour les sous-marins nucléaires et pour les armes atomiques tactiques. La diminution des crédits militaires à la suite de la crise monétaire de novembre explique en partie cette situation.

Ne disposant d'aucun armement atomique tactique américain par suite du refus de la France, au moment du retrait de l'OTAN, d'appliquer le système de la double commande, les autorités militaires françaises dépourvues, jusqu'en 1972 ou 1973, d'armes équivalentes françaises recherchent dans quelles conditions l'OTAN pourrait protéger leurs forces conventionnelles. Selon certaines sources, des conversations franco-américaines auraient été engagées dès la fin de 1968 sur une collaboration éventuelle en matière d'armements nucléaires. Elles porteraient notamment sur le choix des objectifs nucléaires et sur la préparation en commun de certains plans de défense. Dans la conférence de presse qu'il a tenue à Washington le 5 mars 1969 à son retour d'Europe, le Président Nixon, interrogé sur la possibilité d'un retour de la France dans l'OTAN, a répondu : « Je ne voudrais pour l'instant entretenir aucun espoir à ce sujet. Mais j'ai l'espoir que nous pouvons trouver un certain nombre de domaines de coopération et de consultation mutuelles en matière militaire et en d'autres matières. »

Au mois d'avril 1969, le Général Fourquet, successeur du Général Ailleret, prononce une conférence sur la doctrine stratégique française, reproduite dans la « Revue de Défense Nationale » de mai. Il admet que des « actions graduées » au contact de l'adversaire puissent précéder et préparer la « frappe stratégique ». Le premier test serait constitué par les forces classiques, le second test par le feu nucléaire tactique. Il évoque clairement « cet ennemi de l'Est » contre lequel les divisions françaises seraient engagées en « coordination étroite avec leurs alliés ». Il n'est plus question de représailles massives et la France se rallie à la doctrine McNamara de la riposte graduée qu'elle avait constamment combattue au sein de l'Alliance. Il n'est plus question d'une défense « tous azimuts », mais d'une défense « orientée » dans le même sens que celui des Etats-Unis. Le nouveau chef d'état-major rejette les thèses que son prédécesseur avait soutenues à la fin de 1967 avec l'approbation du Président de Gaulle. Celui-ci a cédé devant les faits et devant la pression du commandement français.

LES ETATS-UNIS

Les relations bilatérales entre la France et les Etats-Unis étaient tendues tant que Washington poursuivait l'escalade militaire au Vietnam. Le ton change du côté français aussitôt que le Président Johnson annonce, le 31 mars 1968, sa décision d'arrêter les bombardements aériens sur le Nord-Vietnam. Le Général de Gaulle approuve cet « acte de raison et de courage diplomatique ». Paris est choisi le 5 mai comme lieu de négociation entre les belligérants.

Sur le plan monétaire, les points de vue français et américains s'opposent à Stockholm le 30 mars 1968, lorsque la France refuse de signer le communiqué élaboré par le Groupe des Dix au sujet de la création de nouvelles liquidités sous le nom de droits de tirage

spéciaux. Cependant, la crise économique et sociale de mai 1968 a bientôt des incidences monétaires. Le gouvernement français établit le contrôle des changes le 30 mai et la Banque de France conclut avec plusieurs banques d'émission, dont la Banque de Réserve Fédérale de New York, un accord de swap de \$ 1.300 millions. Le 22 novembre, à la suite de la conférence monétaire réunie d'urgence à Bonn pour combattre les mouvements spéculatifs de capitaux, la France reçoit de ses partenaires du groupe des Dix un prêt de \$ 2 milliards, les Etats-Unis étant, avec l'Allemagne Fédérale, le principal prêteur. Ces concours, accordés sans ostentation, mettent fin à la guerre de l'or menée depuis 1967 contre les Anglo-Saxons. Fait significatif, à sa conférence de presse du 9 septembre 1968, le Général refuse d'évoquer les problèmes monétaires internationaux. Lorsque de Gaulle décide le 24 novembre, contre toute attente, de ne pas dévaluer le franc, il bénéficie du soutien discret des Etats-Unis. Les messages de Nouvel An qu'il échange le 1^{er} janvier avec le Président Johnson sont très cordiaux.

C'est avec le Président Nixon que les relations franco-américaines prennent publiquement un tour nouveau. Nixon et de Gaulle se portaient depuis longtemps une estime réciproque. Une des premières décisions diplomatiques du nouveau président américain est d'accepter le 5 février 1969 la proposition française de concertation entre les quatre membres permanents du Conseil de Sécurité — Etats-Unis, Union Soviétique, Grande-Bretagne et France — sur les problèmes du Moyen-Orient.

Sa visite en France le 28 février permet à Nixon de sceller une véritable réconciliation avec celui qu'il appelle « un géant parmi les hommes » et de louer le « leadership qui a maintenant amené cette grande nation à la juste place qu'elle devait avoir dans la famille des nations ». Pour sa part, de Gaulle célèbre « la communauté profonde d'un certain idéal humain » entre les deux pays. Il semble que Nixon ait cherché cette réconciliation en vue de faciliter les négociations planétaires qu'il se propose d'engager avec l'Union Soviétique. De Gaulle promet de se rendre en visite officielle aux Etats-Unis au début de 1970. Il s'y rend dès le 2 avril 1969 pour assister aux obsèques du Général Eisenhower. A cette occasion, il a un nouvel entretien avec Nixon.

L'UNION SOVIETIQUE

Au début de la révolte des étudiants, le Général de Gaulle visitait la Roumanie. Il expose à ses hôtes le 15 mai 1968 que la France se dégage « de toute subordination atlantique, qu'elle soit politique, militaire ou monétaire ». Quelques heures plus tôt, il exaltait la Russie « dont la valeur et la puissance la désignent comme un pilier essentiel d'un continent qui serait rassemblé ».

Cependant, le concept de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural recule devant l'occupation de Prague par les troupes soviétiques. Le communiqué du gouvernement français du 24 août 1968 condamne l'intervention comme contraire à la souveraineté des Etats et constate que la Russie pratique, sous le vocable de solidarité des pays socialistes, la politique des blocs. Dans sa conférence de presse du 9 septembre, de Gaulle explique que la France s'est « progressivement détachée de l'organisation militaire de l'OTAN, qui subordonne les Européens aux Américains » afin de mettre un terme au régime des deux blocs. Sa conclusion est d'un optimisme déconcertant : « Ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie ... démontre que notre politique, pour momentanément

contrariée qu'elle paraisse, est conforme aux profondes réalités européennes et par conséquent qu'elle est bonne.»

Pour marquer sa volonté de poursuivre la détente entre l'Est et l'Ouest, de Gaulle, dans son allocution de bienvenue à Vladimir Kirilline, Vice-Président du Conseil des Ministres, venu à Paris le 4 janvier 1969, pour une réunion de la « Grande Commission » franco-soviétique, s'abstient de faire allusion aux événements de Tchécoslovaquie. Comme l'observe Raymond Aron dans « le Figaro », « en passant l'éponge avec autant d'ostentation sur la « péripétie » d'août dernier, le gouvernement français, dans la mesure limitée de ses moyens, consolide l'ordre même qu'il déteste et combat, celui des blocs ».

Les pays du Pacte de Varsovie, réunis à Budapest le 17 mars 1969, demandent à nouveau la réunion d'une conférence européenne sur la sécurité, qui débattre du statut de l'Allemagne et de l'Europe. A cet appel, le Conseil de l'Atlantique, réuni à Washington le 11 avril 1969 a répondu en entrouvrant la porte à un processus de négociation. M. Michel Debré, au cours des délibérations du Conseil, recommande la prudence dans une affaire qui exige une préparation approfondie.

L'ALGERIE

La pénétration soviétique en Méditerranée affecte les relations de la France avec l'Algérie. Dès les accords d'Evian en 1962, le Général de Gaulle avait fait de l'Algérie le pivot de sa politique envers le Tiers-Monde, et spécialement envers le monde arabe. Il n'avait cessé de consentir des avantages économiques considérables en matière de prospection et d'achat d'hydrocarbures notamment. Il acceptait la spoliation d'une grande partie des actifs des sociétés et des ressortissants français. La remise à l'Algérie le 1^{er} février 1968 de la base de Mers-el-Kébir allait-elle améliorer le climat entre les deux pays ? Le gouvernement algérien, profitant à deux reprises des difficultés internes de la France, décidait en mai 1968 de nationaliser les sociétés françaises de distribution de produits pétroliers et en novembre de convertir en dollars et en Deutsche Marks une fraction importante de ses avoirs en francs (500 millions environ). La déception du gouvernement français était d'autant plus grande que l'Union Soviétique ne cessait d'accentuer son emprise militaire sur l'Algérie, dont elle est le fournisseur exclusif en armements et en instructeurs. Certes la base navale de Mers-el-Kébir, visitée en juillet 1968 par le Maréchal Gretchko, chef d'état-major soviétique, n'était pas essentielle au déploiement de la flotte russe en Méditerranée. Mais l'Union Soviétique procédait dans plusieurs bases aériennes du Sahara à un allongement des pistes que ne justifiait pas la nature de la flotte aérienne de l'Algérie. L'influence soviétique croissante pourrait réduire la liberté de choix politique de l'Algérie. Le gouvernement français se décidait à adresser un avertissement nuancé à Boumediène, à l'occasion de la présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France en Algérie le 28 décembre 1968.

LE MOYEN-ORIENT

En juin 1967, de Gaulle avait pris parti pour les Arabes après la guerre des Six Jours. Il avait mis l'embargo sur les livraisons d'avions à Israël.

La tension persiste au Moyen-Orient pendant toute l'année 1968. Elle s'aggrave lorsqu'en représailles contre

un attentat commis le 26 décembre à Athènes contre un avion israélien par des terroristes palestiniens, un commando israélien détruit le 28 décembre des avions libanais sur l'aérodrome de Beyrouth. A la réception des membres du corps diplomatique le 1^{er} janvier 1969, le Général de Gaulle dénonce « les actes exagérés de violence » ainsi commis par Israël aux dépens « d'un pays pacifique et traditionnellement ami de la France ». Le 7 janvier, sans consulter son gouvernement, de Gaulle décide de mettre l'embargo sur les livraisons de tous matériels militaires, y compris les pièces de rechange, à destination d'Israël, aggravant ainsi la décision de 1967 relative aux avions. L'opinion publique réagit très défavorablement à cette escalade d'autant que la France a livré des armes offensives à l'Irak. Le gouvernement n'hésite pas alors à accuser la presse de céder à des groupes de pression. En sens inverse, le gouvernement ne prononce aucune condamnation morale à propos des pendants de Bagdad quelques semaines plus tard. Il réclame une confrontation des membres permanents du Conseil de Sécurité pour résoudre la crise du Moyen-Orient.

Satisfaction est donnée à la France à ce sujet tant par l'Union Soviétique que par les Etats-Unis. Au sein de ce club des Grands, la France assouplit sa position à l'égard d'Israël. Dans une note diplomatique du 6 mars 1969, elle aurait préconisé une rectification concertée des frontières de cet Etat, préalable à l'évacuation des territoires occupés.

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Si la France entend intervenir au Moyen-Orient pour des raisons de prestige, son intérêt véritable est en Europe. Elle aborde l'échéance du 1^{er} juillet 1968, point de départ de l'union douanière entre les Six, en pleine crise. Le gouvernement décide d'appliquer les engagements relatifs à la suppression des droits de douane, mais prend des mesures de sauvegarde : aide temporaire aux exportations, contingentement temporaire de certaines importations. Le caractère unilatéral de la décision française est souligné le 5 juillet par Jean Rey devant le Parlement européen. En juillet, les banques d'émission des Etats membres de la C.E.E. participent à l'accord de swap mentionné plus haut, en vue de soutenir le franc. L'hémorragie des capitaux, très forte en mai et juin, se ralentit un peu pendant l'été et reprend à l'automne. Une puissante vague de spéculation affecte en sens inverse le franc et le Deutsche Mark. A la conférence des ministres des Finances des Etats membres du Groupe des Dix, réunie à Bonn du 20 au 22 novembre, les banques d'émission des Etats de la C.E.E. participent largement au prêt consenti à la France. Les mesures prises par le gouvernement français aboutissent à une dévaluation masquée du franc commercial, tandis que celles prises par le gouvernement allemand aboutissent à une réévaluation masquée du Mark commercial. La disparité entre le pouvoir d'achat des deux monnaies fait ressortir et le caractère artificiel d'une union douanière que n'accompagne pas une union monétaire et la compétitivité de l'industrie allemande par rapport à l'industrie française.

La Commission de Bruxelles se préoccupe de mettre au point un mécanisme automatique qui permette aux Etats membres de la C.E.E. de disposer, avant qu'une crise n'éclate, de l'assistance financière de leurs partenaires. Tel est l'objet du plan assez timide élaboré en février 1969 par Raymond Barre et transmis au Conseil des Ministres.

Cependant, le gouvernement français marque peu d'empressement à resserrer les liens communautaires dans le domaine monétaire comme dans d'autres. Michel Debré traite avec dédain le plan Mansholt — « un document de travail parmi d'autres » — et s'oppose, au début de 1969, à ce que la Commission conduise les négociations relatives au renouvellement de la convention de Yaoundé sur l'Association des Etats africains et malgache avec la Communauté. Ce faisant, il est le fidèle interprète de la pensée du Général de Gaulle, qui déclarait dans sa conférence de presse du 9 septembre 1968 : « tout en participant au Marché Commun, nous n'avons jamais consenti pour les Six au système dit « supranational » qui noierait la France dans un ensemble apatride et n'aurait d'autre politique que celle du protecteur d'outre-océan ».

LA GRANDE-BRETAGNE

De Gaulle ajoutait aussitôt dans la même enceinte : « Notre volonté de ne point risquer cette absorption atlantique est l'une des raisons pour lesquelles, à notre grand regret, nous avons jusqu'à présent différé l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'actuelle Communauté. »

Il formulait en somme un troisième veto, après ceux de mai et de novembre 1967. La persistance d'une attitude négative vis-à-vis de la Grande-Bretagne était perceptible au début de 1968 lorsque de Gaulle avait refusé de donner quelque substance à « l'arrangement » commercial entre les Six et la Grande-Bretagne, proposé par le Chancelier Kiesinger. La décision prise en octobre 1968 par les trois partis politiques britanniques d'adhérer au Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, présidé par Jean Monnet, marque la volonté de la Grande-Bretagne de poursuivre ses efforts.

Une percée est tentée au début de 1969 au travers de l'Union de l'Europe Occidentale, seule organisation européenne qui groupe les Six et la Grande-Bretagne. Sa compétence est militaire et par extension politique. Le gouvernement britannique provoque le 14 février 1969 une réunion du Conseil de l'U.E.O. à Londres pour y débattre à sept des problèmes du Moyen-Orient. La France conteste la validité de la convocation, refuse d'assister à la séance et annonce le 19 février qu'elle ne participera plus aux activités du Conseil de cette organisation.

Le gouvernement anglais réplique en faisant publier le 21 février par la voie de la presse la teneur d'un entretien du 4 février 1969 entre de Gaulle et l'ambassadeur britannique Christopher Soames. Le Général développe devant l'ambassadeur ses thèses bien connues sur la nécessité d'une Europe indépendante des Etats-Unis, sur sa répugnance à l'égard des conceptions du Traité de Rome, sur les transformations institutionnelles qu'imposerait l'adhésion de l'Angleterre à la Communauté. Il préconise la constitution d'une large association économique comportant un conseil politique restreint de quatre membres (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie), et il veut s'assurer que la France et l'Angleterre ont des points de vue suffisamment rapprochés sur cette suggestion. Le gouvernement britannique craint que l'entretien ne recèle un piège. Il répond que la Grande-Bretagne entend adhérer au Marché Commun tel qu'il existe et il informe le Chancelier Kiesinger et les autres gouvernements des Six.

Quelle était l'intention véritable du Général de Gaulle ? S'en tenir à sa conception de l'Europe européenne ou au contraire faire une ouverture nouvelle à Londres ? Michel Debré a soutenu la première opinion dans une

interview le 22 février et la seconde le 12 mars devant la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée nationale — à savoir que les Britanniques n'ont pas compris « l'ouverture considérable faite dans leur direction ». Cette explication paraît la bonne. D'une part, le Général accepte d'introduire l'Angleterre dans une organisation affranchie de toute trace de supranationalité, ce qui répond à son slogan de l'Europe des Etats. D'autre part, la Grande-Bretagne pourrait, dans cette organisation, faire contrepoids à une Allemagne de l'Ouest dont le potentiel économique ne peut manquer d'accroître l'influence politique, alors que la position économique de la France est précaire.

Il serait excessif d'affirmer que de Gaulle renverse sa politique à l'égard de la Grande-Bretagne. Il la soumet à un nouvel examen au moment où il constate que l'Allemagne et la Grande-Bretagne s'engagent, sans la France, dans la coopération technologique en matière d'énergie nucléaire.

LE POINT D'ARRIVEE

Trois événements majeurs modifient en 1968 le cours de la politique étrangère de Charles de Gaulle. Le premier est d'ordre interne. La crise sociale de mai, suivie de la crise monétaire de novembre, met une fin brutale, faute de munitions, à la guerre de l'or contre les Anglo-Saxons. Elle met en lumière la puissance monétaire et industrielle de l'Allemagne de l'Ouest et la faiblesse relative de la France.

Le second événement concerne les Etats-Unis. La décision du Président Johnson, en mars, d'ouvrir des pourparlers avec le Nord-Vietnam signifie que la volonté de paix l'emporte chez le peuple américain. Un des griefs fondamentaux contre la politique américaine disparaît.

Le troisième événement concerne l'Union Soviétique. L'invasion de la Tchécoslovaquie en août démontre que le Pacte de Varsovie est l'instrument de l'impérialisme russe et que cet impérialisme repose sur la politique des blocs. La conception de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, englobant une Allemagne réunifiée, neutralisée et contenue par un condominium franco-soviétique, perd toute vraisemblance.

Cet ensemble de faits contraint Charles de Gaulle à réviser sa politique étrangère, tout en conservant une partie du vocabulaire qui l'a popularisée.

Le changement de cap le plus frappant mais le moins connu du public concerne l'Alliance Atlantique. La France ne quittera pas l'Alliance en 1969 comme elle a la faculté de le faire. Elle a déjà renoncé au neutralisme. La coopération entre les forces françaises et alliées est étroite en Méditerranée. Les contacts avec l'OTAN et les Etats-Unis au sujet de l'emploi des armes atomiques tactiques laissent entrevoir un accord sur le rôle des troupes françaises en Allemagne. L'adoption de la stratégie de la riposte graduée signifie que l'emploi isolé de la force de frappe française n'est plus envisagé.

Rentrant dans le giron de l'Alliance Atlantique, la France devait se réconcilier avec les Etats-Unis. C'est chose faite. L'évolution politico-militaire au Vietnam y a contribué. Les concours monétaires du système de Réserve Fédérale également. L'entrée en fonction du Président Nixon a facilité la mise en scène.

Certes, la France s'efforce de maintenir des relations privilégiées avec l'Union Soviétique. Le tapis rouge est déployé devant le Vice-Président Kirilline. La politique de détente est poursuivie, avec juste raison, mais se fera sans doute dans un cadre multilatéral.

La dépendance militaire de l'Algérie vis-à-vis de l'Union Soviétique suscite des inquiétudes qui justifient un discret avertissement, mais la politique pro-arabe n'est pas abandonnée. Des sanctions unilatérales sont prises contre Israël. Cependant, la France semble assouplir sa position depuis qu'elle débat des questions du Moyen-Orient dans le Club des quatre membres permanents du Conseil de Sécurité.

Touchant les institutions européennes, de Gaulle maintient son attitude doctrinale contre la supranationalité. Mais la modification des rapports de force en Europe occidentale le conduit à faire une « ouverture considérable » à l'Angleterre. Jusqu'à présent, il refusait à la fois le renforcement et l'élargissement de la Communauté européenne. Cette double position négative n'étant plus tenable, il explore, au début de 1969, une possibilité d'élargissement sans renforcement, voire avec affaiblissement des contraintes communautaires, pour faire contrepoids à l'Allemagne de l'Ouest. Ce faisant, il demeure fidèle à sa conception de l'Etat-nation.

PREMIERS MOIS DU NOUVEAU SEPTENNAT

L'évolution des rapports de force en Europe occidentale et la retraite volontaire du Général de Gaulle modifient les données de la politique étrangère de la France.

« Le postulat gaulliste selon lequel la France est la seule grande puissance de l'Europe occidentale fait l'objet maintenant d'une contestation presque unanime », écrivait René Dabernat le 20 février 1969. « Il est peu réaliste d'imaginer un perpétuel refus aux demandes d'adhésion », déclarait Valéry Giscard d'Estaing à Bruxelles le 25 mars. Ces constatations s'imposent à la majorité des Français. Elles se sont imposées aux candidats à la présidence de la République en mai-juin 1969.

Le nouveau Président de la République, élu le 15 juin 1969, a, certes, une très forte personnalité. Il a rappelé dans sa conférence de presse du 10 juillet 1969 « la primauté du chef de l'Etat qui lui vient de son mandat présidentiel ». Mais il ne peut prétendre à la stature et aux pouvoirs de son prédécesseur. Bien que le parti gaulliste dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, le gouvernement comprend, fait nouveau, des centristes, jadis dans l'opposition. Il compte des gaullistes orthodoxes, tel M. Michel Debré, et des hommes qui siègent au Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, tels M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Duhamel, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères se situant à mi-chemin entre ces deux pôles. C'est dire que les grandes options de la politique étrangère seront délibérées au sein du gouvernement.

Les premières déclarations et les premiers actes des autorités françaises gravitent autour de trois problèmes : la défense, la monnaie et la construction européenne.

Le Premier Ministre, dans la déclaration gouvernementale du 26 juin a affirmé : « Nous restons fidèles à nos alliances et en particulier à l'Alliance Atlantique. » Le Président de la République, dans sa conférence de presse du 10 juillet 1969, a déclaré : « La France considère qu'elle reste non seulement l'amie des Etats-Unis, mais l'alliée des Etats-Unis. Elle considère que cette alliance doit s'exercer dans le cadre du Traité et en dehors de toute organisation du type OTAN. » Dans le domaine des armements, il est catégorique : « Les défenses de force nucléaire sont à mes yeux prioritaires. » Le Premier Ministre aborde le 26 juin dans une interview à Europe N° 1 la question de la défense stratégique de l'Europe.

Après avoir affirmé que « la politique militaire nucléaire de la France est à la fois irréversible et orientable », il rappelle que l'Angleterre est aussi une puissance nucléaire militaire et il avoue qu'« un accord portant sur ces matières peut survenir qui... modifierait sérieusement les conditions de l'effort national, qui cesserait d'être national pour devenir européen ».

La dévaluation du franc du 8 août a été modérée dans son taux, donc acceptable pour les partenaires de la France dans le Marché Commun. Elle a entraîné le 28 août un large appel à la solidarité monétaire internationale sous la forme d'un tirage « conditionnel » au Fonds Monétaire et de prêts à court terme. Aussi la France ne pourra-t-elle maintenir son opposition à la création de droits de tirage spéciaux à l'Assemblée annuelle du Fonds Monétaire. Par ailleurs, la dévaluation a eu pour effet d'ébranler la politique agricole commune de l'Europe des Six. Les prix agricoles étant établis en monnaie de compte, il a fallu isoler le marché français par une combinaison de subventions à l'exportation et de taxes à l'importation. Enfin le maintien d'un strict contrôle des changes en France constitue un obstacle permanent à la coordination des politiques économiques globales entre les Six.

La volonté politique du gouvernement est-elle favorable à la construction européenne, malgré les handicaps de la situation de la France ? M. Jacques Chaban-Delmas déclarait en juin devant l'Assemblée nationale : « Nous sommes prêts en matière de construction européenne à aller aussi vite et aussi loin que nos partenaires. » Il ajoutait : « L'élargissement du Marché Commun à de nouveaux membres... doit faire l'objet... d'accords préliminaires avec nos partenaires. » Il concluait : « Il faut que l'adhésion anglaise ne dilue pas l'idée européenne. » M. Georges Pompidou proposait formellement une réunion au sommet des Six, réunion prévue pour le mois de novembre. Lors de sa visite à Bonn, il laissait entendre que l'achèvement de l'union économique devait avoir la priorité sur l'élargissement de la Communauté à l'Angleterre. Dans sa conférence de presse du 22 septembre, il déclarait qu'il se rendrait à la conférence au sommet des Six « avec l'esprit ouvert » et qu'il n'écartait aucune solution *a priori*.

Dans l'ensemble, le langage tenu par le Président de la République et par le Premier Ministre reflète un changement de ton. La nouvelle équipe dirigeante est plus réaliste. Le rapport des forces sur l'échiquier international avait changé au détriment de la France pendant la dernière année du règne de Charles de Gaulle. La tendance s'accroît pendant les premiers mois du septennat de Georges Pompidou avec le « constat » de la dévaluation. M. Chaban-Delmas déclare le 16 septembre à l'Assemblée nationale : « L'action internationale de la France ne saurait être efficace si l'évolution de son économie ne lui permettait pas d'accéder au rang de véritable puissance industrielle. » Est-il convaincu que cette accession peut difficilement se réaliser sans la construction européenne ? La question est ouverte. Il est à souhaiter que le gouvernement français, au lieu de s'enliser dans les discussions techniques à Six, aborde enfin à Bruxelles et à Londres les grands problèmes de la défense, de la monnaie et des structures politiques de l'Europe.

Guy de CARMOY ■

L'essentiel du présent article a paru simultanément en langue anglaise dans le n° du 1^{er} juillet 1969 de « International Affairs », Londres, et en langue allemande dans le n° du 1^{er} juillet 1969 de « Europe-Archiv », Bonn.

Un
archipel
oublié :

Les Comores

par Georges Le Brun Kéris

DANS un livre que mes dix-huit ans goûtèrent, Abel Bonnard dit sa prédilection pour les îles et les lacs. La vie s'y ferait plus secrète et plus retirée. Leurs paysages apaiseraient ceux que la vie a blessés. La vie ne m'a pas blessé — bien plutôt comblé — mais j'aime les îles et les lacs. Je les aime pour la constante rencontre de la terre et des eaux. Jusque dans les hauteurs, on sent la présence aquatique. On la devine à la saveur de l'air, à l'éclat verni du ciel. Au long des rives, dans chaque anse un échange de reflets plonge les cimes dans les profondeurs et répercute la lumière sur les falaises.

Entre toutes les îles que j'ai connues, je préfère les Mascareignes : même La Réunion, l'île toute ronde qui tourne le dos à la mer. Hérissée de pics, déchirée de hautes vallées, elle aligne des côtes sans accidents. Sans jamais une crique ni une anfractuosité, celles-ci paraissent, de leurs galets noirs et de leurs falaises en fortresses, éloigner un océan mort que jamais n'anime aucun bateau. Mais à Nossi-Bé, mais dans les quatre Comores se célèbre le mariage de la verdure et des coraux.

Iles parfumées. Le soir l'odeur des ilangs obsède. Elle monte des plantations torturées dont les troncs, mutilés pour faciliter la cueillette, évoquent la vision d'Ezéchiel que l'Eglise lit à la veillée pascale. Jugement dernier

végétal où la lune accroche des éclairs d'acier. Vers le port, chaque lueur présage un mystère ; celui des édifices chaulés avec leur double rangée d'arcades bâties de neige immatérielle ; celui des ruelles noires où flotte une vague odeur de hashich.

Un siècle de présence française impose aux villes des Comores un tempo de sous-préfectures. Pourtant, comme on y respire encore la flibuste ! Comme au marché de Moroni, on entend — distrait pourtant par le jaune des agrumes, le rouge aigu des piments et la féerie des pagnes — sortir des murs le geignement des esclaves que leurs marchands y attachaient. Au long des quais, ces boutres épais comme des coléoptères, que chargent-ils ? Coprah ou chanvre indien ? Quel commerce obscur fait ici relais ? Mon imagination divague, mais le décor lui impose ces images à la Monfreid. On est beaucoup plus en Arabie ou au Yémen qu'au long des côtes africaines. C'est le même Islam qu'en Arabie, étroit et carapaçonné de pharisaïsme. Sous le couvert d'institutions que nous avons dictées, il entretient le vieil esprit féodal.

★★

Surtout, une France distraite n'a pas changé grand-chose ici. J'aimerais qu'on interrogeât sur les Comores les candidats au Baccalauréat. Combien les situeraient en Océanie ? Combien en feraient une possession britan-

300.000 habitants

nique? En France, qui sait, sauf dans des milieux restreints, qu'un petit bout de notre République s'éparille à l'orée du canal de Mozambique et que quelques trois cent mille hommes (métissés de malgaches à Mayotte, avec un peu de sang portugais, beaucoup de sang arabe mais aussi du sang bantou et indien) se trouvent, par une sorte de fiction juridique, nos concitoyens?

A côté de cette population disparate et fermée, plutôt qu'avec elle, vivent aussi quelques centaines de Français de souche (comme on disait au temps de l'affaire d'Algérie) : huit cents environ, la plupart à la Grande Comore. Naguère (voilà en fait une vingtaine de mois), ils y jouaient encore la comédie de l'Empire. Dix ans après les indépendances africaines, on y appliquait la Loi-Cadre de Pierre-Henri Teitgen. Partage des attributions, partage des prérogatives et même, en fait, de la souveraineté : le Haut-Commissaire de la République Française et le Président du Conseil du Gouvernement dressaient l'un contre l'autre leurs pouvoirs parallèles, matérialisés par les blocs de ciment qui abritaient leurs bureaux respectifs. Entre eux, encore plus massif, le bâtiment du Trésor, et devant la mer un tout petit Parlement aux allures de pavillon pour syndicat d'initiatives. On discutait ferme des questions aussi importantes que le point de savoir si le chef du Gouvernement local bénéficierait d'un étendard. On voulait bien qu'il en eût un, pourvu qu'il ne s'appelât pas « drapeau ». La politique se réduisait à ces dimensions. Mais tout cela est passé. Un nouveau statut accorde pratiquement l'indépendance aux Comores, sauf le droit de légation active (elles ont le droit de légation passive), qui serait ruineux pour cet archipel, et la défense qu'elles ne pourraient pas assumer. En échange de quoi, l'archipel reçoit une subvention annuelle d'environ un milliard de francs CFA.

On peut tirer une leçon de cette histoire : au XX^e siècle finissant, la souveraineté ne se divise plus, sinon pour une période transitoire. Pourtant, à la fin de la IV^e République, quand les peuples d'outre-mer réclamaient leur indépendance, nous avons cru à ce partage — moi le premier. Mendès-France l'a établi (non juridique, mais de fait) pour la Tunisie, ses successeurs pour le Maroc. Nous avons cherché dans un tel partage la solution du problème algérien, illusion longtemps nourrie par le Général de Gaulle. On appelait cela « une solution fédérale ». La preuve est administrée qu'une telle division engendre tant de heurts que fatalement la souveraineté, même de fait, revient tout entière à une seule des deux parties.

Pourtant, quelque chose subsiste de la Loi-Cadre : les Comores délèguent encore à Paris deux députés, un sénateur et un conseiller économique. En réalité, ce sont surtout des ambassadeurs chargés de rappeler à une métropole absorbée par d'autres soucis les besoins de leur archipel. Point plus important : les Comoriens votent en cas de référendum et pour l'élection présidentielle. Les majorités dans les scrutins sont massives, si massives qu'à Paris elles font sourire. Sont-elles authentiques? Remarquons que les candidats n'osent pas se prévaloir des résultats obtenus dans ces pays. M. Pompidou avait expressément affirmé qu'il n'accepterait pas de devoir sa présidence aux voix des départements et territoires d'outre-mer. En fait, on ne peut pas dire que les scrutins soient en règle générale frauduleux aux Comores. Le folklore électoral y est moins bien fourni qu'à La Réunion. Mais la France est loin. On ne la connaît pas. Le référendum et l'élection présidentielle sont entièrement dominés par des considérations de politique locale. Voter « oui » au référendum, voter Pompidou pour la Présidence, c'est en fait plébisciter non un régime français dont on n'a cure, ni un de nos hommes d'Etat qu'on ignore, mais soutenir le Président des Comores, M. Saïd Mohammed Cheik, dès lors que celui-ci avait enjoint de voter « oui » ou de mettre dans les urnes des bulletins « Pompidou ». Au contraire, voter « Poher », c'était affirmer l'opposition locale, sauf à Anjouan où le sénateur, M. Ahmed Abdallah, a considéré que son honneur et son amitié l'engageaient à faire voter au premier tour pour le Président du Sénat. Quant à Mayotte, en votant « Poher », elle entendait affirmer son hostilité à la Grande Comore. Car tout cela, je l'ai déjà dit, est très féodal. Sous les oppositions et les rivalités actuelles, transparaissent les querelles des minuscules sultans de jadis, un peu comme sous certaines toiles de maîtres on aperçoit une peinture antérieure. Les vieilles sociologies commandent une politique qui n'est qu'apparemment inscrite dans la République Française. Sous le référendum se déroulent encore les luttes du Sultan Tibe pour asseoir sa suzeraineté sur le Sultan de Domini ou le Sultan d'Itsandra.

Dans ces conditions, la participation des territoires d'outre-mer, les Comores comme les autres, aux élections présidentielles et aux autres consultations nationales est-elle sage? Certes, leur appartenance à la République Française l'implique. Mais ne pourrait-on pas manifester cette appartenance sous une forme plus adaptée? La Constitution de la IV^e République comportait une institution qui ne bénéficia jamais d'une véritable existence, de par la volonté de M. Vincent Auriol semble-t-il, mais qui eut sans doute permis une meilleure évolution de nos rapports tant avec les Etats Associés d'Indochine qu'avec les Protectorats de Tunisie et du Maroc : le Haut-Conseil de l'Union Française. Il devait grouper

Grande-Comore, Mohéli, Anjouan, Mayotte

autour du Président de la République les représentants des Etats Associés et Protectorats. Ne pourrait-on instituer un Haut-Conseil de la République, où les Gouvernements autonomes (on pourrait même dire « indépendants », tant est large la décentralisation dont bénéficient les Afars et Issas et les Comores) des territoires d'outre-mer trouveraient le lieu et l'occasion pour s'exprimer et faire valoir leurs vues, sans que s'imposent de fâcheuses interférences entre politique locale et politique française ?

Pourtant, la représentation des Comores à nos Assemblées constitutionnelles présente un énorme avantage : elle a permis d'assurer un poste politique à chacune des diverses tendances qu'engendre la sociologie historique de l'Archipel et a assuré ainsi une paix jusque-là inconnue. Ainsi n'existe-t-il plus d'opposition, sinon quelques individus exilés en Tanzanie. Leur influence est presque nulle. Intellectuels, ils n'exercent pas, pour le moment, d'emprise sur une masse analphabète et docile à ses cadres traditionnels. La seule chance de cette opposition serait que la situation économique empirât. Cette éventualité ne se présentera pas tant que la France maintiendra son aide. Celle-ci ne semble pas mise en question, heureusement : livrer les Comores aux aventures de difficultés économiques accrues serait les offrir à une pénétration soudanaise, arabe, égyptienne, voire tanzanienne, qui constituerait un grave danger pour Madagascar.

Car la situation économique de l'Archipel apparaît précaire. Les plantes à parfum en constituent la principale richesse. Malheureusement, la conjoncture est mauvaise. En outre, Madagascar étend ses cultures

d'ilangs. Nossi-Bé présente aussi des étendues surréalistes plantées de moignons suppliciés. Surtout, avec la paix et la santé se développe une natalité de catastrophe. Les îles ne nourrissent que mal leurs populations. Comment celles-ci vivront-elles dans dix ans ? On s'interroge avec d'autant plus d'angoisse que le budget comorien, en dépit de certaines apparences, ne consacre pratiquement aucun chapitre aux investissements. Reste le tourisme. Mon hôtel est plein de jeunes ménages sud-africains. Si loin des routes fréquentées, est-ce une ressource ? Cet éloignement même assure le charme dépayasant d'un pays où les légendes vivent. Mais, dans ces conditions, peut-on asseoir une économie sur le tourisme ?

Avec le soir, les îles retrouvent leur mystère. Des fantômes blancs longent les routes. On se déplace beaucoup la nuit, aux Comores. Vers quel trafic ? Des cercles se constituent autour des quinquets dans les rues. Leurs ombres grimacent et gesticulent sur les murs. Que se dit-on ? L'heure appartient aux commerces furtifs. Dans le port, la marée soulève les boutres. Sur leur pont les cocos évoquent les crânes entassés des anciens ossuaires, mais s'ils lèvent leurs voiles épaisses, qu'emporteront-ils dans leur soute ? Les mosquées dressent leur minaret vers l'Unique. Elles témoignent de la foi, mais elles n'exorcisent pas la nuit de ses djinns à visage d'homme. Observances et sensualité s'épousent sous le manteau du plus intransigeant puritanisme social. Nous sommes au débouché de la mer Rouge...

Georges LE BRUN KERIS ■

Redressement des finances ou redressement du "moral"

par Charles Delamare

LA FRANCE est plongée dans les abîmes... De perplexité, tout d'abord. Elle entend, avec étonnement, une équipe d'hommes qui sont réputés pour leur intelligence, lui exposer, d'un ton dramatique, que ses affaires vont très mal, non pas tellement à cause des événements de mai, mais en raison d'une sorte de faiblesse congénitale que la V^e République a héritée de sa grand-mère la III^e.

Abîme du déficit, ensuite. Le franc, qui était gagé par des réserves d'or et de devises considérables au mois d'avril 1968, les plus importantes du monde après celles des Etats-Unis et de l'Allemagne, a perdu pratiquement cette base de six milliards de dollars en douze mois. Si bien que nous ne pouvons couvrir l'excédent trop important de nos importations par rapport à nos exportations que grâce à des crédits internationaux.

ANALYSE DU PLAN DE REDRESSEMENT

Le nouveau gouvernement essaie de faire face à cette situation par un plan de redressement qu'il convient d'analyser avant de se demander quelles sont ses chances de réussite.

M. Giscard d'Estaing, dans sa conférence de presse du 3 septembre 1969, a d'abord dressé un constat en soulignant :

- que dans la première moitié de 1969, l'Etat dépensait plus qu'il n'encaissait, le déficit budgétaire annuel représentant un montant de 7 milliards de francs,
- que notre pays achète à l'étranger plus qu'il ne lui vend : le déficit commercial jusqu'à la fin de juillet a représenté 9 milliards 600 millions de francs,
- que la France veut consommer et investir plus qu'elle n'est capable de produire, ce qui engendre la surchauffe.

C'est cette situation qui a amené la dévaluation.

Le redressement est prévu en trois étapes :

- pour le 1^{er} janvier 1970, l'objectif est de réaliser l'équilibre total entre les recettes et les dépenses de l'Etat,
- pour le 1^{er} avril 1970, il faut réaliser l'équilibre entre ce que la France produit et ce qu'elle veut consommer et investir,
- le 1^{er} juillet 1970, l'ambition est d'atteindre l'équilibre entre nos achats et nos ventes à l'étranger.

La difficulté majeure de ce plan est qu'il doit être réalisé très vite car notre marge de manœuvre est déterminée par les réserves en devises qui nous ont été attribuées par l'aide internationale. Comme l'avait écrit le président Alain Poher, dans le journal *l'Opinion* du 13 juin dernier, la France n'a que six mois pour redresser la situation.

Les orientations qui ont été prises pour atteindre ces objectifs sont au nombre de cinq :

- 1^o La demande de l'Etat a été ralentie par une diminution immédiate des dépenses de 3 milliards. Le budget de 1970 sera présenté en équilibre.
- 2^o L'atténuation de la surchauffe des entreprises. C'est pourquoi deux acomptes de l'impôt sur les sociétés ont été avancés, et le régime fiscal des amortissements a été rendu beaucoup moins favorable. Encore plus efficace dans ce domaine, est le maintien d'un encadrement du crédit qui, contrairement à ce qui est dit souvent, est appliqué strictement. La hausse du taux d'escompte de la Banque de France, à 8 %, chiffre encore jamais atteint en temps de paix, devrait freiner considérablement les investissements nouveaux.
- 3^o Le déplacement de la consommation des particuliers vers l'épargne par des incitations nouvelles. C'est ce qui explique les restrictions au crédit à la consommation et différentes mesures en faveur de l'épargne.
- 4^o Le relais de la demande intérieure par l'exportation. C'est évidemment une des parties essentielles du plan, mais c'est aussi la plus difficile à réaliser car nos industries n'ont pas souvent une vocation exportatrice et ne peuvent pas improviser, en quelques mois, la mise en place d'un réseau commercial à l'étranger.
- 5^o La répartition équitable des sacrifices en protégeant les faibles et en prenant un ensemble de mesures en faveur des catégories défavorisées : personnes âgées, retraités, familles de condition modeste, rapatriés, afin que ces catégories sociales supportent plus facilement la hausse des prix « mécanique » entraînée par la dévaluation. C'est dans le même esprit que le SMIG vient d'être augmenté et que les rémunérations publiques seront majorées.

Ces mesures constituent un ensemble bien dosé, mais de nature purement conjoncturelle, qui devrait avoir l'effet recherché, toutes choses égales par ailleurs.

On ne peut pas s'attendre à ce que le freinage soit immédiat, mais dès le mois de février de l'année prochaine, la surchauffe de l'économie française devrait être très fortement atténuée.

La réévaluation du mark est venue compléter, fort heureusement, ce plan de redressement puisque nos exportateurs pourront vendre leurs produits 2 à 3 % moins cher (en effet, si la réévaluation est de 6 1/2 %, il faut tenir compte du fait que depuis novembre 1964 nos exportations bénéficiaient déjà de la taxe différentielle de 4 %) chez nos premiers clients dont la demande est très forte en raison du boom existant actuellement dans la République Fédérale. Les importations de produits « made in Germany » seront freinées à l'inverse par un renchérissement équivalent.

On voit donc que ce plan fait porter essentiellement l'effort sur les investissements, qu'il s'agisse de ceux des entreprises privées ou des dépenses publiques. La préoccupation du gouvernement a été de maintenir le pouvoir d'achat des ménages les moins favorisés et de ne pas accroître la charge fiscale déjà très lourde qui pèse sur les consommateurs à travers la T.V.A. ou l'impôt sur le revenu.

CHANCES DE SUCCES DU PLAN DE REDRESSEMENT ?

Quelles sont les chances de réussite de ce plan ?

Pour répondre à la question, il faut examiner les chances de succès sur trois plans : technique, psychologique, social.

Comme on l'a vu plus haut, les mesures prises devraient produire un ralentissement de la demande intérieure d'ici trois mois, ce qui, compte tenu de la situation des économies voisines et du réajustement du cours du franc, pourrait entraîner une diminution de nos importations et une augmentation de nos exportations qui amèneraient le rétablissement de notre balance commerciale. Mais cette conversion vers l'extérieur ne pourra être ni totale ni immédiate, ce qui risque d'amener une diminution de l'emploi. Ce transfert sera d'autant plus difficile à réaliser que les coups de frein, pour l'essentiel, s'exercent, non pas sur la consommation, mais sur les investissements. Autrement dit, la demande intérieure ne fléchira pas aussi vite qu'il aurait été souhaitable et les capacités de production de nos industries ne pourront pas être augmentées. Le ralentissement des dépenses d'équipement est une mesure prise sous le coup de la nécessité car, à moyen terme, elle accroîtra inévitablement le retard de nos industries par rapport à celles des pays concurrents.

Par ailleurs, nos réserves de change, très fragiles, ne sont pas à l'abri, malgré le contrôle aux frontières, de la gigantesque force d'aspiration que représente la spéculation internationale qui se déchaîne dans le monde entier depuis que le système des paiements mondiaux est en crise. A l'occasion des élections allemandes, nos réserves de devises ont baissé à un rythme supérieur à 60 millions de dollars par semaine. Il faut espérer qu'un certain calme va revenir à la suite de la réévaluation du mark, mais personne ne peut faire de diagnostic en raison de la fièvre persistante qui existe, non seulement en France, mais dans tous les pays occidentaux. C'est pourquoi on se demande si ce qui manque le plus à ce plan de redressement, ce n'est pas une

certaine vigueur qui aurait pu s'incarner en une personnalité comme celle de M. Pinay.

Le deuxième terrain, en effet, sur lequel se joue le sort du plan de redressement est celui de la psychologie. Les Français subissent le choc d'une désillusion profonde. La politique de prestige qui a été menée pendant dix ans leur faisait croire que leurs problèmes monétaires étaient réglés définitivement, et leur dissimulait, en même temps, la décrépitude des structures économiques. Que les principaux responsables de cette gestion viennent brusquement leur dire que ce qu'ils avaient dit et répété, deux ou trois ans auparavant, était faux, n'est pas, et c'est bien normal, pour leur inspirer confiance. Certes, il y a les événements de mai 1968, mais ceux-ci n'avaient pas été prévus et n'ont pas été canalisés par l'équipe restée au pouvoir actuellement. La mauvaise conscience de celle-ci s'exprime par une timidité dans l'action, plus apparente peut-être que réelle. Le souci de ne pas recréer un puissant mouvement revendicatif amène à des concessions multiples qui complaisent à chaque catégorie sociale prise en particulier, mais inquiètent les Français dans leur ensemble et les font douter du sérieux de la politique proposée. Il en résulte une attitude d'expectative qui joue, en particulier, chez les détenteurs de capitaux qui, lorsqu'ils ont eu la malice d'exporter leurs francs avant la dévaluation, n'ont guère envie de les faire rentrer dans la cage du contrôle des changes.

Du côté social, les préoccupations n'ont pas, apparemment, les mêmes motivations, mais elles aboutissent à des résultats semblables. Pour les ménages qui ne sont pas embarrassés par les soucis que donne la gestion d'une fortune et sa protection contre la dépréciation monétaire, c'est le niveau des prix qui donne la mesure exacte de la valeur de la monnaie. C'est le seul élément qui compte pour eux. S'ils constatent une hausse, ils ne sont pas portés à réduire leurs achats, mais à accroître leurs revenus. L'échelle mobile des prix et des salaires, réclamée par la C.G.T., existe dans les faits, mais ne fonctionne que par l'intermédiaire des conflits sociaux. Une hausse des prix sensible peut donc provoquer des mouvements revendicatifs en chaîne. La défense du pouvoir d'achat est donc homothétique à ce que l'on appelle la spéculation et joue, elle aussi, contre la valeur internationale du franc. La mise en mouvement du « cycle infernal » des salaires et des prix risque de conduire rapidement à un nouveau palier qui annihilerait la marge réduite de baisse des prix ou de profits supplémentaires créée pour nos exportateurs par la dévaluation. Pour s'opposer à une telle éventualité, le Gouvernement ne peut guère espérer stopper la hausse du coût de la vie par un contrôle efficace. Il ne peut, en définitive, que s'en remettre à la modération des consommateurs qui limiteraient leurs achats, des commerçants qui renonceraient à la « valse des étiquettes » et des salariés qui se contenteraient de réajustements modérés de leurs rémunérations et se garderaient de toute « grève sauvage » afin de ne pas donner prétexte à une nouvelle fuite devant le franc.

Tout repose actuellement sur la force de persuasion et de séduction, qui n'est pas mince, du Premier Ministre. Les syndicats, les commerçants, les agriculteurs, les associations diverses, sont reçus, adulés, écoutés, ménagés. En soi, cela n'est pas choquant. Cela surprend dans la mesure où l'on n'était plus habitué à cette forme de participation. Il semble que cette technique, à laquelle on ne peut pas reprocher d'être antidémocratique, ait eu des résultats appréciables.

Jusqu'à maintenant, la hausse des prix faisant suite à la dévaluation ne paraît pas devoir excéder les 2 à 3 % d'effets « mécaniques ». Il n'y a pas eu d'affolement. Quant aux salariés, les problèmes sont réglés un par un, et il n'y a pas eu jusqu'à présent un mouvement revendicatif généralisé. Ceci s'explique d'ailleurs, en grande partie, par le fait qu'à l'inverse de ce qui se passait en avril 1968, le mécontentement n'est pas très profond, dans le secteur privé tout au moins où règne le plein emploi et où les employeurs ont consenti des hausses de salaires substantielles en raison des augmentations de productivité qui ont eu lieu pendant l'année.

Mais ce fragile équilibre peut être brusquement remis en cause si les Français perdent le peu de confiance qu'ils ont dans les pouvoirs publics en raison d'une erreur psychologique quelconque.

C'est pourquoi les réformes de structures annoncées par M. Jacques Chaban-Delmas semblent devoir être différées pendant longtemps. Elles remettraient en cause trop de situations acquises et provoqueraient des turbulences alors que le gouvernement cherche le calme. Mais chacun se rend compte aussi que ces réformes, différées pendant un immobilisme qui a duré dix ans, sont devenues brusquement très urgentes. Il y a là une contradiction grave qui ne pourra se dénouer que si la confiance se rétablit peu à peu. C'est le paradoxe de la France de 1969 que de douter profondément de ses capacités sur le plan économique et social, alors que son niveau de productivité est élevé, que des progrès très importants ont été réalisés depuis un an et que sa situation politique générale devrait donner le sentiment de stabilité alors que chacun vit dans l'attente d'un bouleversement imprécis. La racine de cette sorte de crise de langueur se trouve dans la prise de conscience des illusions, des délices et des poisons de l'ère antérieure. Le pays risque de sombrer dans un matérialisme à court terme. Chaque citoyen, à force de vouloir tirer son épingle du jeu, se l'enfonce, en réalité, plus profondément dans la chair.

Le schéma nationaliste a échoué. Il faut redonner au pays un « projet » correspondant à ses possibilités dans le monde et à ses ambitions dans l'avenir. C'est une révision profonde des idées européennes qui doit permettre, à nouveau, à nos compatriotes de situer leur effort dans un cadre cohérent et les amener à reprendre confiance, à la fois en eux-mêmes et dans le destin de leur pays.

Charles DELAMARE ■

COMMENT NOS RESERVES MONÉTAIRES ONT-ELLES FONDU ?

Avril 1968

La France possède le troisième stock mondial de réserves monétaires, après les Etats-Unis et l'Allemagne. Au total, 5,5 milliards de dollars en or et devises, dont plus de 80 % en or.

En outre, la France a fait des crédits au Fonds Monétaire International. Elle a un dépôt, normal, en or, égal à 25 % de son quota, c'est-à-dire 245 millions de dollars.

En plus, elle a prêté au F.M.I. une « super-tranche or » de 540 millions de dollars.

De juin 1968 à septembre 1969

- Juin 1968 : la France tire sur le F.M.I. la totalité de ses droits : 785 millions de dollars.
- Juillet 1968 : la France emprunte 1,3 milliard de dollars aux Etats-Unis, aux Six et à la Banque des Règlements Internationaux (B.R.I.).
- Novembre 1968 : nouvel emprunt de 1,3 milliard de dollars aux mêmes.
- Septembre 1969 :
 - Emprunt de 600 millions de dollars aux Six et à la B.R.I. ;
 - Tirage de 985 millions de dollars sur le F.M.I.

L'endettement total de la France vis-à-vis de l'étranger (en dehors du F.M.I.) est de 3,2 milliards de dollars. Combien est utilisé ? C'est là où le bilan de la Banque de France est trompeur, parce qu'il ne distingue pas ce qui, dans les réserves, correspond à des avoirs réels et ce qui représente des dettes.

Les réserves officielles sont de 3,6 milliards de dollars, mais nos dettes doivent être de 2,4 milliards de francs (785 millions du F.M.I. dépensés depuis juin 1968, plus 1.650 millions de crédits étrangers). Les réserves nettes sont donc d'à peine 1.200 millions de dollars. Mais la France aurait encore des possibilités de tirer sur des crédits internationaux pour 2,6 milliards de dollars, c'est-à-dire que nos dettes peuvent être remboursées par de nouvelles dettes, ce qui permet de tenir, mais est loin de représenter une situation saine.

Les autorités financières déclaraient une perte de 2 milliards et demi de dollars depuis l'été 1968 alors qu'en fait les pertes totales furent de 4 milliards 800 millions de dollars.

Une saison bien étrange

par René Pascal

ETRANGE. Insolite. Il l'est, assurément par plusieurs biais, ce dernier automne des années 60. Le ciel est bleu. La société est triste. Ah ! oui, le thermomètre, le baromètre, la nature et le ciel sont au beau. Il fait beau. Extraordinairement beau. Dans les rues, les bureaux, les boutiques, les ateliers, ce n'est qu'un cri : « L'été continue », s'écrie-t-on en s'abordant. Les chasseurs ont de la chance ; point n'est besoin de courir aux safaris africains pour chasser au soleil. « Le plus bel automne depuis plus de cent ans », ont découvert journaux et radios, fort aises de trompeter l'exceptionnel. On devrait être heureux. Au moins autant qu'il se peut, en automne. Quoique l'on dise, l'automne n'est jamais l'été. Même quand il est magnifique, surtout quand il est magnifique ; dans la lumière de l'automne percent toujours quelques tonalités inquiétantes. Et puis, c'est la rentrée. Il faut penser à beaucoup de choses ; la rentrée est toujours dure et coûteuse. Cependant, on peut être heureux en automne. Or, les Françaises et les Français ne le sont guère.

Le climat « social » est au gris. Bien sûr, il ne faut rien dramatiser. Il existe plus malheureux ailleurs. Dans les pays que hantent la guerre et la famine. Egalement, là où l'ordre règne ; à Athènes, en particulier. A Belfast, où l'on se hait et se bat souvent. En Tchécoslovaquie où l'obscurantisme reprend vigueur et s'apprête à tout écraser de ce qui fut espoirs d'un peuple, l'heure y est aux purges ; le temps des procès y reviendra-t-il ? Etc. En définitive, ici le franc oscille mais ne rompt pas. Les grèves passent mais ne durent pas. Il est vrai que nul — pas même les leaders syndicaux, pas même

M. Seguy — ne mesure l'intensité des mouvements. Personne ne sait quand les grèves cessent d'être « sauvages ». Néanmoins, sauf chez les commerçants — et cela est important puisque les commerçants tiennent une grande place en France — la colère ne semble pas couvrir. Si les Françaises et les Français ne sont pas heureux, ils ne sont pas, exactement, malheureux. La situation est plus complexe.

Certes, il y a des malheureux. Il n'y en a pas moins que toujours. Pourquoi y en aurait-il moins ? Le système social engendre plus vite les « besoins » que les moyens de les satisfaire. Les inégalités sont stables, solidement stables. C'est probablement le seul élément stable. Les individus sont, de plus en plus, écorchés et solitaires. A tel point que Mesnie Grégoire ne suffisant plus à la tâche, ce si gentil R.T.L. — qui sait si excellemment allier charité et mercantilisme — projetait de faire appel au Père Boulogne en vue de renforcer le confessionnal radiophonique. On lisait d'étranges placards : chaque semaine, annonçait-on, « celui qui regarde la mort en face » donne « réponse au désespoir ». Or, pour ajouter au désarroi de cet automne, le Père Boulogne est mort. Véritablement, l'homme n'a pas vaincu la mort. Déjà, pourtant, il l'imaginait.

C'est la saison de l'étrange. De l'insolite. Des déceptions ?

COMME DES INCONNUS DANS LE VILLAGE

Que sont-ils donc les Français ? A vrai dire, nul le sait. Personne ne parvient à diagnostiquer avec précision leur état. Ils sont drôles. Maussades. Bizarres. Comme

fois — ou presque — nous voici sans partis d'opposition. Il n'y a plus que des groupuscules, inassurés d'eux-mêmes. La vie politique a un aspect de nécropole ! Mais, l'étrange est, plus encore, au niveau psychologique. Que ressentent les Français ?

Les Français sont dans l'expectative. Pour une fois, ils ne doutent pas — ou peu — de leurs institutions. Ils attendent les hommes. Ils épient. Il y a, encore, des paysans parmi les Français. Il y a encore du paysan dans chaque Français. Or, dans mon village, quand des inconnus arrivent, on ne court pas à leur rencontre les bras grand ouverts. On se tait. On observe. On se fige. Avant de se lier, on les suit. Du coin de l'œil. En ayant surtout l'air d'être occupé à autre chose.

On va m'objecter. Ces hommes qui nous gouvernent ne sont point des inconnus. Les Françaises et les Français ont déjà vu M. Pompidou, M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing. Ce n'est pas sûr. Depuis dix ans, les Français ne connaissaient qu'un homme. Les autres n'ont jamais existé seuls ou les Français ne s'en souviennent plus. Et puis, dans mon village, chacun le sait, c'est différent d'être ouvrier et patron. Le meilleur ouvrier ne fait pas, toujours, un bon patron. C'est pourquoi, sans le priver sur le champ de sa clientèle, on se méfie. On ne lui fait pas confiance instantanément.

Enfin dans mon village, on n'aime pas se mêler des histoires de familles. Surtout au moment des successions. On craint que les héritiers se disputent — on est même sûr qu'ils finiront par se disputer — ou, plus profondément encore, qu'ils soient infidèles à celui que l'on a connu. Même si on l'a détesté. On a peur de l'ombre du *de cuius* (successione agitur). Il y a de cette attitude dans le comportement des Françaises et des Français et ils sont d'autant plus mal à l'aise que les héritiers eux-mêmes sont embarrassés. A l'évidence, ceux-ci ne livrent pas le fond de leur cœur. Alors, pourquoi les Français se compromettraient-ils ? Les citoyens attendent d'y voir plus clair. Concrètement parlant, la question est celle-ci : M. Pompidou pourra-t-il exister *hors* du Général de Gaulle sans se déclarer *contre lui* ? Sans le répudier ? La vie publique a besoin de positions simples. De manichéisme même. « Continuité et ouverture », c'est trop ou pas assez. Cela ne sonne pas sincère. Par malheur pour M. Pompidou, il lui est impossible de choisir car, dans mon village, les héritiers infidèles et ingrats risquent d'être discrédités. Une ombre plane sur le régime.

Les Françaises et les Français sont prudents. Dès lors, afin de voir venir, ils jouent l'absence. Leur bizarrerie, cette saison-ci, provient de là. Qui vivra verra, dit-on dans les campagnes.

LA DROGUE NOUVELLE FRONTIERE

Est-ce tout ? L'attentisme des Françaises et des Français rend-il compte totalement de l'étrangeté de cet automne ? Non point. Il y a autre chose, probablement. Les Français ne sont pas seulement gênés. Ils sont *groggy*. Ils ne comprennent plus où ils en sont ni où ils vont.

Bien sûr, ils savent qu'il ne faut plus s'étonner de rien. Depuis quinze mois environ, les liquidations vont bon train. La famille craque. Au moins, on le dit. L'école chancelle. L'Église est chantier ou chaos. L'armée est, depuis longtemps, brisée. Voici, cet automne, la justice en procès. Certes, ceci n'est pas nouveau. Pro-

R.P. Boulogne : une apparence d'échec

ahuris. Comme indifférents. Rarement, leaders et spécialistes de l'opinion ont été dans un tel embarras. Leur hésitation est même très notable. Les gouvernants sont divisés. Le Président de la République dénonce le « prétendu malaise français ». Le Premier Ministre reconnaît qu'il existe « un certain malaise ». Les journalistes essaient, en vain, non seulement de discerner les causes, mais de qualifier l'état d'âme de la nation. « La France « en espadrille » du bel été des vacances est rentrée inquiète », observe l'un. « L'opinion est peu empressée », remarque l'autre. « Ambiance de scepticisme », analyse un troisième. Crise de confiance, concluent tous.

Est-ce bien de confiance qu'il s'agit ? Peut-être. En partie, probablement. Quelque satisfaction qu'affichent les ministres d'avoir réussi leur dévaluation, celle-ci n'a pas été psychologiquement réussie. Elle a marqué les Français. Ils ont encaissé le coup. Ils sont d'un naturel trop soupçonneux pour qu'on les persuade que le gouvernement n'a pas attendu qu'ils fussent sur les plages et par les monts, pour agir en catimini. On n'empêchera pas les Français de croire cela. D'autant que les Français ont la grande illusion d'imaginer que tout devrait s'arrêter quand vient l'août.

Néanmoins, crise de confiance est beaucoup dire et peu dire. Le défaut de confiance n'est pas exceptionnel. Il est normal dans ce pays. Plus précisément, aujourd'hui, les Françaises et les Français sont *comme absents*. Ils semblent vouloir être absents et qu'on les considère comme absents. Que se passe-t-il ?

Certes. L'étrange, l'insolite vient en partie du délabrement des structures partisanses. Pour la première

bablement même attribue-t-on trop d'importance à des erreurs judiciaires telle l'affaire Deveaux ? A l'évidence, elles sont scandaleuses. Mais il y en a bien d'autres ! On voudra bien nous excuser de faire le pédant, il y a longtemps que dure la « crise de la justice », et quand Jean Ferniot affirme que « le fait nouveau c'est que la nation accuse la justice », il se trompe. Déjà, dans le roman de Renard et dans la Fontaine, la nation accusait la justice. Au demeurant, il y aurait fort à dire sur de nombreuses fausses manières de poser la question de la justice et, plus généralement, de la nature du droit. A bien considérer, la nouveauté est ailleurs. Elle réside dans le fait que, si j'en crois le journal, « M Plevin a plaidé « non coupable » pour les magistrats mais « coupable pour la justice ». Comme le Président de la République a lui-même contribué à ériger Gabrielle Russier en martyre de l'appareil judiciaire, il faut bien admettre que les institutions sont désormais suspectes à tout le monde. Même à leurs responsables. Cela est nouveau. Il y a de quoi en rester pantois. Rendons grâce au ciel ! Les réformes vont, donc, venir promptement. On n'ose y croire. D'ailleurs, certains, déjà, parlent davantage de l'absence de « moyens » que de la nécessité de réformes.

L'aujourd'hui a abrogé l'ordinaire. Désormais, l'extraordinaire succède à l'ordinaire. Cependant on ne peut être blasé au point de ne plus s'étonner de rien. L'imaginaire des Français est étrange cet automne. Disons-le net. Il y a des odeurs de cloaque. Papillon règne sur l'imaginaire. Le public cultivé s'encanaille avec ravissement. C'est moins étrange qu'il n'y paraît. En revanche, on lit à tous vents des choses dont on ignorait l'existence — dans le *Nouvel Observateur*, en particulier — ou des choses dont l'existence était soupçonnée mais

Edith Piaf : un populisme tragique

dont l'exhibition provoque quelques chocs. Quel débalage, sous la plume de Momone ou dans l'histoire de Piaf racontée par « les hommes de sa vie » à longueur de colonne de *France-Soir*. Il y a des « baisers très amoureux » à gogo, de la « drogue dans des cachettes » sans parler des « trempes ». « Moi je lui foutais des tempes », dit Pousse.

Certes, les Français ne s'effarouchent point. Ils font la part du feu. Cependant, ils commencent à se demander les uns avec curiosité, les autres avec une pointe d'incertitude et d'inquiétude : quel sera le prochain degré de l'escalade ? Qu'inventeront-ils pour la prochaine édition ? Pour la prochaine saison ? L'érotisme commence à le céder à la drogue ? Il n'est bruit que de la drogue. On en parle bêtement. Inconsciemment. Légèrement. Quoiqu'il en soit, chacun s'interroge : et après ?

Heureusement, les gazetiers restent sereins. Ils continuent à célébrer l'hymne au progrès. On invoque les nouveaux docteurs « éducateurs, sociologues, médecins » pour expliquer que la civilisation avance. Pour anesthésier. Lisons quelques lignes significatives.

« Sous les exhibitions mercantiles, nous dit-on, et les abris spradiques qui peuvent irriter, une recherche se poursuit d'un nouvel équilibre, d'une nouvelle morale, d'un nouvel art de vivre et peut-être d'aimer. Les jeunes d'aujourd'hui, si l'on en croit les meilleurs éducateurs, sociologues, médecins, sont prêts à dire oui au sexe sans péché, non au sexe sans amour. »

Quant à la revue *Parents*, elle escamotte gentiment ce qu'il faut bien appeler l'affaire Gabrielle Russier en évoquant les problèmes éternels. C'est touchant. Lisons ce texte caractéristique de pirouettes journalistiques : « Suis-je donc criminelle parce que j'ai aimé ? » Gabrielle, trente deux ans, professeur au lycée de Marseille, lance ce cri avant de mourir. Son suicide, en septembre dernier, transforme en tragédie un fait divers qui, cet été, défraya la chronique. Les juges l'avaient condamnée. Gabrielle ne survécut pas au scandale. L'affaire divisa l'opinion. Le premier groupe où l'on compte une majorité de plus de quarante ans accable l'accusée : « C'est une irresponsable. Qu'on lui ferme les portes de l'enseignement ! ». Et chez les indulgents : « Passe encore qu'elle tombe amoureuse de Christian, mais elle n'avait pas le droit de l'arracher à sa famille. » Le second groupe, plus jeune, critique le père de la « victime ». « Briser l'avenir d'une jeune agrégée pour protéger la vertu de son fils, c'est aussi comique que scandaleux. » Mais les adversaires se rejoignent pour s'exclamer : « On aura tout vu ! ». Comme si Gabrielle et Christian ne se situaient pas dans la longue tradition des amours scolaires dont l'origine se perd dans la nuit des temps...

On aura tout lu ! Ces deux textes mériteraient une longue et méthodique exégèse. Ils sont chargés des lieux communs de ce qu'Henri Lefebvre appelle la modernité. La modernité, « ombre de la Révolution, son émiettement et parfois sa caricature ». Surtout, ils sont remarquablement significatifs de l'état présent : le bavardage et le vide, la surabondance de mots et l'absence de parole. La parole a fait naufrage. C'est le monde du silence. Pour quoi ? Nul ne le sait. Quel mystère ! Probablement parce qu'aucune foi ne résiste à la relativité intégrale. Nous sommes submergés par le relatif. Nous sommes aussi hantés par une grande peur. La peur de passer à côté de la vérité de demain. Nous faisons le *complexe de Galilée*. Au nom de cette erreur fantastique, nous n'osons plus juger. Aucune génération n'a été moins libre que la nôtre. Nous sommes ligotés, la parole est servie.

Comment les Français ne seraient-ils pas groggy ?

De fait, tous les thèmes de la grande époque des clubs étaient rassemblés sur les feuillets du Premier Ministre.

Les Françaises et les Français entendirent. Parfois, ils écoutèrent. Quelques-uns s'intéressèrent. La passion ne jaillit pas. Pourquoi? Les causes sont multiples.

Déjà, le langage des clubs n'entraîna jamais le peuple français. Il ne le pouvait pas pour beaucoup de raisons. Surtout, parce qu'il était un langage d'architecte. Or, la parole politique n'est pas technicienne. Elle vient d'ailleurs. Elle sourd des régions où jaillissent la poésie et l'amour. Elle est *ferveur*.

Et puis les Français sont *paumés*. Les braves gens, bien sûr. Voilà un an, on les poursuivait d'invites pressantes : achetez, consommez, l'expansion c'est vous. Aujourd'hui, le Président de la République leur explique qu'il ne faut pas acheter de machines à laver. On pourfend les achats à crédit. C'est singulier, pensent les braves gens. Reviendrait-on à Poincaré? Au hasard des revues, ils lisent même : « 1929 peut recommencer ». Il n'est bruit que d'or et de monnaie. C'est étrange.

Les militants ne le sont pas moins. Comment ne le seraient-ils pas? Leurs rêves successifs ont été joués par les événements. La grandeur française? On fait tout pour les en dégoûter. Peut-être a-t-on raison, peut-être. Le socialisme? il est à vau-l'eau et Jean Ferniot le crie bien fort. Le modèle américain? son avenir est incertain, il vacille davantage, peut-être, que ne le croient les technocrates et les sociologues ancrés dans les rêves des années 60. Figés en eux. Le dernier mirage qu'on avait fait luire est en train de se dissiper. Déjà! « La Suède ne satisfait plus les Suédois. Au paradis du niveau de vie, on s'interroge sur l'égalité et sur l'efficacité », lit-on dans *l'Expansion*, cette bible des cadres. Heureusement que les présidentielles sont passées. On en frémit. Qu'auraient eu à nous proposer MM. Pompidou et Poher? Les militants n'ont plus qu'à devenir consommateurs ou à revenir à l'eschatologie. C'est ce qu'ils font d'ailleurs. Au surplus, qui a besoin d'eux encore? La vie politique est l'œuvre de la technocratie, et elle est à l'ère des « mouvances », explique-t-on cet automne. Bref, de la politique on passe à la gestion. Qui peut croire, pourtant, qu'on fera l'économie d'une parole politique?

Etrange. Insolite. Il l'est assurément, ce dernier automne des années 60. Les Françaises et les Français sont muets, absents, groggy. La politique est muette. La morale est frappée d'interdit; au surplus, elle a éclaté. La religion fait du bruit parce qu'elle fait son ménage. Elle fait son ménage parce qu'elle ne sait plus que dire. Heureusement que nous avons la presse. Elle ne change pas. Elle gueule, de toutes parts, ses sempiternelles rengaines : « Pour maigrir seule où vous voulez ». « En 1969, un alchimiste redécouvre l'or potable ». « Scandale autour d'Elisabeth : Philip s'en va avec une trop jolie secrétaire. » « Gagnez un sac de louis d'or en épiluchant... » « L'amour tue Onassis. » J'exagère. Il y a quelques nouveautés sur les affichettes des kiosques. On y lit aussi : « Ne dites plus : qu'est-ce que l'art? » « Ne dites plus l'art c'est trop cher. » On y lit encore : « Au commencement Dieu créa le ciel et la terre. » Etranges rencontres. Peu importe. Heureusement que nous avons la presse. Sinon, cet automne, nous découvririons que ce monde est celui du silence.

Etrange. Insolite. L'autre jour, un ami m'a dit : « C'est la décadence. Le Bas-Empire. » Un autre m'a dit, en revanche : « C'est la révolution culturelle. » On me le concédera. Il y a de quoi être *paumé*. Je dis bien paumé.

J. Chaban-Delmas : une nouvelle société? Oui, mais...

LA POLITIQUE MANQUE DE POETES

Pour ajouter à l'étrange, le Premier Ministre a tenté, lui, de prendre la parole. On ne saurait le lui reprocher. Il relève de la mission de l'homme politique de faire jaillir d'une société la parole qui lui donne sens. Le génie politique est celui qui articule une parole nouvelle qui renouvelle le nœud social. C'est ce que comprit et ce que put John Kennedy. Hélas! pas plus aujourd'hui qu'hier on ne fabrique une parole. Elle est le fruit du destin. Sans conteste, la société française attend que quelqu'un recrée la parole en politique. Depuis quinze ans, deux paroles seulement ont retenti : celle de Pierre Mendès France et celle du Général de Gaulle. Qui leur succédera pour refaire passer un souffle à travers la nation?

Donc, le Premier Ministre parla. *Il parla bien*. Son discours devant l'Assemblée fut un morceau exemplaire d'analyse intelligente. Il avait, il est vrai, davantage la froideur d'un diagnostic d'expert que la chaleur d'une parole motivante. Peut-être, était-il davantage discours sur les vices du modèle français qu'appel aux Françaises et aux Français? En tous cas, quelques mots firent mouche et feront date, au moins dans les milieux spécialisés. « Le malaise que suscite notre mutation accélérée tient pour une large part au fait que nous vivons dans une *société bloquée*. » « Il y a peu de moments dans l'existence d'un peuple où il puisse autrement qu'en rêve se dire : quelle est la société dans laquelle je veux vivre? et aussi construire effectivement cette société. » « Nous pouvons donc entreprendre de construire une *nouvelle société*... » Les chroniqueurs admirèrent l'exercice non sans noter que « la première partie donnait à qui l'écoutait l'agréable impression de rajeunir de quinze ans. » (*Le Monde* 18-9-69). On pourrait aller moins loin dans la remontée du temps. Il suffirait d'évoquer la saison des clubs, voilà quatre ou cinq ans.

René PASCAL ■

Les paradoxes du communisme italien

par K.J. Hahn

Le mouvement communiste italien a dans l'ensemble du mouvement communiste international des singularités propres qui méritent attention. Aussi avons-nous demandé à K.J. Hahn, qui vit à Rome depuis plusieurs années, de tracer un portrait du P.C.I. On sait que certains dirigeants communistes italiens envisagent — non sans susciter des contestations internes — l'éventualité d'un gouvernement bénéficiant de leur soutien. Une fraction de l'aile gauche de la « Democrazia Cristiana » songe également à une telle possibilité. On verra que, pour l'auteur de cette étude, en l'état actuel des choses et sauf une hypothétique mutation démocratique du P.C.I., la constitution en Italie d'un gouvernement soutenu par les communistes apparaît peu probable, peu souhaitable.

LE Parti communiste italien (P.C.I.) est aujourd'hui le plus grand parti du mouvement communiste dans le monde non-communiste ; il est au surplus — venant immédiatement après la « Démocratie-Chrétienne », le deuxième parti italien. Avec plus de 26 % des suffrages, il a régulièrement pour lui un électeur sur quatre. Ce parti a réussi à traverser avec une force intacte toutes les péripéties qu'a connues le mouvement communiste international : déstalinisation, restalinisation, révolte de Budapest, conflit russo-chinois, défenestration de Khrouchtchev, invasion de la Tchécoslovaquie. Il a même vu croître constamment le nombre de ses électeurs jusqu'au coup d'arrêt et au léger fléchissement que l'on constate en 1968 : sans doute grâce au labeur de la Démocratie-Chrétienne italienne, et de son principal dirigeant Mariano Rumor, pour la première fois depuis plus de deux décennies le parti communiste doit céder des positions dans quelques régions et certaines grandes villes — sans d'ailleurs perdre son influence dans l'ensemble de la classe ouvrière et dans la petite paysannerie du Nord de l'Italie, notamment en Emilie, Toscane et Ombrie. Le parti communiste reste donc un élément d'importance majeure dans le paysage politique de l'Italie contemporaine.

De plus, ce même parti communiste italien dispose d'une *intelligenza* de grande qualité, informée des réalités, très militante et douée d'un sens politique qui apparaîtra particulièrement souple, subtil, ouvert si on met en parallèle cette *intelligenza* avec la caste dirigeante du parti communiste français qui n'a jamais réussi à briser le cadre figé de l'orthodoxie post et néostalinienne. Les précurseurs et fondateurs du commu-

nisme italien, comme Labriola au XIX^e siècle et Gramsci au XX^e, surtout ce dernier, n'ont pas peu contribué, grâce à un effort de pensée inventif et dynamique, à donner au parti communiste italien le visage attirant qu'il offre aujourd'hui aux masses et aux élites de la péninsule.

L'existence d'un tel parti auquel des électeurs restent en gros fidèles — quelles que soient les vicissitudes intérieures ou extérieures — n'est pas sans poser de graves problèmes aux autres formations politiques. C'est la question toujours posée de ses rapports avec le communisme qui met en état de crise permanente le socialisme italien — lequel vient de connaître sa troisième scission depuis 1947. C'est la peur du communisme qui explique les rumeurs sur la possibilité d'un complot militaire et d'un coup d'état des généraux. C'est l'interrogation sur l'attitude à prendre en face du fait communiste qui a provoqué de vives et sérieuses discussions au sein de la Démocratie-Chrétienne et a suscité dans bien des milieux une véritable panique devant la perspective, évoquée par quelques-uns, d'une « République conciliaire », comme on l'appelle et dans laquelle collaboreraient catholiques et communistes. Un tel climat d'anxiété et de confusion a finalement conduit à la crise du premier gouvernement Rumor en juillet 1969. Il est très significatif qu'un des leaders communistes, Amendola, ait explicitement demandé alors dans un article de l'« Unità » du 22 août dernier que le parti communiste participe au gouvernement avec toutes les forces progressistes, puisque, à l'entendre, la preuve était faite que l'Italie ne pouvait être gouvernée, ni contre ni surtout sans les communistes.

Le parti communiste, en raison de sa force, et ce

en pleine évolution vers un « socialisme à visage humain », intégrant les valeurs démocratiques, animé d'un authentique souci — peut-être nostalgique — de liberté.

Il est donc impossible de nier que le communisme italien cherche à se distinguer d'un communisme de style stalinien, politiquement rétrograde, mentalement arriéré et culturellement stérile. Mais il faut aussi prendre garde à ne pas confondre — surtout en ce temps de transition et de confusion — (et l'Italie se trouve en pleine période de transformation sociale et culturelle) l'image séduisante que le parti communiste réussit souvent à donner de lui-même au dehors et la réalité beaucoup moins plaisante de ce même parti. Certains jugements portés sur le parti communiste italien dans tels milieux chrétiens interprètent précipitamment dans un sens optimiste tout ce qu'il peut y avoir de positif dans les attitudes de ce parti et, cédant à une sorte de romantisme politique qui n'est pas sans antécédents dans l'histoire politique de l'Italie, ils risquent de se montrer insuffisamment attentifs à l'idéologie fondamentale, en dehors de laquelle le communisme cesserait d'être le communisme, d'oublier que les changements de stratégie ne signifient pas forcément un révisionnisme doctrinal et que le principe de la solidarité internationale des partis communistes, maintenue dans la dialectique du P.C.I. au même titre que celui de l'autonomie de chaque parti national, interdit toute rupture définitive et totale avec le parti et donc avec l'Etat communistes russes.

Inversement l'Etat et par conséquent le parti communiste russes ne peuvent se désintéresser de l'Italie, membre de l'OTAN, l'une des grandes démocraties de l'Occident européen, et qui occupe au surplus une position géographiquement privilégiée dans ce bassin méditerranéen sur les rivages duquel se nouent quelques-unes des crises les plus graves du moment présent. Comme il arrive souvent, les intérêts géopolitiques de la Russie, grande puissance mondiale, et les intérêts idéologiques du parti communiste soviétique se révèlent convergents et, dans le cas considéré, cette convergence constitue une lourde hypothèque dont le parti communiste italien aurait du mal à se dégager, en supposant qu'il soit capable de le vouloir profondément.

Dans un tel contexte, les questions que le monde se pose à propos du communisme italien prennent un singulier relief — et la première de ces questions est celle de savoir comment un tel phénomène en apparence paradoxal peut être possible : car ce phénomène est énigmatique tant que l'analyse n'a pas dévoilé ses racines dans l'histoire italienne d'hier et dans la sociologie italienne d'aujourd'hui.

LE CONTEXTE ITALIEN

Le paradoxe est d'autant plus éclatant qu'il se produit dans un pays où se trouve depuis bientôt deux millénaires le siège suprême de l'autorité catholique et où la tradition chrétienne fait partie de la substance spirituelle et culturelle de la nation. Paradoxe qui déborde les frontières de l'Italie, puisque ce sont en Europe occidentale les pays catholiques et latins qui paraissent offrir le terrain le plus favorable au développement du communisme — alors que lui semblent beaucoup plus réfractaires les nations anglo-saxonnes, scandinaves et même germaniques, celles là même où la Réforme protestante a connu ses plus grands succès. Renvoyons cette question à la philosophie de l'histoire et examinons seulement les causes italiennes d'un phénomène italien.

Togliatti : polycentrisme et voie nationale vers le communisme

qui ajoute à sa force, pèse d'un poids singulier dans la vie internationale. Les communistes italiens sont les premiers communistes entrés dans le Parlement européen, le gouvernement italien jouant le jeu démocratique et n'ayant pas de raisons légitimes d'exclure d'une institution démocratique les représentants d'un quart des électeurs italiens. Plus importants encore sont le prestige et le rôle du parti communiste italien dans le mouvement communiste international. En premier lieu, on l'a dit, plus haut, parce que le Parti communiste italien est le plus grand parti communiste dans le monde libre ; et surtout parce que les communistes italiens se sont faits les champions d'un communisme, tenant compte de l'expérience spécifique et des besoins propres à chaque peuple, basé sur le principe de l'autonomie de chaque parti national dans la fidélité à un internationalisme qui ne doit plus connaître d'Etat-pilote ou de parti-guide. Une telle ligne de conduite ne pouvait pas ne pas provoquer au Kremlin une profonde et durable irritation (on parle beaucoup de discussions secrètes entre les leaders des deux partis qui auraient donné lieu à d'assez durs affrontements). L'originalité du communisme italien c'est que son idéologie, apparentée à celle que Dubcek n'a pas réussi à faire triompher en Tchécoslovaquie, ou à celle dont paraît s'inspirer Ceausescu en Roumanie, rejette un centralisme soviétique de type stalinien, aussi bien qu'un nationalisme isolationniste selon le modèle titiste ou chinois.

D'où la situation difficile dans laquelle se trouve le communisme italien par rapport à la nouvelle politique dans laquelle Brejnev paraît résolu à engager le communisme international. Mais cette dialectique de l'autonomie nationale et de la solidarité internationale permet au parti communiste italien de se présenter aux masses et aux intellectuels comme un parti communiste ouvert,

D'abord l'Etat italien est relativement jeune. Cet Etat contredisant l'antérieur émiettement féodal, a été construit, malgré les résistances de la Rome pontificale dans un esprit bourgeois-libéral, si bien que les catholiques, d'une part répugnant à adhérer au fait accompli et nostalgiques de la Rome du pouvoir temporel, et d'autre part les mouvements et l'opinion de gauche, c'est-à-dire, ceci ajouté à cela, toute cette vaste part du peuple italien qui avait des préoccupations sociales ou socialistes, se sont trouvés exclus des structures proprement politiques et en état d'émigration à l'intérieur. Il a fallu attendre les lendemains de la première guerre mondiale pour qu'une bonne part des catholiques traditionnels accepte, à l'appel de don Luigi Sturzo, de mettre fin à une longue dissidence, de s'intégrer à la société politique et de reconnaître que l'Etat italien était légitimement un Etat. L'action de don Sturzo et du parti populaire a été fâcheusement interrompue par le fascisme ; d'où un retard de la démocratisation de la société italienne et une falsification du sens de l'Etat dont les conséquences ne peuvent être effacées en une génération — même si la formule de don Sturzo reprise et adaptée à une conjoncture historique nouvelle par Alcide de Gasperi a connu un extraordinaire succès après la deuxième guerre mondiale et l'écrasement du fascisme. De toutes manières, socialistes et communistes restaient en dehors des responsabilités gouvernementales, continuaient à se trouver en situation d'opposition à l'Etat et ils avaient une base populaire solide dans la masse des petits paysans, des métayers, des ouvriers que les plus grandes divergences économiques et sociales opposaient également à la classe bourgeoise et industrielle.

En outre, des zones importantes de l'Italie du Sud et notamment le fameux « mezzo-giorno » se trouvaient dans une situation tant socio-économique que culturelle qui n'était pas sans rappeler l'Europe d'avant la première révolution industrielle. L'Italie restait aussi, pour une grande partie, dans les régions du centre un pays agricole qu'on peut dire partiellement sous-développé : analphabétisme, retards du logement, insuffisances de la scolarisation, etc. Situation aisée à exploiter par le communisme.

Il ne faut pas oublier que la mémoire historique jouait ici dans le même sens que la pression des conditions sociales et économiques. De grandes parties de l'Italie ont été pendant des siècles soumises à diverses dominations étrangères — parmi lesquelles l'autrichienne paraît avoir laissé les plus mauvais souvenirs. Si bien que les masses populaires se sont habituées, par un réflexe ancestral de résistance, à voir dans l'Etat en tant que tel l'ennemi ou pour employer un terme philosophique le « tout-autre » avec lequel toute identification était impossible. Un tel état d'esprit, profondément enraciné, survit aux causes qui l'ont fait naître, d'autant plus que lorsque l'Etat est devenu un Etat national, il était loin d'être véritablement démocratique : en 1900, 3 % des Italiens seulement avaient le droit de vote, et sous le fascisme, le vote était la comédie que l'on sait.

Enfin, ce qu'on a appelé « le miracle italien » n'a pas accéléré autant qu'on pourrait le penser l'évolution de l'Italie dans le sens d'un progrès démocratique et social. Certes depuis 1958, l'économie italienne s'est développée d'extraordinaire manière. Mais, et c'est une loi qui vaut pour l'ensemble du marché commun, le progrès d'une intégration économique européenne favorisait tout d'abord les régions les plus développées économiquement — la Calabre ou la Sicile ne pouvant en profiter que

sur un rythme beaucoup plus lent, de sorte que la distance entre le Nord et le Sud, les zones industrielles et les régions montagneuses tendait à s'accroître. La migration vers le nord, effet de cette divergence, n'a fait que la rendre plus visible : un ouvrier sicilien qui avait accepté comme fatale une situation séculaire de misère, une fois émigré à Milan, se trouvait, même avec un salaire plus élevé, exclu d'un bien-être qu'il avait sous les yeux et qu'il ne se sentait pas incapable d'atteindre. Cet « effet de démonstration » que les sociologues connaissent fort bien, provoque un sentiment de frustration psychologique, de désintégration sociale, bref d'aliénation, qui paraît vérifier, mais dans les limites d'une conjoncture, les analyses marxistes du capitalisme : toutes conditions favorables à la propagande communiste.

Au total, les transformations accélérées d'une société qui devient de moins en moins agricole et de plus en plus industrielle, les premiers indices d'une société de consommateurs dont un grand nombre de candidats consommateurs est encore exclu, l'urbanisation croissante, les mouvements de migration intérieure, la contestation des jeunes, les expériences faites à l'étranger par les ouvriers italiens, la participation des socialistes à la direction du pays, tout cela a accéléré le processus d'une prise de conscience politique et sociale singulièrement aiguë. Ainsi alertées, les masses ouvrières demandent avec insistance des réformes de structures que l'Etat ne saurait réaliser au rythme exigé, d'autant plus que le parti communiste presse ces masses et plus particulièrement les jeunes d'accroître cette exigence. Prise de conscience d'une crise dans les milieux défavorisés ne signifie pas que la conscience de tous les protestataires soit doctrinalement formée et que le quart du corps électoral italien adhère, en pleine connaissance de cause, à l'idéologie marxiste-léniniste. En réalité, le parti mobilise toutes les puissances de mécontentement et de contestation qui s'en prennent à l'Etat (« il governo-ladro », le gouvernement voleur), ou à l'archaïsme et à la corruption de l'administration. Ainsi nombre de petits bourgeois, de commerçants, d'instituteurs, de petits paysans votent communiste sans être véritablement communistes. De même le parti a la sympathie d'une large couche d'intellectuels, écrivains, metteurs en scène, acteurs, publicistes qui, eux, savent pourquoi ils ne sont pas des communistes pratiquants mais qui veulent être considérés comme de véritables « compagnons de route », tels Alberto Moravia, Pier Paolo Pasolini, Carlo Levi, etc.

Dans une telle situation et disposant d'une masse aussi peu homogène, les communistes italiens comprennent bien qu'ils ne peuvent pas engager une action véritablement révolutionnaire et que leur clientèle est surtout mobilisable pour des manifestations, des démonstrations publiques — d'autant plus que si l'électorat communiste se maintient à peu près, le nombre des membres inscrits au parti tend à diminuer sensiblement ; la position du parti dans les entreprises, les usines, est franchement mauvaise ; dans ces milieux, les femmes et les jeunes, même s'ils continuent à voter communiste, perdent confiance dans le parti. Pour toutes ces raisons le fer de lance révolutionnaire du parti communiste italien ne peut qu'aller s'émaillant.

COMMUNITES DIALECTIQUES

Telles sont les conditions nationales italiennes qui ont conduit le P.C.I. à une formule de communisme, originale, spécifique. Déjà Antonio Gramsci partant de la

vains et des savants en U.R.S.S., se prononcent pour la liberté de la création culturelle et de la recherche scientifique ; ils critiquent la construction du mur de Berlin, le conflit avec la Chine ; ils avancent que, si le communisme de type soviétique avait permis au peuple russe de réaliser un immense progrès par rapport à son passé tzariste, l'Italie requiert l'élaboration d'une autre sorte de communisme, en accord avec les conditions sociales et historiques propres au peuple italien. Les communistes italiens étaient les premiers parmi les communistes à reconnaître certains avantages à l'intégration européenne, et ils s'efforçaient de convaincre les communistes français de reprendre la politique du front populaire et de la collaboration avec les socialistes, le communisme ne pouvant, en Europe occidentale, arriver au pouvoir sans alliés.

La question est de savoir si ce néo-communisme est le résultat d'une véritable conversion démocratique ou s'il n'est que stratégie et façade. Un certain nombre de considérations inclinent au pessimisme. L'attitude et les textes de Togliatti restent toujours équivoques. Apôtre du « polycentrisme » dans le mouvement communiste international, Togliatti n'a guère pratiqué ce polycentrisme au-dedans de son propre parti, un recours au fameux « centralisme démocratique » coupant brutalement court à toute tentative de pluralisme. Dans le fameux testament politique de Yalta, écrit en 1964, le vieux leader, arrivé aux portes de la mort, conjure ses amis de renoncer à un athéisme dogmatiquement intolérant et philosophiquement anachronique, il les invite à pratiquer avec les catholiques un dialogue ouvert « sans hypocrisie », mais, ajoute-t-il, parce que c'est le seul moyen d'arriver un jour à dissoudre le sentiment religieux. Formule révélatrice et qui montre bien la permanence des buts fondamentaux du communisme. Et enfin, chaque fois que le P.C.I. a été confronté avec une situation de politique internationale, éprouvante pour ses thèses, il s'est bien gardé d'aller jusqu'au bout de son neuf libéralisme rétrogradant visiblement vers le dogmatisme antérieur ou camouflant ce repli significatif sous des fumées dialectiques.

Togliatti, par exemple, n'a jamais condamné formellement l'intervention soviétique en Hongrie, à tel point que les socialistes italiens rompirent alors, en 1957, leur communauté d'action avec les communistes, née dans la résistance, et qui n'avait plus de sens pour les uns dès lors que pour les autres la démocratie et la liberté cessaient d'être les bases du socialisme. L'intervention en Tchécoslovaquie des cinq Etats du pacte de Varsovie fut un rude coup pour les thèses du P.C.I. Restés isolés dans l'opposition après, en 1962, la relance de la politique de centre-gauche, l'entrée au gouvernement du parti socialiste de Nenni en 1964 et, en 1966, la réunification des socialistes, les communistes n'avaient pas désespéré de convaincre toutes les forces de gauche de la sincérité de leur volonté démocratique ; ils se proclamaient d'accord avec Dubcek, et saluaient dans le nouveau cours en Tchécoslovaquie l'avènement d'un « socialisme à visage humain », consonant avec leurs propres thèses. D'où leur très vive réaction contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, et lorsque Brejnev, pour justifier celle-ci, avant la nouvelle théorie de « la souveraineté limitée », le journal officiel du parti, l'« Unità » de Rome, publia un article en première page sous le titre : « Thèses inacceptables ». Cette position, d'abord défendue par les communistes italiens contre toutes les forces de pression dont peut user le Kremlin, est allée ensuite s'affaissant et s'affaissant.

Longo : l'accent mis sur l'internationalisme prolétarien

thèse que « la vérité est révolutionnaire », avait dans sa prison mis en garde ses amis contre les dangers du système stalinien et les avait avertis que, l'Italie étant l'Italie, le communisme ne pouvait y être réalisé qu'avec la coopération des catholiques.

Au contraire, Togliatti et ses collaborateurs se montraient beaucoup plus opportunistes. Un historien communiste, Paolo Spriano, dans le deuxième volume de sa grande histoire du parti communiste dans la clandestinité, reproche avec la dernière vigueur à Togliatti de s'être conduit en inconditionnel de Staline et, contredisant Gramsci, le grand leader communiste Pajetta a pu déclarer en plein parlement que pour lui la révolution se place au-dessus de la vérité. Et il est vrai que Togliatti, vice-secrétaire général du Komintern, notamment au moment de la guerre civile espagnole, n'a été qu'un fidèle exécutant de la politique de Staline, et il n'a jamais expliqué son silence pendant la période de la grande persécution stalinienne dont des milliers de réfugiés communistes italiens réfugiés en U.R.S.S. devaient être les victimes innocentes.

Le grand revirement n'est survenu qu'après la mort de Staline. Ce même Togliatti propose alors les formules de « la voie parlementaire vers le pouvoir », de « la voie nationale vers le communisme » et il invente le terme de « polycentrisme » pour signifier la thèse de l'autonomie et de la souveraineté de chaque parti dans le mouvement communiste international. En même temps, Togliatti, devenu disciple de Gramsci, cherche à convaincre les « catholiques progressistes » qu'est possible, menée en dehors des cadres de la « Démocratie Chrétienne » et des organisations catholiques comme telles, une action commune avec les communistes pour la justice sociale et la liberté. Le P.C.I. se présente alors comme un parti tout à fait différent d'un parti stalinien, conformiste et dogmatique. Les communistes italiens, dans les discussions sur la condition des écri-

D'abord le Parti communiste italien ne cessait de proclamer que ses réserves critiques à l'égard de la politique de l'U.R.S.S. n'étaient nullement incompatibles avec sa fidélité inébranlable à l'unité du mouvement communiste international. Certes, le même P.C.I. continuait à défendre le principe de l'indépendance et de chaque parti, et de chaque pays communistes, rejetant l'idée qu'un seul pays puisse diriger le mouvement communiste international ; mais le ton y est de moins en moins et la conviction faiblit. A la conférence internationale de Moscou, les communistes italiens tentent de faire partager leur point de vue (qui coïncidait avec celui des Roumains) aux communistes français : mais ceux-ci, exemple détestable, avaient déjà renoncé à leur courage initial. Se rendant compte sans doute de la volonté inébranlable du Kremlin de revenir à une politique néo-stalinienne centraliste et fatale à tout polycentrisme, le P.C.I. faisait marche arrière. Dès lors, un an après l'invasion de la Tchécoslovaquie, et au moment de la phase finale de la suppression d'un peuple et de la mise au pas d'un parti qui s'était voulu autonome, le secrétaire général du P.C.I., Luigi Longo, publiait dans l'« Unità » un long article qui met l'accent sur l'internationalisme prolétarien et qui ne rappelle la doctrine de l'autonomie et ne critique la théorie de Brejnev qu'avec une prudence embarrassée qui n'est que le reflet d'une insurmontable ambiguïté doctrinale.

HERETIQUES, MAIS SOLIDAIRES

Nous pouvons donc conclure : les communistes italiens sont obligés, par leur isolement politique et la stratégie à laquelle les contraint la situation italienne, à affirmer pour l'usage interne leur esprit démocratique, leur offre de coopération avec toutes les forces progressistes, socialistes et chrétiennes, en vue de la construction d'une société qu'ils n'hésitent pas à dire « pluraliste ». Et comment ne pas constater que l'ambiguïté doctrinale à laquelle est condamnée le P.C.I. tient à l'ambiguïté de ses rapports avec le Kremlin au moins autant que son embarras devant une société qui malgré tous les tumultes visibles ne comporte pas de situation vraiment révolutionnaire ? En face du Kremlin, le P.C.I. est à la fois trop et pas assez avancé. Les intellectuels du parti en viennent d'aventure à des positions proches de l'hérésie. Ainsi le nouveau vice-secrétaire du parti,

et probablement le futur successeur de Longo, Enrico Berlinguer, souligne dans un discours au congrès de Bologne, en janvier dernier, ce qu'il appelait l'« historicité » du socialisme et du marxisme lui-même. Ce qui signifie que socialisme et marxisme doivent selon la diversité des conditions historiques prendre eux aussi des figures diverses (le socialisme ne saurait être proposé et appliqué de la même manière à un pays féodal, agricole, politiquement arriéré comme la Russie d'avant 1917 et à la Tchécoslovaquie ou à l'Italie qui ont une expérience démocratique et d'autres traditions culturelles). On reconnaît dans ces thèses (plus hardies même que ne le pensent leurs défenseurs, car si le marxisme aussi est dans l'histoire comment pourrait-il permettre de juger le tout de l'histoire ?), exactement la philosophie politique que Roger Garaudy s'efforce d'accréditer en France et qui lui vaut tant de difficultés avec son parti. Mais si la corde a été allongée, permettant parfois d'indécents gambades doctrinales, la corde reste la corde, et chaque fois que les communistes italiens affirment leur attachement à la solidarité des partis communistes, ils s'aperçoivent que cette solidarité a son centre et son nœud à Moscou. Et l'ambiguïté devient contradiction. Si les communistes italiens peuvent se permettre une certaine liberté à l'intérieur du monde communiste, c'est qu'ils sont protégés d'une réprobation efficace de la part du Kremlin par le système occidental. Mais ils savent maintenant que Moscou n'oublie rien et n'excuse rien. « Le visage humain du socialisme », l'indépendance d'un communisme national que les Yougoslaves ont réussi à imposer en 1949, que les Hongrois en 1956 et les Tchèques en 1968 ont cru un bref moment possible, autant d'hérésies et de défis inacceptables par le parti communiste et l'Etat soviétique. Les communistes italiens n'osent plus maintenant se prononcer publiquement et nettement contre un type d'idéologie et un système politique qu'ils devraient, s'ils étaient vraiment convertis à la démocratie, répudier sans complaisance équivoque. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les partis démocratiques italiens, et on peut compter parmi eux les deux partis socialistes, tendent à juger actuellement impossible une collaboration gouvernementale avec les communistes : comment en effet confier, en toute tranquillité de conscience, l'avenir d'une démocratie à des démocrates si conditionnels ?

K. J. HAHN ■

La France et son industrie :

un examen de conscience et un programme

par Jean Flassans

LE gouvernement vient de rendre public après dix-huit mois d'un inexplicable silence, le rapport du groupe d'experts du Comité de Développement Industriel (1) dit rapport « Montjoie-Ortoli » créé en avril 1966 pour suivre l'exécution du V^e Plan dans le secteur privé.

Faisant écho à un grand nombre d'ouvrages critiques sur la situation française, le rapport confirme la sévérité d'un diagnostic maintenant à peu près accepté ; mais l'intérêt du rapport consiste ensuite et surtout dans la prise de position à caractère doctrinal qui y est exprimée et dans l'énoncé des principes de ce que devrait être une politique industrielle pour notre pays.

● UN DIAGNOSTIC SEVERE

Fondé sur des travaux préliminaires qui n'ont pas été publiés, mais visaient à la fois à analyser les forces et les faiblesses de l'industrie française et à formuler des politiques précises et concertées entre l'Etat et les entreprises dans quelques secteurs, comme la chimie d'Etat, le gros matériel électromécanique, la machine-outil, la construction navale, sur le modèle du Plan Calcul négocié par M. Ortoli, alors Commissaire Général du Plan, et premier rapporteur général du Comité de Développement Industriel, le rapport retient et résume de manière frappante les six grandes faiblesses de notre industrie.

1^o — « Le poids industriel de la France est trop faible » : il ne s'agit certes pas de souhaiter voir la France employer davantage de monde dans le secteur industriel à une époque où les progrès de productivité dans ce secteur tendent à faire refluer la main-d'œuvre vers le secteur « tertiaire » (distribution et services) dans la plupart des pays industrialisés. Le constat se

fonde sur deux chiffres : la contribution de l'industrie à la production intérieure brute est inférieure en France (47,5 %) à ce qu'elle est en Grande-Bretagne (48,6 %) et en Allemagne (52,6 %) mais supérieure à celle que l'on constate aux Etats-Unis (39,6 %) et au Japon (39,7 %). Compte tenu des privilèges fiscaux dont profitent non seulement une agriculture exceptionnellement importante parmi les pays industriels mais aussi une distribution et un secteur de services très dispersés et largement artisanaux, la « base active » du prélèvement que la collectivité effectue pour financer les charges est proportionnellement encore plus réduite en France que ne l'indiquent ces pourcentages et cela handicape, d'autant, en raison du poids des charges collectives, la compétitivité de nos industries. Elle l'est d'autant plus qu'en valeur absolue la production industrielle est très inférieure à ce qu'elle est dans des pays industriels de population comparable. Le tableau suivant extrait du rapport est sans doute un des plus éloquentes dans sa simplicité : il explique largement « le cercle vicieux » dans lequel nous sommes enfermés :

1965	France	Allemagne	Gde-Bretagne	Italie	Japon	Etats-Unis
Population totale	100	121	112	105	200	395
Produit national brut ..	100	119	105	60	89	735
Production industrielle	100	141	112	49	75	654
Industries mécaniques et électriques (2) ..	100	178	159	41	188	1.230

Rapport du C.D.I.

(1) Commissariat général du Plan. Le Développement Industriel. Rapport du groupe d'experts, Comité de Développement Industriel. La Documentation Française.

(2) C'est-à-dire une partie essentielle des industries de biens d'équipement ou de consommation « avancée ».

l'industrie se développe peu parce qu'elle est peu compétitive, mais elle est peu compétitive parce que peu développée.

2° — Les raisons de ces insuffisances sont maintenant bien connues, ce sont :

— l'insuffisante dimension des entreprises françaises : le V^e Plan avait déjà mis l'accent sur cette faiblesse, d'ailleurs souvent mal interprétée : il ne s'agissait pas, pas plus que dans le rapport du C.D.I., de souhaiter un degré de concentration plus élevé de l'ensemble de notre industrie, mais de remédier à l'absence, dans cette industrie, des indispensables « locomotives » de l'exportation et donc de la production et de la recherche, que sont les grandes firmes. En 1966, la France n'avait que trois entreprises dont le chiffre d'affaires consolidé fût supérieur à 1 milliard de dollars, sur 29 pour l'ensemble de l'Europe et face à 80 aux Etats-Unis ;

— l'insuffisance de la recherche, surtout de la recherche de développement effectuée dans les laboratoires d'entreprises ;

— le traditionalisme et l'empirisme de nos méthodes de gestion. Venant après les ouvrages d'Octave Gélinier ou de Pierre de Lannurien (« Cent ans de retard »), la constatation confirme l'impression qu'à défaut d'un véritable « écart technologique » nous souffrons d'un indubitable « écart de management » avec nos principaux concurrents. A cet égard, l'analyse très précise et sans pitié que viennent de publier deux spécialistes américains (3) est d'un extrême intérêt : les principaux défauts tiennent assez largement à ce qu'ils appellent le « biais technique », c'est-à-dire au fait que les entreprises sont dirigées par des techniciens et ingénieurs — excellents dans leur spécialité — mais qui n'ont pas fait l'indispensable conversion vers les problèmes de gestion et de distribution — et à l'inexistence d'une véritable planification d'entreprise qui apparaît de plus en plus comme la condition de la survie à terme de l'entreprise ;

— la faiblesse de nos exportations industrielles et notamment la faible part qu'y tiennent les productions à haute valeur ajoutée par comparaison avec nos compétiteurs. Nous avons une structure d'exportation de pays à demi-industrialisé et la progression brillante de nos exportations agricoles n'est que le reflet de l'effort coûteux de subvention que la nation (avec l'aide de plus en plus réticente des contribuables du marché commun) consent à notre agriculture.

3° — L'ensemble de ces faiblesses se traduit au niveau du compte d'exploitation global de l'industrie par une marge bénéficiaire inférieure à celle de ses compétiteurs, incapable d'assurer le financement de l'effort considérable d'investissement qu'exigerait l'accès à un niveau d'industrialisation et de productivité susceptible de nous hisser à un niveau de compétitivité satisfaisant. Il en résulte soit un freinage des investissements, soit une tendance à l'endettement qui grève les coûts de charges financières proportionnelles, et entrave, encore, notre compétitivité externe (l'endettement à terme ramené au « cash-flow », c'est-à-dire à l'ensemble des amortissements plus le bénéfice net, est

à l'indice 4,67 en France contre 2,44 en Allemagne et 1,50 aux Etats-Unis).

Cette analyse est unilatérale et demanderait à être nuancée. Les études de rentabilité publiées dans la presse montrent que, notamment parmi les entreprises moyennes, l'industrie française a aussi des « champions » en Europe. Cette constatation tendrait peut-être à une pondération des handicaps de notre industrie, parmi lesquels les méfaits d'un environnement inadapté (insuffisance des infrastructures, « charges publiques » ou « action tentaculaire de l'Etat ») qui sont réels, céderaient dans bien des cas le pas à l'ignorance des règles éprouvées de la gestion.

D'autre part, les constatations faites sur la tendance relative à la baisse du taux d'autofinancement des entreprises non agricoles en France doivent être faites avec réserve. Des études faites sur les bilans des 400 plus grandes entreprises françaises semblent montrer que le taux d'autofinancement aurait beaucoup moins reculé qu'il n'apparaît sur les statistiques utilisées par le C.D.I. (et qui étaient fondées sur les séries de comptabilité nationale calculées en « base 1959 » par l'I.N.S.E.E. ; on sait que l'introduction de séries en « base 1962 » a montré que l'on avait jusqu'à présent sous-estimé l'autofinancement). On retrouvera plus loin la question de fond concernant l'autofinancement.

Mais surtout le diagnostic fait dans le rapport « glisse » prudemment sur un certain nombre de handicaps qui tiennent à la politique industrielle suivie dans le passé. La critique n'en transparait que d'une manière feutrée à travers l'énoncé de ce que devrait être désormais le rôle de l'Etat. Ces faiblesses ne tiennent pourtant pas toutes aux seuls effets de choix effectués depuis 1958... Elles tiennent d'abord à une série de choix de politique économique échelonnés, à l'occasion desquels le sens de l'arbitrage a été presque toujours, bien qu'implicitement, bien entendu, peu favorable à l'industrie : il est banal de le rappeler, de Méline aux « Quarante Heures », et, plus grave, aux options prises pour la politique agricole dans le Marché Commun. Ceci n'a pas peu contribué au maintien d'une mentalité pré-industrielle. C'est surtout depuis la décision d'ouverture des frontières et d'acceptation du principe de la compétition que les orientations prises ont eu des effets parfois « pervers » sur notre développement industriel.

On citera à cet égard (4) les handicaps qu'ont représentés :

— les retards pris dans le développement des infrastructures productives, notamment en matière de communications et de télécommunications, où les programmes pourtant trop modestes des IV et V^e Plans ont été sacrifiés à des impératifs de stabilisation et où même leur réalisation financière voit son efficacité réduite par la basse productivité qu'entretiennent des structures administratives inadaptées (le téléphone...),

— les retards pris également dans le développement de la formation professionnelle et de l'enseignement technique,

— l'allocation prioritaire de ressources publiques au maintien prolongé d'activités en déclin (charbonnages) sans que soient engagées de réelles politiques de conver-

(3) John Mac Arthur et Bruce R. Scott, *Industrial Planning in France*, Division de Recherche, Graduate School of Business Administration, Boston 1969.

(4) « Le Défi américain » de Jean-Jacques Servan-Schreiber et « l'Impératif industriel » de Lionel Stoléru.

sion ; ou au développement de secteurs de pointe dont les exigences techniques se situent à un niveau trop avancé par rapport aux capacités d'absorption des technologies avancées par un « tissu industriel » de qualité moyenne : programmes nucléaires fondés sur des filières ruineuses et à l'efficacité incertaine. Le rapport de la commission « PEON » est formel à cet égard et il serait intéressant de pouvoir lire le rapport non publié, remis par le Commissaire du Plan, M. Montjoie, au gouvernement — en février dernier — et dont la presse a fait état à l'époque ;

— les insuffisances ou les erreurs commises dans la conception ou la conduite des opérations de coopération européenne : lenteurs de l'élaboration d'un cadre juridique et fiscal pour les restructurations européennes (le droit des sociétés, la législation sur les brevets sont en panne...), échecs de la coopération en matière nucléaire et en général dans l'énergie, risques d'échec en matière spatiale (pas toujours imputables à la France, certes), lancement en coopération avec la Grande-Bretagne de programmes aéronautiques mal étudiés, au marché incertain et dont le coût absorbe une part excessive de nos possibilités financières au détriment de programmes infiniment plus rentables commercialement (du type moyen-courrier, Airbus...) et dans des conditions de partage des tâches qui nous amènent à sacrifier trop souvent les possibilités d'une industrie des moteurs plus prometteuse à long terme que celle des cellules...

Ajoutons à cette liste le risque (souvent matérialisé) d'incohérence dans l'action administrative que souligne le rapport (5) à plusieurs occasions, et l'on aura un tableau assez inquiétant — non pas tant d'un réquisitoire politique car les responsabilités sont diverses — mais des efforts à faire dans un délai très bref.

● DES PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Ce qui frappe dans le rapport du Comité de Développement Industriel, c'est la netteté d'une prise de position doctrinale et l'ambition d'une politique industrielle intégrée et cohérente qui jusqu'à présent a manqué à notre pays.

La netteté de la prise de position générale est frappante. L'urgence impose l'adoption d'une doctrine poussant à fond la logique du marché concurrentiel et dont puissent être déduits des principes d'action.

(5) Par exemple, p. 59. Le foisonnement des interventions de l'Etat dans les domaines autres qu'industriels (emploi, agriculture, politique étrangère) risque « non seulement de concourir à des objectifs industriels que l'on n'a pas choisis, mais même de ne concourir à aucun objectif industriel dans la mesure où la cohérence entre ces mesures n'est pas garantie ». Le rapport signale au passage un type d'incohérence : celui qu'il y eut par exemple à accorder pour des raisons de politique agricole un taux de T.V.A. privilégié aux engrais au risque d'accroître les difficultés d'investissement du secteur chimique, à cause de la règle du butoir, et de jouer sélectivement à l'encontre de la politique industrielle retenue pour ce secteur. On peut y ajouter la contradiction à accorder des primes de décentralisation proportionnelles au nombre d'emplois créés au risque de freiner l'incitation à la productivité...

La politique industrielle est définie non pas *in abstracto* mais par son objectif à moyen terme : « promouvoir durablement un développement aussi élevé et régulier que possible de l'activité industrielle en mettant en œuvre, de la manière la plus efficace les divers facteurs de production disponibles ».

L'urgence est affirmée d'une manière frappante : « accorder la primauté au développement industriel pour *survivre* dans la compétition internationale, c'est donner une dimension nouvelle à la politique générale de l'Etat : la politique industrielle » (p. 48). En effet, le rapport se situe dans une perspective clairement datée : il s'agit de préparer notre économie à tirer parti de la décision d'ouverture prise par notre pays, de l'adoption du Traité de Rome à la signature des accords du « Kennedy Round », et d'établir les orientations d'une politique industrielle dont la mise en forme détaillée est explicitement confiée aux instances de préparation du VI^e Plan pour la période 1970-75.

L'urgence explique la netteté d'une option, parfois exprimée sans nuances, qui a rarement été affirmée de cette sorte dans un document officiel.

La phrase-clé est la suivante : « Tout en restant dans une certaine mesure partagés sur le problème du rôle de l'Etat dans la vie économique, les membres du groupe ont souligné que le fonctionnement de notre économie industrielle devait être avant tout établi *par référence aux lois d'un marché concurrentiel*, ce choix, quant à la doctrine, nous était d'ailleurs pratiquement imposé, avec des exigences accrues par l'ouverture croissante de notre économie vers l'extérieur. »

Il ne s'agit donc pas d'une option idéologique, mais de l'affirmation d'un principe d'efficacité valable dans l'immédiat.

Le profit.

De ce principe découle la réaffirmation des « exigences d'une société industrielle » que sont la reconnaissance du profit d'entreprise comme motivation créatrice pour l'entreprise, non seulement pour les responsables mais à tous les niveaux de l'établissement, et dans toutes les catégories sociales, la modernisation des moyens et de la gestion, le renforcement des structures industrielles professionnelles, et l'existence d'un environnement favorable. C'est évidemment la première exigence qui est fondamentale. Le profit est défini comme « l'élément décisif d'incitation des entreprises au dynamisme et à l'efficacité, instrument de mesure de leurs résultats et condition de leur développement ultérieur... (en ce qu'il) conditionne non seulement l'autofinancement mais encore l'accès aux autres sources de capitaux nécessaires au développement du marché financier en particulier. » Primauté « technique » du profit qu'éclaire la distinction faite dans le corps du rapport entre le profit « récompense de l'esprit d'entreprise et qui joue un rôle moteur dans le développement industriel, et les « profiteurs » qui réalisent des gains immérités en jouant sur l'inflation, les rentes de rareté ou les ententes qui réduisent la concurrence... ».

Au niveau de la politique industrielle, c'est-à-dire de l'attitude de l'Etat vis-à-vis du développement industriel, l'objectif est d'exploiter les forces et de compenser les

« faiblesses » du marché. Trois types d'actions composent cette politique industrielle : la plus fondamentale vise à réaliser ou maintenir un environnement favorable au développement industriel, et il en découle un nombre au total assez impressionnant de responsabilités dont il est demandé à l'Etat de les exercer non plus séparément mais en fonction de leurs incidences sur le fonctionnement du marché : régularité de la conjoncture, information sur l'évolution future, infrastructures productives et de formation adaptées, simplification du cadre législatif et réglementaire et affichage d'une « règle du jeu » connue de tous, modes de passation des commandes publiques et adaptation des règles communautaires dans le Marché Commun.

Une seconde orientation tient aux modalités du comportement de l'Etat industriel ; où on y retrouve assez largement l'écho des recommandations du Comité des entreprises publiques, créé à la même époque que le Comité de Développement Industriel pour suivre l'exécution du V^e Plan (6). Les limites du secteur public (nationalisé ou mixte) ne doivent pas être dictées par d'autres critères que celui de l'efficacité auquel est subordonné tout engagement ou dégageant de l'Etat ; en particulier « l'idée que l'Etat pourrait être conduit à se désengager de certains secteurs n'est pas à exclure *a priori* (non plus que celle d'une intervention accrue) si l'on en juge par l'exemple d'autres pays où certains services considérés en France comme publics sont confiés à des entreprises privées, sous réserve, d'ailleurs, de certaines obligations... » notamment grâce à la rénovation du cadre juridique de la concession. En tout état de cause, le « secteur public doit être soumis à une gestion industrielle » et le rapport reprend l'idée du « rapport Nora » selon laquelle « la vocation essentielle des entreprises publiques est de satisfaire le marché au moindre coût pour elles et pour la collectivité ».

Enfin, troisième orientation, qui constitue une tentative originale, la première sans doute dans un document officiel publié, les critères que doivent respecter les interventions sélectives de l'Etat, c'est-à-dire les actions publiques d'aide ou d'incitation à un certain type de comportement des entreprises (recherche, décentralisation, etc.), d'un secteur ou d'une branche d'activité ou d'une entreprise particulière. Une fois posé le principe que « la politique industrielle de l'Etat doit en premier lieu s'abstenir de toute intervention spécifique toutes les fois où la seule existence d'un environnement économique neutre suffit à garantir le fonctionnement correct du marché pour le présent et l'avenir » (p. 58), les experts affirment que la politique industrielle est amenée à intervenir sélectivement dans les secteurs où le fonctionnement du marché se révèle, soit incompatible avec d'autres impératifs nationaux, auquel cas des risques d'incohérence se font jour, soit inefficace pour orienter le choix des entreprises.

Dans le premier cas, la conduite d'une politique économique rationnelle appelle, soit la mise en œuvre de mécanismes d'arbitrages au niveau de l'Etat entre objectifs industriels et objectifs extra-industriels (agricoles, sociaux, de défense...) sur lesquels le rapport ne

s'étend pas, mais qui paraissent ressortir du domaine du contrôle permanent de l'exécution des plans qui ont posé les critères de tels arbitrages, soit la mise en œuvre de mécanismes assurant la cohérence interne des actions de politique industrielle (primes, prêts, aides à la recherche, marchés publics...). Le rapport est muet sur les conséquences qu'il tire de cette nécessité constatée. Peut-être la création d'un grand ministère de Développement Industriel et de la Recherche Scientifique constitue-t-elle un premier pas, timide, dans cette voie qui devrait ouvrir sur une coordination beaucoup plus vaste, à vrai dire interministérielle, intéressant les administrations responsables et actives (Finances, Armées, Commission des Marchés, Délégation à l'Aménagement du Territoire, Postes et Télécommunications, etc...) et des organismes semi-publics comme le Crédit National ou même des banques nationalisées, que leur quasi autonomie amène à faire de la politique industrielle de manière dispersée et parfois contradictoire.

Des jalons pour une stratégie industrielle.

L'inefficacité du marché justifie des interventions sectorielles dont les critères constituent les premiers éléments de ce que pourrait être une « stratégie industrielle », axée sur deux volets :

— la politique de branche (ou de secteur) guide les interventions à l'intérieur d'une même branche ou secteur selon les caractéristiques propres à chacun d'eux : les experts recommandent d'une manière très nouvelle, entre autres choses, que soient favorisées les entreprises qui sont en avance et réussissent, au lieu des « canards boiteux », et encouragées les activités de sous-traitance ;

— la politique de « choix entre branches » en fonction de critères de choix intersectoriels. Le rapport conclut à la difficulté que revêtirait l'application systématique à l'ensemble de l'éventail industriel des critères actuellement utilisables (7) mais sélectionne quelques-uns de ces critères comme susceptibles de constituer des moyens de vérification complémentaires à l'utilisation de deux critères centraux, celui de la « recherche de compétitivité sur des marchés en expansion, présente ou potentielle » corrigé par celui de la « capacité d'emploi à long terme ». Cette méthode qui paraît ouvrir sur des possibilités futures assez riches à condition que d'importants investissements en recherche soient effectués sur les conditions de la croissance des différentes branches industrielles, permet au Comité de dégager quelques orientations sectorielles prioritaires : révision, dans un sens plus proche de l'utilisation industrielle, de la politique suivie dans les secteurs d'intervention publique massive (l'atome, l'espace, l'informatique, l'aéronautique), industries de biens d'équipement, industries de la construction, développement des recherches sur les techniques de base (nucléaire, traitement de l'information, métallurgiques et mécaniques, chimiques, de construction)...

★ ★

(7) Il s'agit de critères quantifiables reflétant « l'importance militaire » de la branche, sa « noblesse » (liée à son niveau de technicité), ses « perspectives de développement et son « volume » dans la valeur ajoutée de l'ensemble. Ces critères sont déjà utilisés couramment au Ministère des Armées pour sélectionner les projets de recherche.

(6) Groupe de travail du Comité interministériel des entreprises publiques. Rapport sur les entreprises publiques - avril 1967. « La Documentation française ». Le rapporteur général du Comité était M. NORA.

Dans l'esprit des rédacteurs eux-mêmes, ce rapport, tel qu'il est présenté, est plus une préface à la préparation du VI^e Plan qu'un manuel de politique industrielle.

Des incertitudes subsistent tant sur les conséquences qui résultent de l'introduction de la notion de politique industrielle sur l'adaptation des structures gouvernementales et administratives, que sur le degré de finesse des critères d'intervention publique dont on sent à travers le rapport qu'ils requièrent des études plus approfondies et la tenue de « tableaux de bord » qu'aucune administration, sans doute même pas le Plan, ne détient actuellement sous la forme requise (ces études sont d'ailleurs demandées dans le rapport lui-même).

Il reste que, sur le plan de la conception de la politique économique, le rapport apporte quelque chose de fondamental et de nouveau, qui tient à ce que la politique industrielle ne doit plus être une politique de l'acier, de l'atome ou de la chaussure... ni une politique de l'investissement, de la recherche, de la conjoncture, ... mais le terme de référence commun à ces politiques ; de même la politique industrielle n'est pas simplement une politique dont les actions visent expressément les seules activités industrielles, mais fournit le terme de référence en fonction duquel doivent être mesurées les incidences d'actions répondant à d'autres objectifs que le développement de la production, et arbitrés les choix de la politique tout court.

Si le rapport est très net dans ses choix, il reste aussi à le compléter, peut-être aussi à le nuancer : l'option pour le profit, si elle a un caractère nettement technique (« que les entreprises soient « profitables » et le reste en sera ensuite facilité »), risque de provoquer des malentendus. Les objectifs de la politique économique autres qu'industriels apparaissent en ton mineur, et l'option pour la primauté du profit risque d'apparaître à certains plus que simplement tactique. L'emploi, la réussite de la mutation, les solidarités internes et internationales, l'épanouissement des personnes et des communautés, la construction d'une nouvelle société sont des objectifs dont il ne faut pas oublier que le développement de notre base industrielle est seulement un moyen aussi fondamental et nécessaire, au sens fort du terme soit-il.

Il importe donc que ces orientations soient non seulement prolongées sur le plan administratif et technique, mais également largement décantées et situées, relativisées sans doute, dans un cadre qui en assure la bonne compréhension par l'ensemble des agents économiques. La création d'une grande Commission de l'Industrie pour la préparation du VI^e Plan auquel renvoie le rapport, réunissant chefs d'entreprises, syndicalistes et administrateurs, devrait permettre cet effort de recherche en commun grâce auquel une conception, somme toute révolutionnaire compte tenu de nos mentalités, pourra devenir opératoire pour les prochaines années.

Jean FLASSANS ■

L'Institut de Développement Industriel, instrument d'une politique industrielle

LE ministre du Développement Industriel, M. Ortoli, a proposé au gouvernement la création d'un Institut de Développement Industriel pour lequel une donation est prévue au projet de loi de finances pour 1970.

Un projet antérieur de son prédécesseur, M. Jeanneney, ministre de l'Industrie en 1960, n'avait pu voir le jour. Le principal argument invoqué contre ce qui s'appelait alors la Banque du Développement Industriel (et que le Conseil Economique avait essayé de relancer sous le nom de Caisse Nationale d'Investissement) était le risque de voir cet organisme conduit à financer toutes les entreprises en difficulté en France et dont les banques, privées ou nationalisées, n'auraient pas voulu comme clientes.

L'Institut proposé par M. Ortoli doit en principe échapper à ce risque de se transformer en banque des « canards boiteux », car il doit répondre à des besoins bien précis et non pas faire office de « nième » banque d'Etat.

Dans une conférence de presse du 13 octobre, reproduite par la revue *Dirigeant* (n° 5, octobre 1969), M. Ortoli lui assignait la mission de « permettre aux entreprises de changer de dimension, de favoriser même la création d'entreprises, ou leur restructuration par la voie des prises de participations temporaires : cela

non pas pour créer un nouveau dirigisme d'Etat, mais pour faciliter le développement des entreprises, dès lors qu'elles sont de qualité, et qu'elles ne peuvent, seules, assurer un développement nécessaire ». La gestion de cet organisme sera d'ailleurs assurée par des dirigeants issus du secteur privé. Malheureusement, les intentions restent bien vagues puisque, dans la même conférence de presse, le ministre ajoutait que l'Institut ne devrait pas être spécialisé dans un seul type d'action, qu'au contraire « c'est un instrument de promotion industrielle qui doit être en mesure de répondre aux problèmes là où ils se posent ».

Quels seront ses critères d'action ? Devant des industriels de la mécanique rassemblés à Paris en octobre, le ministre a indiqué que ceux-ci seraient dégagés par la Commission de l'Industrie du VI^e Plan.

Il s'agit donc bien finalement de créer une institution financière d'un type original, destinée à être l'instrument d'une politique de développement industriel. Cette perspective donne toute sa valeur au rapport du Comité de Développement Industriel. Elle montre aussi combien il reste à faire dans la voie de l'élaboration d'une stratégie industrielle dont ce comité n'a fourni que les premiers jalons. Il est souvent plus facile de créer un instrument de politique économique que de se fixer des objectifs précis.

La vraie gloire :

N A P O L E O N

ON célèbre à grand bruit le bicentenaire de Napoléon, au point qu'on en oublie, ou presque, des commémorations au moins aussi importantes. N'est-ce pas en 1669 qu'est mort Rembrandt ? On en parle pourtant bien peu. Certes, après avoir « assassiné » Bonaparte, Napoléon remporta encore des victoires, de grandes victoires, mais son règne plein de gloire militaire fut coûteux pour la France. Il la restitua plus petite qu'il ne l'avait trouvée. Esprit conquérant, il l'épuisa de batailles. Ainsi retardait-il son développement à l'aube de l'ère industrielle, et, lui qui haïssait l'Angleterre, c'est de celle-ci qu'il assura la prépondérance victorienne. Plus gravement, décimant de guerre en guerre la jeunesse française, il provoqua le déclin de notre pays : celui-ci devait en perdre sa place de première grande puissance. Il a détruit la famille et démembré les campagnes par son Code Civil, et pour un siècle et demi asservi la femme. Il nous a doté d'une administration apoplectique de centralisation. Et

pourtant il exerce toujours sur les Français une fascination. La foule défile devant son tombeau des Invalides.

Serait-ce parce que cet homme, dont l'étonnant génie n'a rien laissé après lui, pas même un château de Versailles, subit à la fin de sa vie le sort le plus injurieux ? Alors, il devint vraiment grand. Bafoué, trahi, son épouse entre les bras d'un colonel borgne, son fils élevé à l'autrichienne sans qu'il en sache jamais rien, lui-même exilé aux antipodes, soumis aux mesquineries d'un geôlier à l'âme d'épicier revêche, il prend la taille de sa légende. Ce qu'une infructueuse gloire militaire n'avait pu, la déréliction le fait.

Pourquoi, dès lors, les expositions et les séances mémoriales mettent-elles toujours l'accent sur le conquérant, voire sur un législateur dont nous pâtissons encore, et si peu sur le prisonnier de Sainte-Hélène ? Pourtant, à exalter justement celui-ci, on cesserait d'alimenter un des plus fâcheux courants politiques de la France. Les commémorations napoléoniennes de Louis

ou REMBRANDT ?

Philippe ont engendré Badinguet. Le Napoléon de Sainte-Hélène, lui, apporte une autre leçon. Il se rapproche de ce Rembrandt qu'on néglige de célébrer.

Rembrandt n'a certes jamais été homme de guerre, mais il fut homme de négoce. Il se complut dans le luxe et même avec ostentation. Les richesses de l'Orient entourent ses portaits et ceux de sa jeune femme : « Des meubles luisants, polis par les ans... ». Il se drape dans les soieries de la Chine et les cachemires de l'Inde. Pourtant, même alors, on sent sourdre progressivement le courant spirituel qui devait créer le vrai Rembrandt. Dans la *Fiancée Juive* de Léningrad, dans le *Saül et David* de La Haye, la veine déjà se fait jour. Mais c'est après la misérable semonce pour inconduite, après la faillite, après l'abandon de tous ses amis, que Rembrandt opère la découverte que Dostoïevski devait effectuer au baigne : la découverte de la pitié. Charles Du Bos a écrit un admirable livre qu'on devrait bien rééditer : « Du spirituel dans l'ordre littéraire ». Il aurait

pu lui adjoindre un « Du spirituel dans l'ordre des Arts », où il nous eût donné le vrai sens des chairs spiritualisées de la *Bethsabée* du Louvre ou de la *Femme se baignant* de la National Gallery.

Cette grandeur-là ne comporte aucune contrepartie. L'humanité n'a subi aucune ponction sanglante. Une telle gloire est européenne, elle est mondiale (sur certains portraits de Titus flotte le sourire des Reines de Chartres et des Bouddhas Khmères). Pour assurer cette grandeur-là, personne d'autre n'a souffert que le peintre ruiné, seul entre son petit garçon et sa servante-maitresse.

Georges LE BRUN KERIS ■

N.D.L.R. — Dans notre prochain numéro, Etienne Borne consacrera une étude aux « Contradictions du bonapartisme » dans laquelle il essaiera de dégager les grands thèmes de philosophie politique contenus dans un phénomène de vaste ampleur historique.

Les chemins de fuite

M O R E

SUPERBE et douloureux poème d'amour, hymne brûlant à la mer, au soleil, à la lumière méditerranéenne, à la nudité des corps, au plaisir érotique, quête tragique d'un bonheur absolu accordé à la beauté du monde, tel est « More », film romantique aux accents nietzschéens et dyonisiaques.

Histoire d'une passion frénétique, « More » est la version moderne d'un thème éternel : celui de la femme fatale, plus précisément de la Femme et du Pantin.

Un garçon, une fille. Tous deux jeunes, libres et très beaux. Lui, exigeant et romanesque, s'éprend d'elle, pervertie par un milieu équivoque et par la drogue. Envoûté, fasciné, Stefan va retrouver Estelle à Ibiza où évolue une faune cosmopolite et bizarre qui ne semble guère affectée par les servitudes de la vie quotidienne : des hippies, des drogués, des trafiquants, des désœuvrés, des errants, des désaxés. Dans cette île où l'éclat du soleil et le flamboiement de la mer s'harmonisent pour donner au paysage une exaltante et radieuse beauté, les deux amants vivent une passion dévorante. Heureux, triomphants, ils échappent aux contraintes et fuient le réel. C'est l'amour fou. C'est l'extase. C'est la Fête. Mais c'est aussi la descente aux enfers.

Au vertige de l'aventure amoureuse se mêle, en effet, l'évasion vers les paradis artificiels de la drogue. Progressivement, inexorablement, Stefan rejoint Estelle dans le voyage aux abîmes. D'abord, par amour pour Estelle. Ensuite, par goût de la drogue, de l'intensité vitale, des sensations et des visions qu'elle procure. Après la marijuana, le haschisch et le L.S.D., l'héroïne vient mettre un terme à la périlleuse escalade des stupéfiants. La dégradation et la mort sont au bout de cette fiévreuse recherche de l'inconnu et de l'ailleurs.

« More » n'est pas un document sociologique sur la drogue et sur les drogués. La drogue n'est pas le sujet principal du film. Le talentueux auteur, Boris Schröder, présente avec un grand souci de vérité un phénomène qui constitue aujourd'hui la terrible tentation d'une certaine jeunesse en désarroi, en révolte, en mal de vivre ; il ne porte aucun jugement moral ni social, il ne condamne ni ne justifie. L'aspect « dissuasif » du film n'apparaît que dans les séquences finales. Subtilement associée à l'érotisme et à la sensualité, la drogue n'est dans « More » qu'un élément d'une dramatique passion amoureuse qui conduit un être à la déchéance et à la destruction. Aux égarements romantiques des amants, la drogue apporte l'apaisement de

ses rêves dorés et l'excitant de ses hallucinations folles.

L'intérêt que suscite un film aussi séduisant et captivant que « More » pose tout de même un problème qui ne relève pas, bien entendu, de la censure, et que Jean de Baroncelli a parfaitement défini : « ... Il ne faudrait pas que les intoxiqués envahissent les écrans au point de devenir des personnages de la vie quotidienne. Le risque a ses attraits et l'horreur ses sortilèges. Micux vaut ne pas favoriser certaines contagions. »

Il fallait que cela fût dit.

M. Joël Le Theule, alors ministre de l'Information, n'avait pas tort de déclarer pour expliquer sa décision d'autorisation de « More » : « Admettre que certains

sujets ne peuvent être abordés au cinéma est contraire à la liberté d'expression. Ce principe vaut pour tous les sujets, y compris celui de la drogue. »

Le principe de la liberté d'expression ne saurait être mis en question. C'est aux cinéastes qu'il appartient de ne pas oublier que l'audience et l'influence d'un film sont d'une autre dimension et par conséquent d'un autre ordre que celles d'un livre à tirage limité. La puissance de choc de l'image cinématographique est telle qu'elle devrait parfois inciter les réalisateurs à certaines prudenances qui ne sont ni lâcheté ni hypocrisie.

Henri BOURBON ■

DECOUVERTE DE GILLES VIGNEAULT

par Lucien Rioux

Notre collaborateur Lucien Rioux publie un livre consacré à Gilles Vigneault dans la collection « Poésie et Chansons » aux Editions Seghers. De ce livre qui paraîtra prochainement, nous présentons quelques passages.

VIGNEAULT, pour moi, c'est d'abord un personnage venu de loin dont la silhouette s'est brusquement dessinée un soir sur une scène de music-hall parisien, dont j'ai glané les confidences au hasard des halls d'hôtels, des restaurants et des bistrotis parisiens, que j'ai vu conquérir le public populaire de Saint-Denis, cité ouvrière de la banlieue parisienne, et avec qui j'ai bu le verre de l'amitié dans un appartement de Palaiseau, « ville-dortoir » située à 25 km de Paris. Ce compagnon des espaces illimités m'a laissé un souvenir de paysages étroits : les ruelles, les rues, les places et les boulevards de Saint-Germain-des-Prés, de Montparnasse et du quartier de la Madeleine.

La poésie de Gilles Vigneault est universelle. A preuve, l'enthousiasme qu'elle soulève déjà dans les vieux pays d'Europe. Elle est française : Paul Carrière, critique du *Figaro*, a même pu écrire que Gilles Vigneault était « le plus français des chanteurs français ».

Mais cette poésie vient du Québec, elle est liée au Québec et, d'une certaine manière, elle explique le Québec d'aujourd'hui. Vus par des yeux d'Européen, Vigneault et le Québec s'inscrivent dans une même image. De cette image, l'étranger que je suis n'a distingué nettement que le personnage de premier plan, le fond du tableau reste flou. Sans doute cela se sentira-t-il.

Bien sûr, comme beaucoup de gosses de Paris, j'ai goûté à l'âge de dix ans le romantisme canadien. De même que l'on rêve du Far-West, nous rêvions des champs de neige et des lacs de glace, de la tunique rouge et du petit chapeau pointu des cavaliers de la police montée ; nous nous inventions des histoires de trappeurs, de chercheurs d'or, de traîneaux et de chiens et nous menions en imagination d'interminables randonnées où nous glissions, les bottes fourrées posées

sur des raquettes. Popularisées par les bandes dessinées, la prairie, la forêt et le Klondyke étaient de nos terrains de jeux favoris. De belles aventures que tout cela, qui prédisposent à la sympathie, mais qui ne remplacent pas la connaissance directe.

Je suis citadin, parisien, Français, habitant d'un pays tempéré, ignorant des longs hivers et des jours de poudrerie. Je ne connais pas le Québec. Je connais un peu et j'admire beaucoup Gilles Vigneault. Peut-être comprendrez-vous que j'ai éprouvé le besoin de l'écrire.

C'est fortuitement que j'ai rencontré Vigneault pour la première fois, un jour où il n'était pas à Paris. Cela se passait en 1966, à l'Olympia, au cours d'un de ces spectacles d'été où Bruno Coquatrix, patron du grand music-hall parisien, faisait découvrir à son public les meilleures attractions qu'il avait pu ramener du monde entier.

Le spectacle s'appelait *Plein feu sur le Canada français*. Il comportait des interprètes — Monique Leyrac notamment, — des danseurs — l'ensemble de ballets, *Les Feux Follets* — et aussi un couple d'imitateurs connus à Montréal, les Jérolas... Après une série de pastiches traditionnels en France (Charles Aznavour, Gilbert Bécaud, Luis Mariano), un des Jérolas se métamorphosa en un étrange bonhomme. Il devint sec, nerveux, rauque, truculent. Sous la charge à peine outrée, se devinait aisément une personnalité forte, exceptionnelle : l'homme que l'on imitait ainsi ne pouvait être quelconque. Cet homme, c'était Gilles Vigneault.

A dire vrai, parmi les spectateurs de cette soirée, certains n'ignoraient pas totalement le Vigneault réel. Ils avaient entendu ses œuvres, chantées par d'autres : Jack Monnoloy par exemple, qu'avaient défendu la grande Pauline Julien et un débutant, Hervé Wattine (qui n'imaginait pas encore qu'il deviendrait la vedette française de *Hair*) ou bien *Le Doux chagrin* qui fut un succès des Compagnons de la Chanson, ou encore *Natashquan* qu'adopta Gilbert Bécaud, ou *Pendant que*, que Monique Leyrac devait interpréter le soir même. De bonnes chansons, qui méritent d'être écoutées, dont personne ne contestera la valeur, mais qui ne suffisent pas pour définir l'homme Vigneault. Avec le passage des Jérolas, on comprit que cet homme existait, qu'il était

solide, éclatant, et différent de tous ceux que le public français avait coutume de côtoyer. Après sa parodie, il ne restait plus qu'à rencontrer Vigneault lui-même. Cela sera bientôt possible.

Au cours de l'automne 1966, Françoise Lo, auteur de chansons, organisatrice de spectacles et directrice artistique d'une maison de disques, tente à Paris une expérience neuve et audacieuse. Il s'agit de présenter sur la scène de Bobino et à des heures « creuses » de jeunes auteurs ou interprètes de chansons, réunis autour d'une ou deux vedettes étrangères encore inconnues en France. L'entreprise, que Françoise Lo et Félix Vitry, directeur de Bobino, ont appelée *Les Visages neufs de la Chanson*, paraît hasardeuse. Le public parisien a ses habitudes : la mode de spectacles organisés en dehors des heures courantes n'est pas encore venue, on ne se dérange pas volontiers sans être attiré par des noms connus, etc.

En vedette américaine du premier spectacle : Pauline Julien, en vedette de deuxième partie, Gilles Vigneault. Le premier soir, la salle est à moitié vide. Pauline et Gilles ont de sérieux handicaps à surmonter. Échauffer un public clairsemé, vaincre le préjugé français à l'égard des Canadiens. Ce n'est pas qu'on soit à Paris hostile aux habitants du Québec : on les aime bien, comme on aime des cousins de province. Mais on les juge paysans, rustaude, incultes, un peu ridicules avec leur détestable accent. L'idée que Montréal est une cité neuve, plus moderne que Paris, n'a jamais effleuré l'esprit du Français moyen. Il reste attaché à l'image de *Maria Chapdelaine*, à celle du curé arriéré régnant sur un peuple un peu demeuré. (Il faudra Vigneault, Charlebois et quelques autres pour que les amateurs français changent d'avis, pour qu'ils comprennent que le Québec peut donner à la chanson de France un certain renouveau).

Bref, ce soir-là, la bataille est difficile à mener. Pauline Julien s'y emploie, elle chauffe la salle, elle l'empoigne et elle gagne. Enfin vient Vigneault. Il arrive sur scène, dit quelques vers : *Moi, quand j'ai connu la musique, j'avais dans les cinq ou six ans. Elle était en habit rustique, elle avait le soulier dansant... S'appelait encore cotillon, quadrille et gigue et rigaudon. Moi quand j'ai connu la musique, elle était vêtue en violon.* Puis, imperceptiblement, naturellement, les vers se transforment en ritournelle, la chanson devient danse et immédiatement, le public se trouve entraîné dans une étonnante sarabande où se mêlent monologues, couplets tendres, poèmes, contes et charges drolatiques. Le choc est rude. On n'attendait pas cela. On s'était accoutumé à une série de classifications simples : le chanteur de charme, le fantaisiste, le poète, le chanteur dramatique, etc. Vigneault n'entre dans aucune de ces catégories et pourtant il fait partie de toutes. Comme Charles Trénet autrefois. Inquiétante, cette difficulté pour se raccrocher aux idées admises. On voudrait avoir le temps d'analyser, de disséquer, de classer, de comprendre, mais tout va trop vite. Une chanson s'achève, une autre reprend, trop différente pour saisir la continuité. *Mon pays* s'oppose à *Jos Montferrand*, la délirante *Danse à Saint-Dilon* écrase le délicat *Doux chagrin*. La dose est trop forte, les heurts sont trop violents, pour ne pas traumatiser les auditeurs. Certains, abasourdis, renoncent, trouvent la médecine et la manière de l'administrer trop sauvages et décident d'instinct qu'ils n'aiment pas.

Les autres s'accrochent, se laissent porter, ils n'ont pas encore compris mais ils perçoivent. Ils reviendront. J'en connais qui sont revenus quatre ou cinq soirs de suite voir le spectacle de Bobino et respirer l'air de Vigneault. C'est pour eux comme un changement brutal

de climat, comme un déplacement instantané et lointain. Vous montez dans l'avion à Orly, vous rêvassez quelques heures et vous débarquez à Bamako, où la chaleur et l'odeur, une odeur de terre vivante, sensuelle, vous assaillent. L'Afrique aura désormais pour vous cette odeur. Le Québec aura, pour les premiers « fans » de Gilles, un goût Vigneault très fort.

Rien n'est ordinaire dans ces soirées Vigneault. Le personnage d'abord : une silhouette maigre, un visage en lame fait pour couper les vents glacials, un début de calvitie. On traiterait de fou le manager qui voudrait faire de ce visage celui d'une idole de la chanson. Vigneault s'habille sombrement, sobrement : costume droit, cravate neutre, comme il sied à l'enseignant qu'il fut. Il possède la dignité d'un conférencier, on le voit très bien en train de parler d'économie politique. Pas en danseur de gigue. Le danseur de gigue de l'imagerie populaire est robuste, rougeaud, il porte des bottes et une chemise de laine à carreaux. Un monsieur en costume sombre qui danse la gigue paraît ridicule. Vigneault danse la gigue et n'est pas ridicule. Il est beau.

Il chante : une voix éraillée, usée par les grandes plaines où il faut hurler pour se faire entendre. Pas toujours juste. Celui qui a dit qu'il faut une voix juste pour être un bon interprète se trompe. La justesse compte peu, le reste (inspiration, présence) importe beaucoup plus. Avec son « *chat sauvage dans la gorge* », comme dit le poète Henri Pichette, Vigneault s'impose beaucoup mieux qu'un ténorino d'opérette, habitué aux gammes et aux gargarismes. La voix s'accorde parfaitement avec la silhouette. On voit Vigneault, on l'entend et on sait qu'un tel bonhomme doit avoir cette voix. D'autant qu'elle se module, qu'elle change, qu'elle mue instantanément : à un moment, elle confie, douce, insidieuse, rauque toujours mais avec une tendresse qui la polit, qui en enlève les aspérités... La minute d'après elle s'arrache, enfonce les tympanes, clame, entraîne, créant une curieuse boule d'émotion dans l'estomac de l'auditeur. C'est la voix du vent qui rafraîchit les visages et qui arrache les chênes. Elle inquiète et elle rassure. Elle a, sur les voix des professionnels de la parole et de la romance, un avantage inappréciable : elle existe.

Il chante, un orchestre l'accompagne. A peine un orchestre, quelques musiciens groupés autour de Gaston Rochon le jovial, gros mangeur, grand buveur de bière. Cet orchestre, vous le connaissez sans le connaître. Il ressemble à celui qui faisait jadis danser vos noces de village. Il est fait pour la salle de banquet, pour la grand' place du bourg. On verrait facilement chacun de ses musiciens abandonner l'estrade et son instrument pour aller faire danser la mariée. Rochon et ses amis jouent mieux, beaucoup mieux que les amateurs des fêtes patronales. Mais leur jeu fait naître la même joie, le même enthousiasme. On ne va pas au music-hall pour écouter Vigneault, on vient participer à la fête.

Quels instruments y a-t-il dans l'ensemble de Rochon ? On n'en sait rien. Lorsque l'on cherche à rassembler ses souvenirs, une sonorité domine, celle du violon. Ce n'est pas le violon langoureux et romantique des Tziganes, ou le violon sirupeux des grandes formations somnolentes modernes, c'est un « crin-crin » aigrelet, qui marque le rythme autant qu'il détaille la mélodie. Un violon robuste, rustique, pas sérieux, un jouet pour adulte. Lui aussi possède un goût de beuverie, de joie populaire pas toujours policée. Il est disponible, on le charge à l'arrière du chariot, quelques milles plus loin, on le retire, un ou deux accords et il est prêt à l'emploi.

C'est un violon de pionnier, de chercheur d'or, de cow-boy. Il ressemble à l'instrument de Johnny Guitare, au banjo des bateliers du Mississipi, à l'harmonica des poseurs de rails. Il joue sur les places, dans les cabanes de planches, près du feu de camp. C'est le violon du voyageur.

Une silhouette faite pour surprendre, une voie éraillée, cassée, qui torture les mots afin d'en extraire le suc avant de les restituer, un petit orchestre échappé au village et égaré dans une salle de spectacle, vous comprendrez que, dès le premier contact avec Gilles Vigneault, on l'ait comparé à Bob Dylan que la France venait justement de découvrir. En le présentant comme un *French Canadian folk-singer*, on retrouvait la vieille manie française de classer, de ranger, de mettre chaque chose à sa place, qui a fait de l'armoire à linge familiale le symbole de la continuité nationale. On range Gilles Vigneault dans un casier et le trouble qu'il avait causé disparaît, on se retrouve tranquille comme devant.

La comparaison ne devait pas tenir longtemps. Vigneault apportait bien autre chose que le jeune rebelle désespéré des Etats-Unis. L'un proposait la colère, la nuit, la fuite vers les paradis artificiels, l'autre le grand air purificateur, l'espoir, une manière de libération, le goût des nouveaux horizons. On se mit à goûter Vigneault, à le déguster, à le savourer, à rechercher ses thèmes, ses obsessions, ses rêves. On apprit à reconnaître ses textes et ses musiques. On découvrit le fumet rare de sa langue : langue pure des puristes du français, langage étonnamment vivant mêlé de déformations de l'anglais, qu'emploient quotidiennement les gens du Québec. On fit connaissance avec les personnages qu'il semblait avoir inventés : le grand *Jos Montferrand*, *Jos Hébert*, le *facteur des neiges*, *Ti-Paul-la-Pitoune*, *Zidor le prospecteur*, *l'Indien Jack Monoloy*, et puis *John Débardeur*, et bien d'autres encore. Ce n'est que plus tard que l'on comprit que Vigneault n'avait rien inventé, qu'il s'était contenté de raconter, que ces personnages existaient, qu'il suffisait de vagabonder dans les villages perdus de la côte nord pour les rencontrer. D'où une nouvelle tentation, celle de classer Vigneault à nouveau : un chroniqueur, disait-on. Il chante, il parle et son pays a trouvé une voix.

Chose curieuse, c'est un Québécois, un poète, Jean-Guy Pilon, qui alla le plus loin dans cette direction. « Gilles Vigneault, disait-il avec mépris, il fait du faux folklore, de la *chanson d'habitant*. » Comme si la chanson d'habitant était méprisable, comme si donner la parole au peuple était un acte indigne. Brassens, qui rendit à la jeunesse le goût d'une France archaïque et passionnante, a fait de la *chanson d'habitant* ; Béart, qui mêle allègrement folklore et chansons neuves, en fait également. En racontant son peuple et son pays, Vigneault fait acte de générosité : il donne.

Mais il ne s'arrête pas là : le pays, les gens de son pays ne font pas toute son inspiration. Sa poésie est universelle et elle perd son caractère local. Mais je ne résiste pas à l'envie de vous proposer une extravagante demande en mariage, extraite de la très folle *Danse à Saint-Dilon*, parce qu'elle est à la fois très drôle, très simple et très belle :

Un petit salut, passez tout droit, j'avais jamais viré comme ça. Me voilà tout étourdie, mon amour et mon ami. C'est ici qu'il s'est mis à la tourner comme une toupie. Elle a compris puis elle a dit : « Les mardis puis les jeudis ça ferait-il ton bonheur ? »

C'est de la chanson d'habitant, bien sûr. Mais Dieu qu'elle est aimable !

Mon pays

*Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver
Mon jardin ce n'est pas un jardin c'est la plaine
Mon chemin ce n'est pas un chemin c'est la neige
Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver*

*Dans la blanche cérémonie
Où la neige au vent se marie
Dans ce pays de poudrerie
Mon père a fait bâtir maison
Et je m'en vais être fidèle
A sa manière à son modèle
La chambre d'amis sera telle
Qu'on viendra des autres saisons
Pour se bâtir à côté d'elle*

*Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver
Mon refrain ce n'est pas un refrain c'est rafale
Ma maison ce n'est pas ma maison c'est froidure
Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver*

*De mon grand pays solitaire
Je crie avant que de me taire
A tous les hommes de la terre
Ma maison c'est votre maison
Entre mes quatre murs de glace
Je mets mon temps et mon espace
A préparer le feu la place
Pour les humains de l'horizon
Et les humains sont de ma race*

*Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver
Mon jardin ce n'est pas un jardin c'est la plaine
Mon chemin ce n'est pas un chemin c'est la neige
Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'hiver*

*Mon pays ce n'est pas un pays c'est l'envers
D'un pays qui n'était ni pays ni patrie
Ma chanson ce n'est pas une chanson c'est ma vie
C'est pour toi que je veux posséder mes hivers...*

*Mon pays c'est une fenêtre
Au bord de laquelle un enfant
Observe les saisons renâitre
Et sur dehors couler le temps
Mon pays dort dans sa fenêtre*

*Mon pays c'est toute une ville
Dans laquelle des jeunes gens
Font de leur bel ennui mobile
Pousser l'herbe dans le ciment
Mon pays c'est aussi la ville*

*Mon pays c'est une province
Qui vient de lever son jupon
Et qui cherche le petit prince
Qui lui fera passer le pont
Mon pays demeure en province*

*Mon pays c'est une planète
Dont les vieillards n'ont plus le temps
De voir venir dans leur lunette
Le beau déluge des enfants
Qui doucement font place nette...*

Chanson

Je viendrai mourir où tu m'as aimé
Je viendrai mourir où tu étais belle
Je viendrai mourir où tout me rappelle
Les jours de novembre et les jours de mai.

Je viendrai mourir sous une fenêtre
Qui ne vivra plus du feu de ton nom
Je viendrai mourir où tu m'as dit non
Quand je rêvais tant d'entendre peut-être.

Je viendrai mourir au bruit de tes pas
Qui seront trop loin des trottoirs fragiles
Et sur ces ciments devenus d'argile
Tes pas revenus ne s'entendront pas.

Je viendrai mourir automne et printemps
Je viendrai mourir toute ma jeunesse
Au vent des espoirs au vent des promesses
Je viendrai mourir où rien ne m'attend.

Je viendrai mourir au gré d'une rose
Fanée à regret éclosée à rebours
Je viendrai mourir comme on meurt d'amour
Aux chemins nouveaux que tes pas composent.

Balises (éditions de l'Arc).

Pendant que...

Pendant que les bateaux
Font l'amour et la guerre
Avec l'eau qui les broie
Pendant que les ruisseaux
Dans les secrets des bois
Deviennent des rivières

Moi Moi je t'aime Moi Moi je t'aime

Pendant que le soleil
Plus haut que les nuages
Fait ses nuits et ses jours
Pendant que ses pareils
Continuent des voyages
Chargés de leurs amours

Moi Moi je t'aime Moi Moi je t'aime

Pendant que les grands vents
Imaginent des ailes
Aux coins secrets de l'air
Pendant qu'un soleil blanc
Aux sables des déserts
Dessine des margelles

Moi Moi je t'aime Moi Moi je t'aime

Pendant que les châteaux
En toutes nos Espagnes
Se font et ne sont plus
Pendant que les chevaux
Aux cavaliers perdus
Traversent des montagnes

Moi Moi je t'aime Moi Moi je t'aime

Pendant qu'un peu de temps
Habite un peu d'espace
En forme de deux cœurs
Pendant que sous l'étang
La mémoire des fleurs
Dort sous son toit de glace

Moi Moi je t'aime Moi Moi je t'aime

Avec les vieux mots (éditions de l'Arc).

Vieille et Nouvelle Modernité

"LE VENTRE DE PARIS"

d'Emile Zola

On lira, ci-dessous, une présentation que M. Pierre Cogny a faite dans l'édition intégrale des « Rougon Macquart » publiée aux Editions du Seuil, de l'œuvre célèbre d'Emile Zola « le Ventre de Paris ».

En décrivant la vie sordide, tumultueuse, épique des Halles de son temps, Emile Zola se situait à la pointe d'une modernité. Au bout d'un siècle la modernité a changé de contenu et de style. Aujourd'hui, le Ventre de Paris n'est plus à Paris... Après les « Halles », voici « Rungis ». Suffit-il d'un aménagement technique et fonctionnel pour éliminer toutes les monstruosités ? Les apparences inclinent à l'optimisme et pourtant un Zola de « Rungis » n'est pas complètement impensable, un Zola qui aurait lu le Nouveau Roman.

DANS son *Journal*, à la date du 3 juin 1872, Goncourt décrivait ainsi Zola :
« Aujourd'hui, Zola déjeune chez moi. Je le vois prendre, à deux mains, son verre à bordaux, et l'entends dire : « Voyez le tremblement que j'ai dans les doigts ! » Et il me parle d'une maladie de cœur en germe, d'un commencement de maladie de vessie, d'une menace de rhumatisme articulaire.

» Jamais les hommes de lettres ne semblent nés plus morts qu'en notre temps, et jamais cependant le travail n'a été plus actif, plus incessant. Malingre et névrosifié, comme il l'est, Zola travaille tous les jours de neuf heures à midi et demi et de trois heures à huit heures. C'est ce qu'il faut dans ce moment, avec du talent, et presque un nom, pour gagner sa vie : « Il le faut, répète-t-il, et ne croyez pas que j'aie de la volonté, je suis de ma nature l'être le plus faible et le moins

capable d'entraînement. La volonté est remplacée chez moi par l'idée fixe, qui me rendrait malade, si je n'obéissais pas à son obsession.»

« Tout en taillant une pièce, dans *Thérèse Raquin*, il est, dans le moment, en train de chercher un roman sur les Halles, tenté de peindre le plantureux de ce monde.

« Et une partie de la journée, je cause avec cet aimable malade, dont la conversation se promène, d'une manière presque enfantine, de l'espérance à la désespérance. »

Le 22 octobre de la même année, Zola écrit à Marcel Dreyfous, à propos de la réimpression de la *Fortune des Rougon* :

« (...) je suis tellement enfoncé dans *le Ventre de Paris* que je vous avoue ne pas m'être occupé encore de la *Fortune des Rougon*. »

Un esprit anxieux dans un corps fatigué, une inquiétude à l'égard des plaisirs de la table, un labeur forcené, voilà donc Zola quand il rédige ce livre où certains ont voulu voir un hymne au Seigneur Ventre Tout-Puissant, dieu des repus. Pour ceux-là, les héros du roman étaient les Quenu plus ou moins Gradelle. Malgré ses solides vertus aux fermes assises, Lisa, la « belle charcutière », demeurait bien la descendante du vaurien d'Antoine Macquart et la devise en exergue était celle de Rabelais : « tout pour la tripe »... Pour d'autres, délaissant un peu ses Rougon et leurs bâtards de frères et cousins, Zola, récemment affronté aux réalités politiques, avait voulu faire œuvre de partisan et s'était peint sous les traits de Florent, ce qui aurait bien arrangé les dénonciateurs-nés, descendants de ceux qui l'avaient signalé à la police comme « affilié à l'Internationale », ainsi que l'a révélé Henri Guillemain, qui a retrouvé la fiche établie pour l'Intérieur le 8 septembre 1873, juste après la publication du *Ventre de Paris* :

« Nombreuses relations dans le parti avancé ; l'enquête n'a pu établir son affiliation à l'Internationale, que

rendent peu vraisemblables les opinions connues du dénommé, lesquelles ne dépassent pas celles du *Rappel*, journal qu'il lit habituellement. »

Le Ventre de Paris, publié en feuilleton dans *l'Etat* du 12 janvier 1873 au 17 mars de la même année, paru chez Charpentier le 19 avril et successivement réédité le 29 mai 1873 (soit un mois après l'édition originale) et le 23 décembre 1874, légitimait beaucoup d'hypothèses. En vérité, il les transcendait toutes et il n'est pas sûr que l'importance de l'ouvrage ait été saisie par la critique. Les intentions de Zola apparaissent à travers ses notes préparatoires et ses plans.

Les notes préparatoires portent essentiellement sur les Halles, la déportation à Cayenne, la Guyanne hollandaise, le coup d'Etat à Paris et il y joint un résumé de *l'Histoire du Second Empire* de Taxile Delord, qu'il avait présentée aux lecteurs du *Gaulois* les 14, 15 et 16 janvier 1869.

Les plans précisent son propos : « L'idée générale est : le ventre — le ventre de Paris, les Halles où la nourriture afflue, pour rayonner sur les quartiers divers ; — le ventre de l'humanité, et par extension la bourgeoisie digérant, cuvant en paix ses joies et ses honnêtetés moyennes. » Le livre sera d'actualité, tout le monde s'intéressant alors à l'histoire des transportations qui venait juste d'être révélée au public, aux fusillades du 4 décembre 1851 ou aux conceptions nouvelles de l'architecture représentées aux Halles, mais il sera aussi pour Zola l'occasion de prendre, en littérature, la relève de Hugo et d'annoncer officiellement dans un roman l'avènement du naturalisme : Claude Lantier est le porte-parole :

« En passant devant la rue du Roule, il avait regardé ce portail latéral de Saint-Eustache, qu'on voit de loin, par-dessus le hangar géant d'une rue couverte des Halles. Il y revenait sans cesse, voulait y trouver un symbole.

Les Halles de Paris : un aspect de la modernité sous le second Empire

« C'est une curieuse rencontre, disait-il, ce bout d'église sous cette avenue de fonte... Ceci tuera cela, le fer tuera la pierre, et les temps sont proches... Est-ce que vous croyez au hasard, vous, Florent ? Je m'imagine que le besoin de l'alignement n'a pas seul mis de cette façon une rosace de Saint-Eustache au beau milieu des Halles centrales. Voyez-vous, il y a là tout un manifeste : c'est l'art moderne, le réalisme, le naturalisme, comme vous voudrez l'appeler, qui a grandi en face de l'art ancien... Vous n'êtes pas de cet avis ? »

Saint-Eustache répond à Notre-Dame de Paris, le naturalisme au romantisme, un monde à l'autre...

Derrière Saint-Eustache, les Halles dont, très tôt, Zola a senti tout le parti symbolique qu'il pourrait en tirer, sans savoir jusqu'où il irait.

La préparation lointaine, nous la trouvons dans une longue lettre à Cézanne, du 26 avril 1860. Zola qui ne connaît rien à la peinture — je sais tout au plus distinguer le noir du blanc, précise-t-il — ajuste pour son ami ses idées sur la peinture :

« (...) un tableau ne doit pas être seulement pour toi des couleurs broyées, placées sur une toile ; il ne te faut pas chercher constamment par quel procédé mécanique l'effet a été obtenu, quelle couleur a été employée ; mais voir l'ensemble, te demander si l'œuvre est bien ce qu'elle doit être, si l'artiste est réellement un artiste. Il y a si peu de différence, aux yeux du vulgaire, entre une croûte et un chef-d'œuvre. Des deux côtés, c'est du blanc, du rouge, etc., des coups de brosse, une toile, un cadre. La différence n'est que dans ce quelque chose qui n'a pas de nom, et que la pensée, le goût seuls révèlent. C'est ce quelque chose, ce sentiment artistique du peut-être, qu'il faut surtout découvrir et admirer. Puis, tu pourras chercher à connaître la manière de procéder, tu pourras faire du métier. (...) Loin de moi la pensée de mépriser la forme. Ce serait sottise ; car sans la forme on peut être grand peintre pour soi, mais non pour les autres. C'est elle qui fixe l'idée, et plus l'idée est grande, plus la forme doit être grande aussi. C'est par elle que le peintre est compris, apprécié ; et cette appréciation n'est favorable qu'autant que la forme est excellente. (...) Sans la forme, je ne comprendrai jamais la pensée, mais je n'ai que faire de la forme si la pensée n'existe pas. C'est te dire que le métier est tout et qu'il n'est rien ; qu'il faut absolument le savoir, mais qu'il ne faut pas perdre de vue que le sentiment artistique est aussi essentiel. En un mot, ce sont deux éléments qui s'annulent séparés, et qui réunis font un tout grandiose. »

Tels étaient les conseils du futur écrivain au futur peintre, l'un et l'autre, âgés de vingt ans. Sont-elles d'un peintre ou d'un écrivain, ces notes, retrouvées par Henri Mitterand, dans *le Figaro* du 20 novembre 1866 ?

« Vous devez connaître les terribles nuits d'insomnie : la fièvre bat dans les veines, des pointes fines piquent la chair, et les yeux, qui ne peuvent se fermer, regardent fixement les ténèbres. On se retourne entre les draps brûlants. On a peur.

« Hier, le cauchemar s'était posé sur ma poitrine et m'étouffait. Je me suis vêtu à la hâte, et je suis descendu dans la rue. Quatre heures sonnaient aux horloges, il faisait encore nuit noire. Un brouillard humide pénétrait l'air de frissons ; le vent froid, qui se levait par souffles irréguliers, souffletait brusquement les passants au visage.

Les Halles : le roman de la mangeaille

« Paris est morne, à ces heures matinales. On ne lui a pas encore fait un bout de toilette. A le voir, on dirait une vaste salle à manger toute tiède, toute souillée de l'orgie de la veille : des os traînent à terre ; sur la nappe rougie sont jetées au hasard les assiettes grasses de sauce. Les maîtres se sont couchés ivres sans songer à faire desservir, et le matin seulement la servante donne un coup de balai et nettoie la salle à manger pour l'orgie du jour.

« J'ai pris un boulevard. Les longues lignes grises des maisons coupaient le ciel d'une bande d'un noir sale ; le gaz pâlisait ; les trottoirs étaient déserts. J'entendais seulement au loin des pas lourds dont les bruits réguliers sortaient de l'ombre.

« Sur la chaussée, il y avait par instants un grand vacarme de charrettes. J'ai suivi la file démesurée de ces charrettes, qui m'ont conduit aux Halles.

« Là, tout un peuple se pressait aux lueurs vacillantes et blafardes des lanternes et des becs de gaz. Je venais de voir les servantes qui balayaient la salle à manger, je me trouvais maintenant devant l'office colossal qui devait alimenter l'orgie du jour. J'ai entrevu, dans la clarté pâle, des tas rouges de viande, des paniers de poissons qui luisaient avec des éclairs d'argent, des montagnes de légumes piquant l'ombre de taches blanches et vertes.

« Et, comme je regardais la grande orgie se préparer, j'ai aperçu dans un coin sombre une foule qui s'agitait sinistrement. Les lanternes jetaient une lumière jaune sur cette foule. Des enfants, des femmes, des hommes fouillaient à pleines mains dans de larges tas noirâtres qui traînaient sur le sol. J'ai pensé que c'étaient là des débris de viande qu'on vendait au rabais et sur lesquels se précipitaient les pauvres gens.

« Je me suis approché. Les tas de débris de viande étaient des tas de violettes.

» Toute la poésie fleurie des rues de Paris traînait sur ce trottoir boueux, au milieu des mangeailles de la Halle.

» Les jardiniers de la banlieue venaient d'apporter par grosses bottes leur moisson odorante, pour la céder aux revendeurs et aux petits marchands. Les violettes, brisées par les doigts rudes des paysans, passaient aux mains sales des crieurs des rues. Et tous ces gens avaient l'air de faire un mauvais coup et de tremper leurs mains dans des mares de sang. Le vent soufflait, un jour sinistre commençant à blanchir le brouillard.

» Au grand jour, les jardiniers devaient être partis. La vente de violettes, à Paris, est une œuvre de nuit. En hiver, elle se fait de quatre à six heures. Tandis que la ville dort et que les bouchers lui apprêtent ses indigestions, dans un coin voisin on trafique de sa poésie. Lorsque le soleil luira, la viande, d'un beau rouge, sera proprement coupée, et les violettes, montées sur des brins d'osier, auront un doux éclat au milieu de leur élégante collerette de feuilles vertes. A cette heure, dans la nuit, les bœufs éventrés saignent un sang noir, les fleurs foulées aux pieds gisent sur le trottoir, près du ruisseau.

« Je m'étais arrêté devant les marchands, et rien ne m'a paru triste comme ces pauvres fleurs expirantes jetées brutalement sur la pierre. Elles étaient toutes froissées, humides encore, serrées brutalement par des liens qui coupaient leurs tiges délicates. Les paquets amoncelés, pressés les uns contre les autres, semblaient humbles et craintifs sous les mains cruelles des hommes.

» J'ai aperçu à mes pieds une grosse botte de violettes qui avait glissé d'un tas voisin, et qui trempait à moitié dans le ruisseau. Je l'ai prise entre mes doigts. Tout un côté du bouquet était souillé de boue ; l'eau grasse et puante de l'égout avait laissé des traces noirâtres sur les fleurs. Et je me suis mis à songer, en regardant ces filles exquises des jardins et des bois, égarées dans les saletés de la ville.

» Sur quelle gorge de femme allaient se flétrir ces misérables fleurs ? La revendeuse les tremperait dans un sceau d'eau, elles ne conserveraient de la fange âcre qu'une senteur insaisissable qui se mêlerait étrangement à leur parfum doux et tendre. L'eau les laverait de leur souillure ; elles pâleraient coquettement et deviendraient une volupté pour l'odorat et la vue ; mais, au fond de leur corolle, il resterait toujours un peu de boue qui témoignerait de leur impureté.

« Un instant, j'ai eu la pensée de rendre au ruisseau ce bouquet qui lui appartenait déjà. Je voyais la gorge blanche qu'il irait embaumer, il me déplaisait d'être le complice de cette duperie amère. Puis j'ai songé que les fleurs souillées conviennent aux filles de joie, et que ce bouquet trouverait aisément dans Paris une poitrine où la boue aurait laissé des traces légères. J'ai rejeté les violettes sur le tas.

» Alors, je me suis demandé quelle somme d'amour représentait cet entassement de touffes fleuries qui grelottaient sous le vent froid. A quels amants, à quels indifférents, à quels égoïstes iraient ces millions de violettes. Dans quelques heures, elles seraient disséminées aux quatre coins de Paris ; les passants, pour deux sous, achèteraient le printemps dans la rue boueuse. Et je me plaisais à rêver la jeune fille qui attacherait à son corsage les violettes que je poussais du bout de mon soulier. »

En vérité, il est impossible de séparer le peintre de l'écrivain dans *le Ventre de Paris*, mais il convient de bien voir l'au-delà du peintre et l'au-delà du romancier, ainsi que l'a proposé M. David Baguley, dans son étude sur « le Supplice de Florent » :

« Zola intègre dans la structure du roman ce qui chez Hugo est une suite de longues digressions érudites, mais parfois il emprunte des phrases à son prédécesseur. « Ceci tuera cela, le fer tuera la pierre, (...) Saint-Eustache est là-bas avec la rosace, vide de son peuple dévot, tandis que les Halles s'élargissent à côté, toutes bourdonnantes de vie. »

» Mais ce qui intéresse surtout mon propos, c'est que la cathédrale pour Hugo revêt une double importance. S'il se plaît à la décrire pour sa beauté, pour les harmonies qu'elle dégage, le romancier, dont l'esprit était naturellement porté vers le mystère, y décèle une signification plus profonde. Inscrit en tête de l'œuvre est le nom grec du destin, *l'anankè*, œuvre dans laquelle s'introduit constamment une interrogation sur la fatalité. De même, si pour Claude les Halles et la nourriture fournissent matière à ses belles natures mortes, pour Florent elles sont investies d'un pouvoir néfaste et implacable. » (D. Baguley, « le Supplice de Florent », in *Europe*, Zola, avril-mai 1968.)

Ainsi, dans *le Ventre de Paris*, sont intimement tissés monde extérieur et monde intérieur et il n'est pas exagéré de voir dans ce roman, classé parmi les romans descriptifs, ce qui est une restriction abusive du champ, une sorte de prise de distance. Zola mesure le chemin parcouru et le chemin qui lui reste à parcourir et les itinéraires intérieurs recourent sans cesse les chemins extérieurs avec missions de reconnaissance du dehors au dedans et du dedans au dehors. Dans ce roman de la mangeaille, on peut parler de digestion : Zola assimile tout ce qu'il a absorbé, très vite, en quelques années et ses diverses expériences se superposent et s'harmonisent. Il n'a pas encore goûté aux joies de la photographie que, déjà, il a, acquis et inné, le sens très sûr de l'angle de visée, de la perspective, de l'organisation des plans. Il était né photographe, comme on naît musicien et il avait appris à faire de ses sens de véritables instruments de précision. Outils pour un naturaliste, certes, mais la fréquentation active et intelligente des peintres a permis que ce photographe fût en même temps un créateur et un artiste.

« (...) à travers toutes les œuvres de Zola se retrouve une méthode descriptive qui relève de la peinture, et quelquefois l'auteur applique complètement au roman la technique des peintes. En fait, ce sont toutes les qualités des peintres qui se trouvent réunies chez Zola : la passion pour la lumière de Monet, le sentiment de la modernité de Manet, la sensibilité de Cézanne pour des nuances de couleurs, la réponse de Renoir à la forme et à la texture et le génie de Degas qui a su donner au laid et au sordide des aspects lyriques. » (Joy Newton, « Emile Zola impressionniste », *Cahiers naturalistes*, n° 33, 1967.)

La parenté avec ses amis du café Guerbois est si évidente que Manet, au lendemain du *Ventre de Paris*, souhaitera reprendre à Zola ce qu'il lui avait prêté :

« Peindre une série de compositions représentant, pour me servir d'une expression aujourd'hui consacrée et qui peint bien ma pensée, « le ventre de Paris », avec les diverses corporations se mouvant dans leur milieu, la vie publique et commerciale de nos jours. J'aurai Paris-

Halles, Paris-Chemin de Fer, Paris-Pont, Paris-Souterain, Paris-Courses et Jardins », souhaitait-il dans une lettre datée de 1875 et citée par A. Proust dans son *Edouard Manet, Souvenirs*.

S'appuyant sur les notes préparatoires aux divers romans, Henri Mitterand, dans une étude absolument remarquable, qui a été sa contribution au colloque Zola de 1968, a noté :

« Taine a enseigné à Zola un système de pensée. Mais ce sont ses amis Chaillan, Cézanne, Bazille, Manet, Pissaro, Renoir, Fantin-Latour, qui lui ont appris à regarder la vie moderne et à la regarder avec l'œil du peintre, habile à capter le jeu des formes, des couleurs, des mouvements et des éclairages. La démarche de Zola, partant parmi ses amis à la recherche du motif, jetant quelques croquis sur ses carnets, d'où naîtra, après arrangement et recomposition, la page définitive, est exactement celle des peintres du plein air. La genèse des *Rougon-Macquart* en fournit de multiples exemples. » (H. Mitterand, « le Regard d'Emile Zola », *Europe, Zola*, avril-mai 1968.)

Il y a eu le regard et il y a eu l'œil, l'acquis et l'inné, dont je parlais plus haut. Ses amis lui ont appris à regarder et il est arrivé à voir, non seulement avec ses yeux, mais avec tous ses sens. Il organise en natures mortes ses poissons, ses légumes ou ses volailles, voire ses fromages, mais il le fait en impressionniste, avec la volonté d'imposer les correspondances. Il y a là une véritable stratégie : il faut que couleurs et odeurs sautent à la face et submergent. Les Gras montent à l'assaut des Maigres et devraient les assommer, mais les Maigres ont l'esprit et la subtilité du gratuit : ils seront, dans la lutte finale, les plus forts... Pour Zola, comme pour Pascal, la nature ne sait rien de l'avantage qu'elle a sur l'homme.

Le meilleur gagnera, quand bien même Zola le donnera perdant. Voyez Claude Lantier-Cézanne, étalagiste en charcuterie :

« Alors je fis une véritable œuvre d'art. Je pris les plats, les assiettes, les terrines, les bocaux : je posai les tons, je dressai une nature morte étonnante, où éclatèrent des pétards de couleur, soutenus par des gammes savantes. Les langues rouges s'allongeaient avec des gourmandises de flamme, et les boudins noirs dans le chant clair des saucisses, mettaient les ténèbres d'une indigestion formidable. J'avais peint, n'est-ce pas ? La glotonnerie du réveillon, l'heure de minuit donnée à la mangeaille, la goinfrerie des estomacs vidés par les cantiques. En haut, une grande dinde montrait sa poitrine blanche, marbrée, sous la peau, des taches noires des truffes. C'était barbare et superbe, quelque chose comme un ventre aperçu dans une gloire, mais avec une cruauté de touche, un emportement de raillerie

tels, que la foule s'attroupa devant la vitrine, inquiétée par cet étalage qui flambait si rudement... »

Il n'est pas très sûr que Zola marche ; il pressent néanmoins qu'il y a quelque chose et la gloire de Cézanne vengera les échecs de Claude.

Zola, lui, plus traditionnel, moins brutal, s'attache davantage au symbolisme des couleurs et des odeurs. Le roux et le fauve auront toujours pour lui quelque chose d'inquiétant, force destructrice du sexe ou corruptrice de l'or, le blond apaisera, d'autant plus lenifiant qu'il est plus pâle. Le rouge, le vert et le bleu sont couleurs de vie, et, par leur vertu, les Halles ne sont pas le cimetière nauséabond des poissons, des légumes ou des fruits qu'elles auraient pu être, mais une riante succession de viviers, de potagers ou de vergers. Les Halles sont une résurrection quotidienne en dépit des laideurs et des misères. Dans ce monde en principe sans âme, par leur couleur ou leur odeur, animaux et végétaux impriment aux humains qui vivent d'eux leur personnalité : le fumet des volailles font de Marjolin un jeune animal en rut, tandis que Cadine sent les fleurs, la Sarriette les fruits, et, moins poétiquement, la Normande le poisson et Lisa la charcuterie. Il s'opère une transposition continue et par sa sensibilité aux couleurs et aux odeurs Zola spiritualise son matérialisme. Comment parler, d'ailleurs, de matérialisme quand la matière est si visiblement chargée de mission ? Le découpage du roman est parfaitement clair : on va inlassablement des êtres animés à la matière et de la matière aux êtres animés, et le flashback du chapitre 2 est une mise en place des antagonistes, les Gras et les Maigres, les vaincus par la matière et ses vainqueurs. Halles-Charcuterie-Halles-café Lebigre-Halles, etc. On est toujours ramené aux Halles, à la matière, donc à ce bain gras de sottise, qui est le fondement le plus solide de l'Empire. La politique du ventre, paie.

Victoire dangereuse et ambiguë des Gras, car le ventre qui triomphe n'est pas le ventre fécond qui fabrique l'avenir, mais le ventre qui se remplit, se gave, se tue et tue.

Zola avait encore trop frais à la mémoire certains souvenirs de la Commune, qu'il n'a vue que de l'extérieur, pour accorder crédit aux ancêtres des Communnards qu'auraient pu être Florent et Gavard, il s'est même montré trop sceptique à l'égard de révoltes généreuses où il est tenté de ne voir que des utopies, mais il a tenu à laisser maîtres du terrain un disparu et une enfant, Florent, dont le souvenir aura vertu d'exemple, et Pauline qui, malgré son éducation charcutière de Grasse, illuminera par sa bonté le monde cruel de *la Joie de vivre*.

Pierre COGNY ■

notes de Lecture

● La Nouvelle Société : Société en Toc ? Société en guerre ?

par Geneviève M. Pascaud

« Il y a peu de moment dans l'existence d'un peuple où il puisse autrement qu'en rêve, se dire : quelle est la société dans laquelle je veux vivre ? et aussi construire effectivement cette société... Cette société nouvelle, quant à moi, je la vois comme une société prospère, jeune, généreuse et libérée. »

*(J. Chaban-Delmas -
Discours à l'Assemblée nationale -
16-9-1969).*

Il y a peu de moment dans l'existence d'un peuple où l'on s'est tant interrogé et ému sur le sens et le contenu de notre entreprise collective. La curiosité répond à l'angoisse. Mais l'unanimité faite sur la critique de notre monde, la généralité de la résignation quant à un changement réel et la volonté de courage et de patience, de la droite à la gauche, de Prague à Paris, ne rendent que plus pénible le sentiment d'impuissance et l'abandon inévitable à la marche des choses.

Réinventer la Politique, réinventer la Culture, réinventer la Vie Quotidienne, réinventer l'Amour, réinventer l'Espoir, c'est après la lumière de mai, la tâche humble et difficile qu'il reste à entreprendre. Au sein d'une « société anonyme à irresponsabilité illimitée », d'une « société de destruction », d'une « société de dérision », d'une « société de démission », d'une « société-étouffoir », d'une « société en TOC ». La centaine de pages du manifeste de Jacques Charpentreau parue aux Editions Ouvrières, inaugure une série nouvelle : la collection « CALIBAN ».

★★

Le cri du pamphlétaire rencontre curieusement aujourd'hui la voix pondérée de l'homme politique, le regard triste de l'observateur sans illusion et l'œil complaisant du journaliste « in ».

La rentrée politique, cette année, est plus qu'un éternel retour. Si elle s'effectue toujours sous le même chapiteau, sous les yeux du même public et la faveur de la même claqué, c'est avec des acteurs nouveaux et une partition tout autre ; on ne regarde plus désormais la scène mais la salle et l'assistance.

Les maîtres-mots du répertoire ont changé et le décor a perdu de ses fausses dorures. Comme dans toutes les pièces actuelles, les acteurs n'ont pas voulu commencer de jouer sans avertir le public et l'inviter à tenir son rôle lui aussi. En moins d'une semaine, deux discours officiels ont tracé un bilan et ouvert les perspectives d'une « société nouvelle ». La claqué a battu des mains, mais le public s'est fatigué d'applaudir : l'happening ne l'inspire guère, il se détourne du spectacle de la scène pour entreprendre, dans ses rangs mêmes, de se divertir. C'est que les tirades, les dialogues et les monologues qu'il entend lui semblent sonner creux ou faux.

Jamais pourtant, il n'y a eu tant à dire, à écrire et à parler. On ne s'en prive guère. Pour essayer de comprendre et de se situer. Dans ce que nous vivons et ce que nous voudrions vivre. Face à ces totems qui nous envahissent et dont on veut nous faire croire, et peut-être à bon escient, qu'ils transformeront notre vie : érotisme, drogue, etc.

Qu'en est-il réellement ? La presse ne fait-elle qu'exprimer et traduire un état de fait dont il faut assumer la réalité, ou, au contraire, lance-t-elle des produits qui se vendent bien ? La société a-t-elle changé ou n'est-ce que l'écriture et l'information ? Peut-on encore « saisir le monde » et vivre quand même ? Dans l'état d'anxiété où nous mettent ces questions, toute vision exhaustive ou tout regard lucide est attendu avec ferveur. Car il s'agit de voir d'abord. Pour comprendre. Et agir. Si cela reste possible.

Voir quoi ? Même les hommes au pouvoir depuis plus de dix ans décrivent « le malaise que notre muta-

tion accélérée suscite » et dénoncent la « société bloquée » dont ils tiennent les rênes. Plus encore que dans l'opposition, c'est paradoxalement dans la majorité que se situent les condamnations les plus sévères. « Le fonctionnement défectueux de l'Etat et l'archaïsme de nos structures sociales sont autant d'obstacles au développement économique qui nous est nécessaire »... « Tentaculaire et en même temps inefficace, voilà, nous le savons tous, ce qu'est en passe de devenir l'Etat... (qui) a peu à peu mis en tutelle la société française tout entière. »

« Nous sommes encore un pays de castes. Des écarts excessifs de revenus, une mobilité sociale insuffisante maintiennent des cloisons anachroniques entre les groupes sociaux. C'est pourquoi nous ne parvenons pas à accomplir des réformes autrement qu'en faisant semblant de faire des révolutions » (discours de M. Jacques Chaban-Delmas).

Ce mot, trop cruel dans sa facilité, sur les événements que nous avons vécus, nous ramène à la grande question. Quinze mois après mai, on s'interroge encore sur le point de savoir si tout a changé, ou si tout, au contraire, est resté le même. Au moins l'interrogation est-elle générale et la prise de conscience du malaise ressentie par tous. La question est d'ailleurs sans réponse. On ne peut lui opposer pour finir qu'un regard triste parce que trop lucide ou un cri désespéré parce que trop impatient.

La colère, c'est justement celle de Jacques Charpentreau ; elle fait face à l'analyse d'André Fontaine dans la « Guerre civile froide » publiée chez Fayard. Leurs conclusions ne sont pas très récentes ; depuis qu'elles ont été éditées, bien des choses ont changé. Bien des choses ? Certes le fauteuil présidentiel, certes le franc... En fait ?... Il faudra toujours oser tout bouleverser, puis échouer et enfin tenter d'expliquer. « La contestation est une chaîne sans fin, écrit André Fontaine, parce que, lorsqu'elle a gagné, elle aboutit à mettre en place des structures qui finissent un jour par être elles aussi contestées. »

Les CALIBANS de Charpentreau ont reconnu en mai certaines de leurs aspirations :

« Etrangers dans leur propre pays, campant à la périphérie des villes, pestiférés tenus à l'écart des décisions qui les concernent, soumis à l'arbitraire des financiers qui les licencient et les déportent suivant les besoins de la production... ignorant souvent à quoi sert ce qu'ils fabriquent sinon à procurer des dividendes aux messieurs décorés du conseil d'administration, suspectés de mauvais esprit quand ils ouvrent la bouche, de mauvais goût quand ils écoutent, du mauvais œil quand ils regardent... libres de se taire toute la journée et sommés de voter oui aux référendums, les CALIBANS de France et d'ailleurs sont des pions sur les champs de manœuvre de la publicité, de la propagande, de la recherche du profit. »

Ils ont entendu exposer les critiques qu'ils ne savaient pas clairement exprimer. Ils ont partagé les utopies qu'en leur âme ils cultivaient. Mais une fois de plus, ils n'ont pas été écoutés ; une fois de plus, ils n'ont été que les spectateurs dociles d'une pièce qu'on leur demandait d'applaudir sans y être acteurs. Les CALIBANS ont été floués et le rêve a échoué :

« échoué parce que CALIBAN n'a pu accepter de suivre des gens qui ne disent pas où ils vont... »

« échoué parce que des pseudo valeurs se sont superposées très vite aux valeurs véritables de la révolte... »

« une société fondée sur le loisir, le jeu, l'érotisme, qui fait bon marché des valeurs du travail, de la famille, de l'amour, valeurs plus humbles mais fondamentales, ne peut satisfaire CALIBAN, parce qu'elle ne sait pas intégrer toutes les réalités de l'homme. »

Et il se détourne, sans plus croire aux slogans des uns ni aux promesses des autres ; il s'écarte des professionnels d'un jeu politique qui ne le concerne pas, et dont il est étranger. Comme il est étranger à une société qui lui promet la vie vraie « pour autant qu'il est riche, heureux, d'accord, instruit, élégant, jeune, cultivé, libre, beau, poète, sportif, intelligent, de gauche, content ».

La critique de cette façade en toc est féroce. Mais sans illusion.

« ... qui peut supprimer d'un trait de plume ou d'une intervention brillante (et anonyme, bien sûr) les réalités de la société industrielle dont la dureté fonde aussi notre richesse, n'ayons pas l'hypocrisie de l'oublier, ou les réalités de la condition humaine ? »

« Le problème, répond André Fontaine, est plus celui d'une extension de la société de consommation, d'une meilleure répartition des bénéfices, d'une meilleure orientation de ses investissements que celui de sa destruction... La critique nécessaire de la société de consommation doit tendre à son dépassement par le haut, non à la liquidation de son fondement matériel... il s'agit en somme de moraliser cette société. »

André Fontaine, trop lucide pour jamais s'enthousiasmer ni jamais désespérer, dissèque lui aussi la crise, son fondement et les causes de son échec : l'irréalisme et l'attitude des forces en place, au pouvoir et dans l'opposition. Cette société en toc est aussi une société en guerre, une guerre « froide » comparable à celle de l'après-guerre.

« On peut même parler d'une véritable « guerre civile froide » avec le même recours à l'intimidation, à la dissuasion, les mêmes efforts de certains « petits » — en l'espèce les « groupuscules » — pour mettre en mouvement des « grands » peu soucieux de se risquer à des affrontements ouverts. Il n'est pas jusqu'à l'étude des causes de cette épreuve de force qui ne fasse apparaître, comme dans la guerre froide, l'importance du rôle joué par les malentendus, les idées préconçues, les erreurs de calcul, la mauvaise connaissance de la situation, une évaluation erronée des forces de l'adversaire, l'incapacité à saisir à temps la dimension des mutations en cours et, pour tout dire en peu de mots, la sclérose de la pensée et des appareils. »

Dans cette bataille de guerre civile froide, comme dans celle de la guerre froide tout court, la victoire a été au plus fort, au plus imaginatif, à celui qui avait le plus de sang-froid et d'intuition psychologique. Mais elle n'a pas fait disparaître les causes de la révolte, bien au contraire, puisqu'elle a semé dans les cœurs des vaincus, transportés un moment par de vastes espoirs, une ouverture dont rien de bon ne peut sortir et que le régime d'austérité imposé à la nation multiplie le nombre des mécontents. »

André Fontaine décrit, avec la même désillusion, notre société internationale et industrielle et le malaise de notre vie politique et sociale française. La contestation s'en trouve légitimée, à moins qu'elle ne devienne alibi et ne dispense d'un examen consciencieux du réel ou d'une connaissance lucide de l'homme.

C'est la naïveté de l'intellectuel, naïveté que rejette CALIBAN, de refuser confusément de voir que la racine du mal est dans l'instinct de domination et que « l'appétit de l'argent n'est qu'une forme de celui du pouvoir, lequel existait avant l'invention du capitalisme et a survécu, partout où il a été aboli, à sa disparition ».

« C'est un fait que la paix et le progrès matériel aidant, les sociétés s'installent et perdent de vue les idéaux qui les ont engendrées. Partout l'impatience d'agir se heurte à l'immobilisme des vieux qui ont peur du neuf et profitant plus ou moins de l'ordre établi, sont tout naturellement portés à le défendre. »

Et Jacques Charpentreau d'ajouter :

« Les malins, les puissants, le pouvoir établi et rétabli résistent. Ils ne se contentent pas de briser la révolte. Ils savent s'en emparer. Ils reprennent nos mots et les plient à leur volonté. Passe-passe. Ils aiment s'avancer masqués. Quelle dérision que ce pouvoir qui rejoint soudain la grâce et découvre les vertus du dialogue ! »

Les phares allumés à l'Est et à l'Ouest se sont éteints. De Gaulle l'avait compris, qui le premier avait contesté les valeurs et les forces traditionnelles et aidé à renvoyer dos à dos des « modèles dévalués » : « les hommes ne sont pas faits pour être les fourmis d'un monde uniformisé dont une moitié parlerait russe et l'autre anglais. » Mais il n'a pas été suffisamment loin dans son analyse et n'a pas appliqué à l'intérieur même de notre hexagone les principes qu'il proclamait hors de nos frontières. La décolonisation n'était pas seulement à l'usage des anciennes possessions d'outre-mer !...

Et maintenant ? Maintenant, il faut bien essayer de vivre et ne plus rêver. On ne fera jamais table rase, et toute entreprise sera toujours vouée à un certain échec. Autant s'armer de courage et de volonté, de cet « état du cœur » dont parle André Fontaine et qui ne « consiste pas seulement à ne pas se laisser abattre par

l'ampleur de la tâche et l'énormité des obstacles. Il consiste aussi à dire la vérité, c'est-à-dire à ne laisser croire à personne que tout peut être arrangé vite et facilement sans le concours de chacun, ce qui suppose que ceux auxquels on demandera des sacrifices ne se trouvent pas tous dans la même catégorie sociale ».

Le Premier Ministre et le Président de la République, bien qu'héritiers et successeurs du gaullisme gaullien, n'ont pas parlé autrement. Ni CALIBAN lui-même. Ni les intellectuels de Prague dans leur dernier manifeste avant que ne retombe sur le printemps tchécoslovaque l'étau soviétique.

Le dynamisme de l'économie, la fixation d'objectifs, le choix d'une aventure collective, une définition nouvelle de l'Etat, la participation de tous, la restauration de la dignité de chacun tant dans le dialogue politique que dans la gestion de l'entreprise, l'effort conscient et quotidien, voilà autant de thèmes qui font l'unanimité des hommes politiques et des observateurs sages. Mais ce consensus trop facile, trop serein ne résoud rien, ne supprime rien.

« Pourtant, CALIBAN refuse le désespoir. Mais il sait qu'un long travail, une longue patience seront nécessaires pour reprendre courage...

...Mais CALIBAN n'a pas de certitudes à apporter. Il n'a que des inquiétudes à partager, devant cette part de souffrance et de mal qui coexiste avec son aspiration au bonheur pour les autres et pour lui-même. Le voici, toujours victime, et, sinon coupable, du moins toujours un peu complice, le voici qui ne se sentira jamais à son aise dans un monde où se mêle à la lutte entre le jour et la nuit, avec de vastes zones de pénombre, un monde où l'éclipse est permanente, une certaine occultation de la vérité, de la joie, de la vie. »

Reste à réinventer l'Espérance...

Geneviève M. PASCAUD ■

« Une société en toc » par Jacques Charpentreau - Collection Caliban - Edit. Ouvrières. — « La guerre civile froide » par André Fontaine - Fayard.

● La révolte contre le Père de G. Mendel et Vers la société sans pères de A. Mitscherlich

par Jean-Claude Siebauer

La psychanalyse est à la mode ; publication (ou réédition) des ouvrages des premiers disciples de Freud, apparition de psychanalystes sur les ondes de stations commerciales de radio, entrée des écrits du Dr Jacques Lacan dans la bibliothèque de Marie-Chantal : autant de signes qui ne peuvent tromper. Devant un tel symptôme — au sens le plus clinique du terme — dont il ne serait pas sans intérêt de déchiffrer le sens, on hésite, crainte de participer à une névrose collective, à chercher du côté de la psychanalyse des éléments

d'intelligence de la situation de la société contemporaine où de bons esprits, à commencer, en France, par la plus haute autorité de l'Etat, croient pouvoir discerner les manifestations d'une crise de civilisation.

Deux ouvrages récemment parus ou traduits nous y invitent.

Dans « la Révolte contre le Père », le Docteur Gérard Mendel, membre de la Société Française de Psychanalyse, inscrit avec une belle assurance la situation de

L'homme contemporain au terme — provisoire — d'une évolution commencée à l'aube de l'ère néolithique. L'homme aurait alors achevé d'intérioriser dans sa psyché — individuelle et collective — l'image du personnage paternel ; la culpabilité née de ce phénomène — vécu imaginativement comme un meurtre du père — aurait suscité un mécanisme de défense : la projection de l'image paternelle — dont la mort peut aussi être niée — sur le Pouvoir social, incarné notamment ; au long de l'histoire par les personnages-types du Dieu-Père, du Savant-Roi, du Dictateur. Mais la Puissance, acquise par ce Pouvoir, à la faveur notamment de la révolution industrielle et de ses conséquences, serait devenue aujourd'hui insupportable : d'où un mouvement de révolte, ne laissant d'alternative que la reprise en charge par les individus de l'autorité inconsciemment déléguée au Pouvoir social, ou la destruction anarchique de toute autorité.

Sans entrer dans une discussion approfondie de semblables spéculations, on se contentera de relever qu'à défaut de l'interprétation d'un « matériel » suffisant suivant les méthodes propres à la psychanalyse, une telle tentative n'aboutit guère qu'à revêtir d'un vocabulaire psychanalytique des analyses psychologiques ou sociologiques entrées aujourd'hui dans le domaine public — à la limite celui qui relèverait d'une mise à jour de certain dictionnaire des idées reçues. Sous ce vocabulaire, on retrouve les thèmes bien connus de l'aliénation technicienne ou du despotisme bureaucratique. Sans doute l'auteur appuie-t-il ses développements sur une « psychanalyse » de trois ouvrages, « L'Ève future », de Villiers de l'Isle Adam, « Mein Kampf » de Hitler, « Les mots et les choses » de Michel Foucault : ce sont d'ailleurs les chapitres les plus intéressants du livre, encore que la critique philosophique (généralement élémentaire, voire naïve) vienne, dans le dernier cas, interférer abusivement avec l'interprétation psychanalytique ; mais il nous permettra de ne pas être comme lui convaincu que ces ouvrages expriment sans contexte l'« âme collective » de leur époque (notion dont il ne nous donne d'ailleurs nulle part de définition précise).

L'essai d'Alexandre Mitscherlich, malgré certaines apparences, n'appartient pas, sauf abus de langage, à la littérature psychanalytique : tous les concepts propres à cette discipline, qui y apparaissent épisodiquement, s'y trouvent implicitement déformés dans le sens d'une réduction du subtil et complexe édifice freudien à un conflit sommaire entre les pulsions individuelles et les contraintes sociales ; une telle méconnaissance (psychana-

lytiquement symptomatique) pour n'être que trop répandue dans le grand public, n'en finit pas pourtant de surprendre chez les psychanalystes. On est plus surpris encore, s'il se peut, de ne découvrir pour l'essentiel, sous la plume du Dr Mitscherlich, qu'un appel à une morale plus ouverte, non pas constituée de conduites stéréotypées imposées dès l'enfance par des contraintes extérieures, mais fondée sur la responsabilité consciente et éclairée de l'individu. Resterait en outre à expliquer, pour un psychanalyste aux yeux duquel toute religion se réduit à une mythologie, sur quoi fonder les valeurs constituantes d'une telle morale, et plus encore, comment la répandre, dès lors qu'il est posé que le mode traditionnel de transmission des valeurs : l'éducation familiale, ne peut plus dispenser que des rituels de comportement périmés.

On retiendra cependant de l'ouvrage une observation qui, correctement exploitée, pourrait permettre de mieux comprendre certains comportements collectifs : dans la civilisation industrielle, le jeune enfant ne peut guère connaître une part importante de la vie, et par conséquent, de la personne de son père (et aussi, souvent, de sa mère) : celle qui est liée à leur activité professionnelle (alors que dans une civilisation agraire et artisanale, elle se déroule, au moins pour une part notable, sous ses yeux). On peut en effet soupçonner que cette lacune risque de susciter, chez un nombre d'individus suffisant pour donner au phénomène une dimension sociale, des difficultés dans le processus de formation de la personnalité par identification aux adultes les plus proches. Pour le garçon en particulier, l'issue normale du conflit œdipien par l'identification au père se trouverait obstruée, voire fermée ; d'où de multiples troubles psychologiques.

C'est, semble-t-il, en s'engageant dans des directions spécifiques et précises comme celle-ci et non pas en s'élançant vers des spéculations invérifiables ou en se transformant en annexe ou en « faire valoir » d'autres disciplines des « sciences humaines » que la psychanalyse, tout en méritant l'estime des esprits réfléchis, contribuera utilement à la compréhension des hommes et du monde. Cela suppose — mais la condition paraît décidément bien difficile à réaliser — que les psychanalystes demeurent... des psychanalystes.

Jean-Claude SIEBAUER ■

« La révolte contre le père » par G. Mendel (Payot) - « Vers la société sans pères », par A. Mitscherlich (Gallimard).

● Printemps au Parking de Christiane Rochefort,

par Dominique Baudis

« Printemps au Parking », le dernier roman de Christiane Rochefort, ne manque pas de distraire le lecteur. Ce n'est pas le dernier de ses mérites. Ceci explique sans doute le succès de librairie qui a sanctionné sa parution. Vite lu, ce livre laisse cependant une impression plus profonde car il est significatif des mœurs du temps et des problèmes qu'elles soulèvent.

Très « actuel », il met en scène des personnages contemporains dans le cadre du Quartier Latin d'avant-Mai-1968. L'auteur n'oublie pas pour autant « les Petits

Enfants du siècle » (1) : ce n'est pas dans le milieu des étudiants parisiens que le drame se noue. Mais il y conduit.

Tout commence, dans une H.L.M. de banlieue, par un incident mineur mais significatif : assis à la table familiale, un adolescent est rappelé à l'ordre par son père à qui il cache l'écran de la télévision. Un écran où ne

(1) Christiane Rochefort : « Les petits enfants du siècle », chez Grasset.

figure aucune image puisque le récepteur est éteint, mais cela n'a pas d'importance. D'ailleurs, « on ne discute pas ». Tout est là, en quelques lignes ; le conflit de générations, la civilisation de consommation, le sentiment de l'absurde.

Naturellement, c'est la fuite, un peu hésitante, qui mène involontairement, sur les traces d'une ravissante blonde rencontrée dans les jardins du Luxembourg, à la bibliothèque de la Sorbonne.

Peu à peu le jeune révolté « se fait une tête d'étudiant ». Conversations saisies au vol et souvent mal comprises, hospitalité chaleureuse offerte par une voisine de restaurant universitaire, équivoque comédie que se jouent quelques étudiants prolongés, personnages fantasques et désœuvrés rencontrés dans la luxueuse demeure d'un de ses nouveaux amis, tout cela finit par ne plus étonner le jeune évadé qui a décidé d'accepter ou de subir tout ce qui pourra l'entraîner loin de son existence quotidienne.

Il finit même par s'habituer à l'étrange sentiment qui le pousse à rechercher la compagnie d'un garçon rencontré dès le début de sa fugue et qui, très vite, entend jouer à l'égard de son cadet un rôle protecteur. Les rapports des deux êtres sont décrits avec suffisamment de délicatesse et de discrétion pour que jamais le récit ne sombre dans le scabreux. Cette expérience sexuelle vécue « en marge de la société » révèle à l'adolescent sa libération. Point n'est besoin désormais de fuir le logis familial puisque les tabous sont brisés. C'est le retour vers la banlieue.

Tout finit par une longue conversation avec Nicolas, un voisin, ancien camarade de classe, auquel Christophe rend visite sur le chemin du retour. Nicolas, penché sur sa table de travail, lisait « Bakounine ». On s'explique, on se découvre aussi révolté l'un que l'autre, on cherche à se provoquer mutuellement afin de s'éprouver. Christophe lui demande s'il accepte de lui « prêter » l'une de ses sœurs. Mouvement de recul et puis...

Nicolas veut bien lui offrir les deux. Tout ceci ne va pas au-delà des mots. Ce qui importe, c'est de « casser les barreaux ». « Les barreaux sont à l'intérieur. Seulement on ne peut les casser que de dehors. Car du dedans on ne les voit pas. On ne les voit qu'une fois sorti et qu'ils sont cassés. » On décide enfin de détruire toutes les antennes de télévision et, s'il le faut, on se mettra à étudier pour y parvenir plus efficacement. En sortant, dans le matin, on prend conscience que le printemps a commencé. Christophe et Nicolas se mettent tous deux à hurler en riant, plantés au milieu du parking.

Christiane Rochefort cultive une grande liberté d'expression. C'est Christophe qui raconte et qui mêle inextricablement les propos tenus et entendus à ses réflexions silencieuses. Cette méthode d'exposition donne au récit une spontanéité qui s'accorde avec l'utilisation parfois abusive de l'argot ou du langage familier. Lorsque l'on a dit « merde » tout n'a pas été dit ; c'est pourtant à ceci que se résument bien des réflexions contenues dans le roman.

On pourra, certes, reprocher à l'auteur d'avoir cédé à des modes et sacrifié à bien des clichés. Si le personnage principal conserve une certaine authenticité, ceux qui gravitent autour de lui n'échappent guère au conventionnalisme : l'anticonformisme conduit, bien souvent, à un conformisme en négatif.

A ce propos, l'un des mérites de « Printemps au Parking » est peut-être de « faire la part du feu ». En voulant « désacraliser » les rites et tabous d'une société contraignante, ne court-on pas le risque de codifier de nouvelles pratiques et un nouveau langage tout aussi mythiques et par conséquent oppressifs que ceux contre lesquels l'on voulait se dresser ?

Dominique BAUDIS ■

« *Printemps au parking* » par *Christiane Rochefort* - Grasset.

● Le contrat socialiste de Robert Fossaert,

par Charles Delamare

Il s'agit bien de socialisme et non pas, comme on l'a vu souvent ces dernières années, d'un adjectif placé comme un faux nez sur le visage du nouveau capitalisme de grandes dimensions.

Il faut le dire d'emblée, car les doctrinaires pris à partie avec causticité tout au long du livre, ceux qui « planent dans le ciel des idées ou qui ronflent dans le fort de l'éloquence dominicale » contesteront avec acrimonie le droit de se réclamer du socialisme à un homme qui refuse d'être un porte-parole, mais ne se gêne pas pour avoir son franc parler.

Il s'agit même d'un livre (1) profondément marxiste, dans la mesure où le raisonnement est perpétuellement nourri par une observation des faits sociaux et économiques de notre temps et de notre pays et dans la mesure où la réflexion, après avoir déchiré le voile des apparences, s'ordonne autour d'un projet : donner le pouvoir à la gauche avant l'an 2000.

Plutôt que d'égrener les citations de Marx, Engels et Lénine, il apparaît beaucoup plus pressant, pour qui a

lu le « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », d'expliquer la naissance de la V^e République ou la crise de mai 1968.

Il en résulte une approche du sujet en larges cercles concentriques au cours desquels les analyses historiques et sociales, toujours intéressantes mais descriptives et interprétatives, sont parsemées de nœuds doctrinaux d'une grande densité idéologique.

La Gaule, nous dit Robert Fossaert, est divisée en trois tendances : celle de l'expansion, celle de la petite France, celle du progrès social et des droits acquis.

Celle de l'expansion s'appuie sur le gros des cadres de l'économie et de l'administration. Sa devise est le mouvement dans l'ordre et, l'auteur le souligne, toute sa contradiction tient dans ces deux mots.

La « petite France » n'attire guère sa sympathie. Elle n'échappe que trop rarement à son conservatisme spontané. Elle englobe dans une coalition hétéroclite la bourgeoisie des P.M.E., la petite bourgeoisie de la boutique et de l'artisanat, la paysannerie du blé et

de la betterave, la « bourgeoisie » de l'armée de métier et des professions libérales érigées en « ordres ».

La troisième tendance n'entraîne la masse de la classe ouvrière et des salariés de l'économie que lors des grandes pulsions revendicatives ou des grandes batailles politiques. Cet ancien parti du mouvement a des réactions conservatrices en voulant défendre ce qu'il a déjà acquis.

Un problème redoutable est posé : celui d'une mutation rapide de cette société en équilibre instable à cause des poussées divergentes exercées par ces trois tendances. Comment la Gauche peut-elle y faire face ?

En délimitant clairement le jeu des pouvoirs, en étudiant froidement les possibilités qui s'offrent à elle, en se donnant des objectifs réalistes et en déterminant les moyens dont elle dispose ou qu'elle doit se donner pour les atteindre.

Aux rêveries et aux exaltations de Mai 1968, Robert Fossaert, sans les renier, fait succéder un Discours de la méthode.

Pour lui, encore plus que pour Marx, parce que cela crève les yeux, l'individu est « socialisé », c'est-à-dire envahi par la société, de telle sorte que la liberté et la dignité humaines ne peuvent être reconquises que par la prise en main des leviers de la société.

Mais où se trouvent-ils ? — C'est de plus en plus difficile à savoir dans un monde de plus en plus complexe.

Les recettes de Lénine ne permettent plus de découvrir du premier coup la fameuse « chambre aux machines », Pietro Nenni en a fait l'expérience décevante.

Ce n'est pas un hasard si certaines des pages les plus pénétrantes du livre ont été écrites à ce sujet. L'auteur dirige aussi, au Scuil, la collection « Société » dont l'ambition est précisément d'aider les citoyens à démêler l'écheveau énigmatique du réseau des décisions.

« Le pouvoir n'a pas de siège social, pas même à l'Élysée ». La prise de pouvoir ne peut donc pas s'improviser. Elle doit se mériter peu à peu par un effort continu à tous les niveaux où des décisions se prennent. On songe ainsi à l'approche lente et progressive du parti socialiste allemand qui a su se préparer à être Chancelier à Bonn en étant d'abord ministre en Basse Saxe.

« Inscrire une participation démocratique dans le plus grand nombre de centres de décision, écrit Robert Fossaert, serait potentiellement la plus féconde des réformes de structure. »

Ainsi l'ambition socialiste, après avoir pris conscience de l'évolution du monde moderne, débouche à nouveau et avec quelle puissance, sur le projet démocratique !...

Le chapitre sur les possibilités d'action s'ouvre sur une analyse des événements de mai 68 où l'auteur démontre que le parti communiste a eu raison de ne pas courir l'aventure révolutionnaire parce qu'il avait eu tort d'abdiquer toute imagination depuis 1936.

L'analyse de ces faits récents amène Robert Fossaert à la définition d'un socialisme concret, où il essaie d'établir l'articulation de celui-ci avec l'Europe. Ce n'est pas une de ses moindres originalités que de dépasser l'hexagone, même si cette « sortie » témoigne encore des préjugés de la gauche française. Pourquoi, en effet, penser *a priori* que la conjoncture politique nationalement favorable à la gauche se diluerait dans une politique européenne beaucoup plus classique ? — Au train où vont les choses, c'est peut-être l'inverse qui sera bientôt vrai.

Mais déjà trois objectifs se dessinent :

- le dépérissement de l'Etat : désétatiser et décentraliser,
- la création d'une économie mixte, axée autour de 3 pôles :
 - le secteur public,
 - le secteur « multinational »,
 - et le secteur privé,
- le partage des pouvoirs où l'on rejoint l'analyse précédente.

Le jacobinisme n'apparaît plus comme un des axiomes de la gauche, mais au contraire comme un des blocages qui s'opposent à sa modernisation.

A propos des moyens, l'auteur reprend ses réflexions les plus originales et ses propositions les plus neuves. La difficulté pour lui est de « passer de notre conception actuelle du parti-chapelle à celle d'un parti pluraliste dans son idéologie, comme dans l'intensité de l'adhésion qu'il requiert ». Si son idée de politique contractuelle est exposée un peu trop brièvement pour pouvoir être parfaitement comprise, l'utilité et la richesse d'un « projet réformateur » apparaissent dotées d'une grande force d'évidence et de persuasion. La rénovation de la gauche, débarrassée de sa « bouillie idéologique » ne semble plus alors une entreprise inactuelle et sans espoir.

Infuser une telle conviction dans les circonstances actuelles, c'est faire la preuve que « Le contrat socialiste » est une œuvre qui mérite l'attention.

Depuis longtemps, on n'avait pas vu surgir au milieu d'une gauche sclérosée une telle éruption d'idées. En même temps, la rigueur du raisonnement, l'attachement quasi scientifique aux faits sociologiques, canalisent cette poussée d'imagination vers des buts précis, c'est-à-dire vers une politique.

« Le contrat socialiste » est neuf parce qu'il expose, enfin, une pensée moderne. Cela se sent jusque dans le style précis, nerveux, efficace. Les images mêmes sont empruntées au monde d'aujourd'hui. C'est ainsi que, « pour la gauche », l'épargne est souvent située sur la face cachée de la Lune » ou que « le réseau du pouvoir, comme le réseau de distribution électrique peut ignorer les frontières ». L'humour y joue son rôle, à la fois pour permettre à l'auteur de reprendre son souffle dans sa démonstration et pour rendre celle-ci encore plus didactique. Par exemple, cette notation : « en politique, les revenus sont comme les petits pois en boîte : les plus gros sont dit « moyens ».

Le livre de Robert Fossaert est le signe qu'il se passe quelque chose à gauche. Celle-ci ne peut pas rester indéfiniment en ruines. Pour cette seule raison « Le contrat socialiste » serait particulièrement digne d'intérêt pour tous ceux qui espèrent en la rénovation politique du pays à la sortie de l'ère gaulliste. Mais, en outre, il est significatif que le « projet socialiste » ainsi exposé, répudiant le totalitarisme stalinien ou néostalinien, ne se conçoive que comme l'approfondissement de l'idéal démocratique dans le cadre d'une Europe en voie d'unification. Comme on l'a dit il y a deux ans, à la Convention de Nice du Centre Démocrate : désormais, toute politique économique et sociale qui n'est pas européenne est réactionnaire. Mais l'inverse n'est pas forcément vrai...

Le contrat socialiste doit se prolonger en un contrat européen. On s'apercevra alors que c'est le même élan, le même espoir et bientôt le même combat.

Charles DELAMARE ■

DESTIN DE L'ENTREPRISE

par Maurice BLIN

DEPUIS MARX, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle, le capitalisme est en accusation. Apparemment, il ne s'en porte pas plus mal. Il a résisté aux crises qui devaient le terrasser. Il poursuit une évolution très peu conforme aux prévisions des augures qui annonçaient l'exaspération de la lutte des classes et l'affrontement implacable des monopoles. Bien plus, les récents analystes de la société industrielle, Raymond Aron, Galbraith, Marcuse, venus d'horizons différents, se rejoignent dans une même constatation : par-delà l'opposition du libéralisme et du communisme, se développe une société universelle de type technique. La grande contestation prolétarienne espérée s'y éteint tandis qu'en apparaît une autre, menée par les étudiants, les intellectuels, les artistes, pure révolte sans doctrine et jusqu'ici sans efficacité, sinon sans signification.

Il semble cependant que la critique, indispensable à la santé de toute œuvre humaine, n'ait pas tout à fait renoncé. Elle a seulement changé d'objet. C'est l'entreprise, son destin, sa finalité, son organisation qui, le feu ayant été ouvert par le livre de François Bloch-Lainé sur « la réforme de l'entreprise », appellent l'attention des sociologues. Octave Golinier, Pierre Bleton, Philippe de Woot, pour ne citer que quelques auteurs de langue française, toute la riche école américaine de psychologie industrielle s'interroge sur le milieu nouveau où l'homme moderne passe en effet les heures les plus nombreuses, les plus riches, les plus intenses de sa vie. Ce n'est plus l'Eglise, secouée elle-même par la contestation ou frappée d'indifférence, l'armée dont les valeurs propres paraissent en déclin, la famille menacée par le travail du père et le désintérêt croissant de la femme, c'est l'entreprise industrielle moderne qui façonne en profondeur l'homme de ce temps. Fait capital qu'on ne peut plus ignorer.

Or deux traits confèrent à l'entreprise moderne une singularité révolutionnaire.

L'agent industriel moderne évolue dans un monde de plus en plus abstrait : la machine, de l'ordinateur au laminoir, impose un écran infranchissable entre lui et l'objet qui paraît sortir de ses mains. Non seulement le contact avec la terre et le ciel, bref la nature, environnement séculaire du travail humain, est rompu, mais même le dialogue du producteur avec l'objet façonné devient exceptionnel.

LE vrai partenaire du travailleur moderne n'est plus ni la nature ni l'objet fabriqué... c'est autrui. Qu'on fasse le compte : tout, de l'Administration aux différents services de conception, fabrication ou vente, n'est plus qu'un immense réseau d'échanges humains où l'objet, terme final du processus, est presque perdu de vue. En un sens radicalement nouveau, très différent de celui que voudrait lui garder le socialisme, on peut dire que l'entreprise moderne est devenue plus sociale qu'économique. On peut même avancer qu'à la limite, son succès n'est plus dans la perfection intrinsèque d'un produit mais dans l'adaptation de ce dernier au marché, c'est-à-dire aux goûts et au choix final du consommateur. L'économie aujourd'hui s'efface devant le social comme la fin devant les moyens.

L'essor actuel des sciences biologiques et humaines en est la preuve. Depuis cinquante ans, la science a poursuivi et gagné sa course haletante à l'objet : le jour où l'atome a été atteint a marqué sa victoire. La voici requise par un nouveau problème : celui que l'homme — c'est-à-dire, en fait, autrui — est devenu pour l'homme.

Entassé dans les villes, réuni dans l'entreprise, agglutiné même dans les lieux dits de loisirs, l'homme moderne est condamné à un affrontement incessant avec autrui. Ce sont les règles de comportement de cet « homo socialis », être nouveau dans l'histoire, qu'essayent de déchiffrer les sciences récentes de la psychanalyse, de la sociologie, de la psycho-

logie industrielle. Il n'est pas interdit de penser que, demain, le chef du personnel formé à ces disciplines, grand responsable des relations humaines et du climat dans l'entreprise, prendra le pas sur les techniciens, commerciaux ou chercheurs, qui détiennent encore pour le moment la première place. On observe déjà les prémices de cette évolution aux Etats-Unis.

Un autre trait distingue radicalement l'entreprise industrielle de ces autres corps sociaux où, au cours de l'histoire, les hommes se sont réunis. Elle ne peut, comme une église, s'appuyer sur le caractère sacré d'un fondateur ou d'un livre. L'entreprise est vouée au changement, au relatif, donc à une remise en question permanente d'elle-même. Dans ces conditions, l'autorité ne peut qu'y prendre un visage totalement nouveau. Sa ressemblance avec l'armée paraît plus forte. Comme elle, elle combat, se dote d'une stratégie, vit dans la mobilisation permanente de ses membres. Mais la comparaison s'arrête là, car l'entreprise n'a pas, pour cimenter son unité, le ressort puissant d'une mystique nationale ni la disposition, jusqu'à la mort incluse, de ses membres. Tout au contraire, le contrat qui les unit est libre, révoquant : le chef d'entreprise moderne, c'est un chef d'armée qui reconnaît à ses généraux, au moindre de ses lieutenants, le droit permanent à la désertion et même, n'ayons pas peur des mots, à la trahison. Nul tribunal militaire, nulle réprobation morale ne sont là pour l'aider. Au contraire, cette liberté fait partie de la règle du jeu. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, les grandes sociétés, avant de se battre à coups de produits, se battent aujourd'hui à coups d'hommes. Un jour, c'est un des maîtres de la General Motors qui passe chez Ford ; un autre, c'est l'état-major de Motorola qui l'abandonne pour Fairchild.

L serait vain de s'indigner. Après tout, cette liberté est l'une des dernières qui restent à l'agent industriel face aux contraintes de cette socialisation intense à laquelle il est soumis. Mais comme, par ailleurs, l'entreprise condamnée au progrès ne peut l'atteindre que d'un engagement total de ses membres, volonté et imagination conjuguées, on voit tout de suite où gît la contradiction : comment obtenir, sans contrainte, que les salariés engagent pour elle les hautes valeurs d'intelligence, de volonté et même de cœur consacrées autrefois aux grands corps de l'armée ou des églises ?

Certes, l'Européen moyen, surtout s'il est Français, éprouvera devant un tel rapprochement une impression de scandale et même de sacrilège. Après tout, c'est à Paris, en mai 1968, que la dénonciation par Marcuse de cette aliénation qui consiste à prostituer au bas niveau de la production de biens matériels ce qui, par tradition, relevait de l'art, de la science et même de la foi, a connu sa plus bruyante expression. Comme si la leçon du philosophe germano-américain avait été vécue avant même d'être lue par les étudiants et ouvriers français.

Mais, disons-le tout net et sans volonté aucune de provocation : ne pas comprendre que l'économie n'est plus aujourd'hui cette série d'actes serviles auxquels les plus forts ou les plus habiles n'avaient cesse autrefois d'échapper, c'est verser dans l'utopie et, soit dit en passant, cesser très exactement d'être marxiste. En fait, l'économie sera demain le milieu « naturel », la règle générale du comportement des hommes : elle les concerne tous et tout l'homme en chacun d'eux.

Croire qu'une révolution pourra briser la marche irrévocable de l'espèce vers un nouveau destin n'est pas sérieux. Ce qui l'est, par contre, et au plus haut degré, c'est d'en conclure que l'entreprise industrielle, sous peine d'explosion, est condamnée à mériter la dignité nouvelle que lui confère la mue historique que nous vivons.